101e ANNÉE
VOL. 101

No 28
3841

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 12 juillet 1969

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Québec, Saturday, July 12, 1969

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday***, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 35 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 15 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre, $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 35 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 15 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

27440 — 1-52-o

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis No 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107).

Lettres patentes

Acton Plastics Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes en date du 28e jour de mai 1969, constituant en corporation: Jean Gagnon, avocat, Louise Boutet, ménagère, épouse dudit Jean Gagnon, tous deux de 26, Kirouac, et Suzanne Labelle, secrétaire, fille majeure, 23, Kirouac, tous trois de Warwick, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du plastique, de ses produits ou sous-produits, sous le nom de « Acton Plastics Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Acton Vale, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 1596-69

Les Auberges « Léo Lagrange » inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1969, constituant en corporation: Georges Wurtele, avocat, Vital Guénette, notaire, et Réal Bourgeois, courtier d'assurance, tous trois de 15, de l'Église, Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Exploiter des auberges de jeunesse, sous le nom de « Les Auberges « Léo Lagrange » inc. », avec un capital total de $90,000, divisé en 10,000

Letters Patent

Acton Plastics Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Gagnon, advocate Louise Boutet, housewife, wife of the said Jean Gagnon, both of 26 Kirouac, and Suzanne Labelle, secretary, spinster of the full age of majority, 23 Kirouac, all three of Warwick, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastic, its products or by-products, under the name of "Acton Plastics Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Acton Vale, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29974 1596-69

Les Auberges "Léo Lagrange" inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Wurtele, advocate, Vital Guénette, notary, and Réal Bourgeois, insurance broker, all three of 15 de l'Église, Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To operate youth hostels, under the name of "Les Auberges "Léo Lagrange" inc.", with a total capital stock of $90,000, divided into

actions classe « A » de $1 chacune, 30,000 actions classe « B » de $1 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 1949-69

Boulangerie La Brioche inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1969, constituant en corporation: Marc Martel, vendeur, 20, du Plateau, Jean-Claude Lachance, médecin, 2, Quartier Gobeil, Fernand Marcotte, commerçant, 73, St-Jean-Baptiste, tous trois de Rivière-du-Moulin, Marcellin Côté, imprimeur, 63, des Oblats ouest, Paul Albert, vendeur, 1047, Paré, André Gauthier, comptable agréé, 715, chemin Sydenham, Villeneuve Lévesque, vendeur, Monseigneur Laflamme, J.-Paul Robitaille, commerçant, 75, Racine est, Gérard Gagnon, médecin, 306, Labrecque, Roland Saucier, médecin, 276, Bégin, Armande Paradis, commis de bureau fille majeure, 20, Ste-Anne, Noëlla Grimard, commis, fille majeure, 375, Ste-Anne, Yves Blais, gérant, 207a, Price ouest, Léonce Néron, constructeur, chemin Sydenham, Laurent Grimard, industriel, 375, Ste-Anne, Bertrand Vaillancourt, commerçant, 469, Gounod, Paul Hayes, commerçant, 234, Racine est, Marcel Claveau, notaire, 1097, Jacques-Cartier, Louis-Philippe Simard, médecin, 505, de Salle, André Tremblay, assureur, 282, Ste-Anne, Raymond Fortin, gérant, 98, Racine est, Craig Murdock, industriel, chemin Sydenham, Gilles Turcotte, comptable agréé, 812, Chaperon, Nicole Allard, étudiante, fille majeure, 564, Des Franciscaines, Jean-Eudes Tremblay, distributeur, chemin Sydenham, François Harvey, entrepreneur, 1149, Talbot, Jacques Gagnon, distributeur, 567, Albanel, André Belley, agent, 110, Racine est, Camil Tremblay, gérant, 264, Lamarche, tous de Chicoutimi, Alonzo Turcotte, commerçant, 412, Masson, Gérard Duchesne, gérant, 156, Albert, Romuald Bouchard, assureur, St-Jérôme, Conrad Lefrançois, gérant, 976, Ste-Geneviève, Fredo Fillion, commerçant, 135, Orléans, Yvon Leduc, commerçant, 598, Deliste, tous six de Chicoutimi-Nord, François Simard, commerçant, 387, la Fabrique, Raymond Ellefson, hôtelier, 665, Victoria, tous deux de Bagotville, et Pierre Chapdelaine, distributeur, 270, de Labrosse, Arvida, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, pains, gâteaux et pâtisseries, sous le nom de « Boulangerie La Brioche inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 2405-69

Centre de secours d'urgence du Grand Montréal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

10,000 class "A" shares of $1 each, 30,000 class "B" shares of $1 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29974 1949-69

Boulangerie La Brioche inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc Martel, salesman, 20 du Plateau, Jean-Claude Lachance, physician, 2 Quartier Gobeil, Fernand Marcotte, trader, 73 Saint-Jean-Baptiste, all three of Rivière-du-Moulin, Marcellin Côté, printer, 63 des Oblats West, Paul Albert, salesman, 1047 Paré, André Gauthier, chartered accountant, 715 Sydenham Road, Villeneuve Lévesque, salesman, Monsignor Laflamme, J.-Paul Robitaille, trader, 75 Racine East, Gérard Gagnon, physician, 306 Labrecque, Roland Saucier, physician, 276 Bégin, Armande Paradis, office clerk, spinster of the full age of majority, 20 Sainte-Anne, Noëlla Grimard, clerk, spinster of the full age of majority, 375 Sainte-Anne, Yves Blais, manager, 207a Price West, Léonce Néron, constructor, Sydenham Road, Laurent Grimard, industrialist, 375 Sainte-Anne, Bertrand Vaillancourt, trader, 469 Gounod, Paul Hayes, trader, 234 Racine East, Marcel Claveau, notary, 1097 Jacques-Cartier, Louis-Philippe Simard, physician, 505 de Salle, André Tremblay, insurer, 282 Sainte-Anne, Raymond Fortin, manager, 98 Racine East, Craig Murdock, industrialist, Sydenham Road, Gilles Turcotte, chartered accountant, 812 Chaperon, Nicole Allard, student, spinster of the full age of majority, 564 Des Franciscaines, Jean-Eudes Tremblay, distributor, Sydenham Road, François Harvey, contractor, 1149 Talbot, Jacques Gagnon, distributor, 567 Albanel, André Belley, agent, 110 Racine East, Camil Tremblay, manager, 264 Lamarche, all of Chicoutimi, Alonzo Turcotte, trader, 412 Masson, Gérard Duchesne, manager, 156 Albert, Romuald Bouchard, insurer, Saint-Jérôme, Conrad Lefrançois, manager, 976 Sainte-Geneviève, Fredo Fillion, trader, 135 Orléans, Yvon Leduc, trader, 598 Delisle, all six of Chicoutimi North, François Simard, trader, 387 la Fabrique, Raymond Ellefson, hotel-keeper, 665 Victoria, both of Bagotville, and Pierre Chapdelaine, distributor, 270 de Labrosse, Arvida, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and biscuit, bread, cake and pastry manufacturers, under the name of "Boulangerie La Brioche inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 6,000 common shares of $10 each and 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29974 2405-69

Centre de secours d'urgence du Grand Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1969, have been issued by the

patentes, en date du 20e jour de mai 1969, constituant en corporation sans capital-actions: René-L. Morisset, chiropraticien, 6087, Louis-Veuillot, Montréal, Éveline Rasquin, animatrice, épouse de Gabriel Letecheur, 341, Éveline, Laval, et Jean Dicaire, pharmacien, 710, 38e avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Assurer des services de secours d'urgence aux pauvres, indigents ou toutes autres personnes économiquement faibles, sous le nom de « Centre de secours d'urgence du Grand Montréal ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir ou posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 1458-69

Club de tir Montmorency inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Morel, gérant, 15, St-Bernard, Sainte-Anne-de-Beaupré, André Allaire, vérificateur, 219, St-Denis, Beaupré, et René Fillion, vendeur, 8340, Ste-Anne, Château-Richer, pour les objets suivants:

Former et exploiter un champ de tir, sous le nom de « Club de tir Montmorency inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Beaupré, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 2435-69

La Corporation du Cimetière de St-Eustache

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des corporations de cimetières catholiques romains, Statuts refondus, 1964, chapitre 308, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes du 18 juin 1969, constituant en corporation de cimetière, sous le nom de « La Corporation du Cimetière de St-Eustache », les corporations suivantes: « La Fabrique de la Paroisse de St-Eustache », « La Fabrique de la Desserte du St-Esprit » et « La Fabrique de la Paroisse du Christ-Roi ».

Le siège social de la corporation est situé à Saint-Eustache.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20007-o 2232-68 — 1491/96

La Corporation Régionale du Cimetière de Ste-Thérèse inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des corporations de cimetières catholiques romains, Statuts refondus, 1964, chapitre 308, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 18 juin 1969, constituant en corporation de cimetière, sous le nom de « La Corporation Régionale du Cimetière de Ste-Thérèse inc. », les corporations suivantes: « La Fabrique de la Desserte du Très St-Sacrement, », « La Fabrique de la Paroisse

Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: René-L. Morisset, chiropractor, 6087 Louis-Veuillot, Montreal, Éveline Rasquin, animator, wife of Gabriel Letecheur, 341 Éveline, Laval, and Jean Dicaire, pharmacist, 710, 38th Avenue, Lachine, for the following purposes:

To insure urgent rescue services to the poor, needy or all others economically weak, under the name of "Centre de secours d'urgence du Grand Montréal".

The amount to which is limited the annual revenue of the immovable property which the corporation may acquire or possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29974 1458-69

Club de tir Montmorency inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Marcel Morel, manager, 15 St-Bernard, Sainte Anne-de-Beaupré, André Allaire, auditor, 219 St-Denis, Beaupré, and René Fillion, salesman, 8340 Ste-Anne, Château-Richer, for the following purposes:

To form and operate a firing range, under the name of "Club de tir Montmorency inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or possess is to be limited is $40,000.

The head office of the corporation is at Beaupré, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29974 2435-69

La Corporation du Cimetière de St-Eustache

Notice is hereby given that under the Roman Catholic Cemetery Corporations Act, Revised Statutes, 1964, chapter 308, letters patent bearing date the 18th day of June, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating as a cemetery corporation, under the name of "La Corporation du Cimetière de St-Eustache", the following corporations: "La Fabrique de la Paroisse de St-Eustache", "La Fabrique de la Desserte du St-Esprit", and "La Fabrique de la Paroisse du Christ-Roi".

The head office of the corporation is situated in Saint-Eustache.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

30007 2232-68 — 1491/96

La Corporation Régionale du Cimetière de Ste-Thérèse inc.

Notice is hereby given that under the Roman Catholic Cemetery Corporations Act, Revised Statutes, 1964, chapter 308, letters patent bearing date the 18th day of June, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating as a cemetery corporation, under the name of "La Corporation Régionale du Cimetière de Ste-Thérèse inc.", the following corporations: "La Fabrique de la Desserte du Très St-Sacrement", "La Fabrique de la Paroisse

Coeur Immaculé de Marie », « La Fabrique de la Paroisse Notre-Dame de Fatima », « La Fabrique de la Paroisse Ste-Françoise Cabrini », « La Fabrique de la Paroisse Ste-Thérèse de Blainville » et « La Fabrique de la Paroisse Sacré-Coeur de Jésus ».

Le siège social de la corporation est situé en la cité de Sainte-Thérèse.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

30008-o 2-69 — 1491/97

Couzina inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1969, constituant en corporation: Léonce Vézina, négociant, 496, Lafontaine, Bruno Thibault, 2, Fraser, et Jean-Marc Bérubé, 317, Landry, ces deux derniers comptables, tous trois de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Exploiter des maisons de touristes, hôtels, restaurants, auberges, boulangeries, tavernes, camps et stations estivales, sous le nom de « Couzina inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 2410-69

Croquet St-Barnabé inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Savaria, commerçant, Anatole Laporte, cultivateur, Sylva Bergeron, journalier, Gérard Guilbert, commis de bureau, et Philippe Guilbault, boucher, tous de Saint-Barnabé, comté de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un centre de loisirs, et promouvoir en particulier le sport du jeu de croquet, sous le nom de « Croquet St-Barnabé inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Barnabé, comté de Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 2407-69

Cuckoo Nature Foods Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1969, constituant en corporation: Georginé Strathy, dessinatrice commerciale, célibataire, 3620, avenue Ridgewood, Irwin Schnaiberg, avocat, 4835, avenue Montclair, tous deux de Montréal, Janice Kelly, conseiller de publicité, célibataire, 867, 56e avenue, Lachine, et Ginette Ayotte, secrétaire, célibataire, 2022, rue Daniel, Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

du Coeur Immaculé de Marie", "La Fabrique de la Paroisse Notre-Dame de Fatima", "La Fabrique de la Paroisse Ste-Françoise Cabrini", "La Fabrique de la Paroisse Ste-Thérèse de Blainville", and "La Fabrique de la Paroisse Sacré-Coeur de Jésus".

The head office of the corporation is situated in the City of Sainte-Thérèse.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

30008 2-69 — 1491/97

Couzina inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léonce Vézina, dealer, 496 Lafontaine, Bruno Thibault, 2 Fraser, and Jean-Marc Bérubé, 317 Landry, the latter two accountants, all three of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To operate tourist homes, hotels, restaurants, inns, bakeries, taverns, camps and summer resorts, under the name of "Couzina inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29974 2410-69

Croquet St-Barnabé inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Paul Savaria, trader, Anatole Laporte, farmer, Sylva Bergeron, labourer, Gérard Guilbert, office clerk, and Philippe Guilbault, butcher, all of Saint Barnabé, county of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To establish and operate recreational centre and promote the game of croquet in particular, under the name of "Croquet St-Barnabé inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or possess is to be limited is $40,000.

The head office of the corporation is at Saint Barnabé, county of Saint Hyacinthe, judicial district of Saint Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29974 2407-69

Cuckoo Nature Foods Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georgine Strathy, commercial artist, spinster, 3620 Ridgewood Avenue, Irwin Schnaiberg, advocate, 4835 Montclair Avenue, both of Montreal, Janice Kelly, advertising consultant, spinster, 867, 56th Avenue, Lachine, and Ginette Ayotte, secretary, spinster, 2022 Daniel Street, Jacques-Cartier, for the following purposes:

Fabriquer et distribuer tous articles et toute marchandise qui constituent généralement un commerce d'épicerie, sous le nom de « Cuckoo Nature Foods Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires ayant une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées ayant une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974 2400-69

F. & R. Dumont construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Fernand Dumont, constructeur, Yvette-Annette Lavoie, ménagère, épouse dudit Fernand Dumont, tous deux de 69, Place Lucerne, Raymond Dumont, constructeur, et Claudette Perreault, ménagère, épouse dudit Raymond Dumont, ces deux derniers de 594, rue Joliette, tous quatre de Repentigny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « F. & R. Dumont construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 594, rue Joliette, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 118-69

Les Écuries Marcel Dostie, ltée
Marcel Dostie Racing Stables, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1969, constituant en corporation: Marcel Dostie, dresseur et conducteur de chevaux harnachés, 1,000 Lawlor, bureau 704, Saint-Laurent, Maurice Martel, avocat et conseil en Loi de la reine, 1301, St-Viateur, Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, rue Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de dresseur et conducteur de chevaux, sous le nom de « Les Écuries Marcel Dostie, ltée — Marcel Dostie Racing Stables, Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8235, Mountain Sights, bureau 300, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974 2394-69

Les Entreprises Populaires
de Shawbridge inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

To manufacture and deal in all articles and merchandise which generally form the object of the grocery business, under the name of "Cuckoo Nature Foods Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares having a par value of $10 each and 3,000 preferred shares having a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29974-o 2400-69

F. & R. Dumont construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Dumont, constructor, Yvette-Annette Lavoie, housewife, wife of the said Fernand Dumont, both of 69 Lucerne Place, Raymond Dumont, constructor, and Claudette Perreault, housewife, wife of the said Raymond Dumont, the latter two of 594 Joliette Street, all four of Repentigny, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "F. & R. Dumont construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 594 Joliette Street, Repentigny, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29974 118-69

Les Écuries Marcel Dostie, ltée
Marcel Dostie Racing Stables, Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Dostie, trainer and driver of harness horses, 1000 Lawlor, room 704, Saint-Laurent, Maurice Martel, lawyer and Queen's Counsel, 1301 St-Viateur West, Outremont, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles Street, Sainte-Thérèse-Ouest, for the following purposes:

To carry on the business of trainer and driver of horses, under the name of "Les Écuries Marcel Dostie, ltée — Marcel Dostie Racing Stables, Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 4,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 8235 Mountain Sights, Suite 300, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29974-o 2394-69

Les Entreprises Populaires
de Shawbridge inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1969, constituant en corporation: Gaétan Ruel, 230, Thémens, Raymond Legault, 340, Gauthier, tous deux notaires, de Saint-Jérôme, et Huguette Ouimet, secrétaire, fille majeure, 352, Principale, Saint-Janvier, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, magasins, ateliers et boutiques, sous le nom de « Les Entreprises Populaires de Shawbridge inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Shawbridge, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 1592-69

Gauma inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1969, constituant en corporation: Marc-André Drouin, avocat, 2840, Montreuil, Gérard Leclerc, huissier, 2846, Montreuil, tous deux de Sainte-Foy, et Bibiane Rioux, secrétaire, épouse de Léopold Bédard, 8086, Jardin, Orsainville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Gauma inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 6,000 actions privilégiées de $10, chacune.

Le siège social de la compagnie est 1021, avenue de la Loire, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 1587-69

John F. Geist Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1969, constituant en corporation: Herman Geist, fondeur de matières grasses, 7640, avenue de la Seine, Anjou, Lazarus L. Tinkoff, 250, avenue Clarke, Westmount, et Gary Moscowitz, 260, St-Aubin, Saint-Laurent, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de fondoir dans toutes ses spécialités, sous le nom de « John F. Geist Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974 2366-69

Laurent Guertin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1969, constituant en corporation: Laurent Guertin, homme d'affaires, 9353, avenue de Châteaubriand, Jean-Bernard Benoit, 2108, Fullum,

27th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaétan Ruel, 230 Thémens, Raymond Legault, 340 Gauthier, both notaries, of Saint-Jérôme, and Huguette Ouimet, secretary, spinster of the full age of majority, 352 Principale, Saint-Janvier, for the following purposes:

To operate restaurants, stores, workshops and boutiques, under the name of "Les Entreprises Populaires de Shawbridge inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Shawbridge, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29974 1592-69

Gauma inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc-André Drouin, advocate, 2840 Montreuil, Gérard Leclerc, bailiff, 2846 Montreuil, both of St. Foy, and Bibiane Rioux, secretary, wife of Léopold Bédard, 8086 Jardin, Orsainville, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Gauma inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 6,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1021 de la Loire Ave., St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29974 1587-69

John F. Geist Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Herman Geist, renderer, 7640 avenue de la Seine, Anjou, Lazarus I. Tinkoff, 250 Clark Avenu, Westmount, and Gary Moscowitz, 260 St. Aubin, Saint-Laurent, the latter two attorneys, for the following purposes:

To carry on a rendering business in all its branches, under the name of "John F. Geist Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29974-o 2366-69

Laurent Guertin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Laurent Guertin, businessman, 9353 de Châteaubriand Avenue, Jean-Bernard Benoit, 2108 Fullum, both of Montreal, and

tous deux de Montréal, et John Hykawy, 2218, Papineau, Jacques-Cartier, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme distributeurs et manufacturiers de produits chimiques et pharmaceutiques, sous le nom de « Laurent Guertin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 2214-69

Les Immeubles Jean Rathé inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1969, constituant en corporation: Jean Rathé, marchand, Irène Fortin, ménagère, épouse dudit Jean Rathé, tous deux de 795, Castelneau, Douville, et Maurice Martel, avocat et conseil en Loi de la reine, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Les Immeubles Jean Rathé inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10 actions ordinaires de $10 chacune, 3,986 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 40 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 795, Castelneau, Douville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 2386-69

J.V.R. limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1969, constituant en corporation: Victor Aubin, 420, St-Patrick, Roland Guay, 201, rue St-Joseph, et Jean-Eudes Blackburn, 209, Burma, tous trois industriels, d'Arvida, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « J.V.R. limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 1828-69

Joropa Business Holdings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1969, constituant en corporation: John Fetherstonhaugh, avocat et conseil en Loi de la reine, 312, Berkeley Crescent, Dorval, William Patrick Keating, 379, avenue Portland, Mont-Royal, et James Edward Drody, 3468, rue Drummond, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

John Hykawy, 2218 Papineau, Jacques-Cartier, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on business as pharmaceutical and chemical product distributors and manufacturers, under the name of "Laurent Guertin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29974 2214-69

Les Immeubles Jean Rathé inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Rathé, merchant, Irène Fortin, housewife, wife of the said Jean Rathé, both of 795 Castelneau, Douville, and Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel learned in the law, 1301 St-Viateur west, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment, holding and management company, under the name of "Les Immeubles Jean Rathé inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10 common shares of $10 each, 3,986 preferred class "A" shares of $10 each and 40 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 795 Castelneau, Douville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29974 2386-69

J.V.R. limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Victor Aubin, 420 St-Patrick, Roland Guay, 201 St-Joseph Street, and Jean-Eudes Blackburn, 209 Burma, all three industrialists, of Arvida, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "J.V.R. limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29974 1828-69

Joropa Business Holdings Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Fetherstonhaugh, advocate and Queen's Counsel, 312 Berkeley Crescent, Dorval, William Patrick Keating, 379 Portland Avenue, Mount Royal, and James Edward Drody, 3468 Drummond Street, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Joropa Business Holdings Limited », avec un capital total de $150,000, divisé en 50,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 100,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6650, avenue Decelles, appartement 4, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974 2101-69

Jouvin et Rioux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1969, constituant en corporation: Emmanuel Jouvin, Alexis Jouvin, Léonard Jouvin, tous trois cultivateurs, Wilfrid Jouvin, gérant de livraison, et Laurier Rioux, industriel, tous de Saint-Éloi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éleveurs de bétail de tous genres et tous animaux de consommation, sous le nom de « Jouvin et Rioux inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Éloi, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 2245-69

Kivic inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1969, constituant en corporation: Roger Coulombe, avocat, 4380, Earnscliffe, Florian Gauthier, entrepreneur général, 6650, avenue Darlington, tous deux de Montréal, et Jacques O'Keefe, architecte, 3957, avenue Gertrude, Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Kivic inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4380, Earnscliffe, Montréal, district-judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 2260-69

Laboratoires Kineco inc.
Kineco Laboratories Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1969, constituant en corporation: Roger Marcoux, entrepreneur, 619, Bagot, Pierre Rochette, cinéaste, 977, Brown, tous deux de Québec, et Maurice Edwards, photographe, 1215, Fontenay, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter des ateliers, écoles, laboratoires et salles de projections animées, sous le nom de « Laboratoires Kineco inc.— Kineco Laboratories

To carry on the business of a holding company, under the name of "Joropa Business Holdings Limited", with a total capital stock of $150,000, divided into 50,000 common shares of a par value of $1 each and 100,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at 6650 Decelles Avenue, Apartment 4, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29974-o 2101-69

Jouvin et Rioux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Emmanuel Jouvin, Alexis Jouvin, Léonard Jouvin, all three farmers, Wilfrid Jouvin, delivery manager, and Laurier Rioux, industrialist, all of Saint-Éloi, for the following purposes:

To breed cattle of all kinds and all animals, for consumption, under the name of "Jouvin et Rioux inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and into 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Éloi, judicial district of Kamouraska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29974 2245-69

Kivic inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Coulombe, advocate, 4380 Earnscliffe, Florian Gauthier, general contractor, 6650 Darlington Avenue, both of Montreal, and Jacques O'Keefe, architect, 3957 Gertrude Avenue, Verdun, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Kivic inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 4380 Earnscliffe, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29974 2260-69

Laboratoires Kineco inc.
Kineco Laboratories Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Marcoux, contractor, 619 Bagot, Pierre Rochette, scenario-writer, 977 Brown, both of Québec, and Maurice Edwards, photographer, 1215 Fontenay, St. Foy, for the following purposes:

To operate shops, schools, laboratories and halls for motion pictures, under the name of "Laboratoires Kineco inc.— Kineco Labora-

Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 2515-69

tories Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29974 2515-69

Le Lait du Québec inc.
Québec Milk Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Cécile Bernard, 382, St-Viateur, Denise Duquette, 438, St-Jacques, et Jocelyne Lacoste, 113, Clarence, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Granby, pour les objets suivants:

Faire le commerce du lait et de ses sous-produits, sous le nom de « Le Lait du Québec inc.— Québec Milk Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10, rue Laval, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 1825-69

Le Lait du Québec inc.
Québec Milk Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Cécile Bernard, 382 St-Viateur, Denise Duquette, 438 St-Jacques, and Jocelyne Lacoste, 113 Clarence, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, of Granby, for the following purposes:

To deal in milk and its by-products, under the name of "Le Lait du Québec inc.— Québec Milk Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 2,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 10 Laval St., Granby, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29974 1825-69

Leclerc Dye & Chemicals Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1969, constituant en corporation: Robert Leclerc, 8628, Henri Julien, Roger Leclerc, 3164, Jean Talon est, tous deux teinturiers, et Ernest Lamarre, voyageur de commerce, 10625, rue Francis, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturier de cirage à chaussure ou nettoyeur soit en liquide ou en pâte, sous le nom de « Leclerc Dye & Chemicals Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2105, Bennette, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 2332-69

Leclerc Dye & Chemicals Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Leclerc, 8628 Henri Julien, Roger Leclerc, 3164 Jean Talon East, both dyers, and Ernest Lamarre, commercial traveller, 10625 Francis Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers of shoe-polish or of cleaners, liquid or paste, under the name of "Leclerc Dye & Chemicals Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 2105 Bennette, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29974 2332-69

Placements Delorimier inc.
Delorimier Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1969, constituant en corporation: André St-Pierre, agent, 10617, Delorimier, Gaston Paradis, garagiste, 9762, Curotte, et Yvon Sauvé, camionneur, 3453, Notre-Dame est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Placements Delorimier inc. — Delorimier Investments Inc. », avec un capital divisé en 25 actions ordinaires sans valeur nominale, 1,900 actions privilégiées classe « A » de $25 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Placements Delorimier inc.
Delorimier Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André St-Pierre, agent, 10617 Delorimier, Gaston Paradis, garage-keeper, 9762 Curotte, and Yvon Sauvé, trucker, 3453 Notre-Dame East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placements Delorimier inc. — Delorimier Investments Inc.", with a capital stock divided into 25 common shares without nominal value, 1,900 preferred class "A" of $25 each and into 500 preferred class "B" shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 468-69

Les Placements Jean Rathé, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1969, constituant en corporation: Jean Rathé, marchand, 795, Castelneau, Douville, Maurice Martel, avocat et conseil en Loi de la reine, 1301, rue St-Viateur ouest, Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, rue Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Les Placements Jean Rathé, ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 30 actions ordinaires de $10 chacune, 3,940 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 300 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 795, Castelneau, Douville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 2388-69

Produits de beauté Perfection inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1969, constituant en corporation: Jean-Marie Demers, vendeur, route rurale numéro 1, Kingsey Falls, Gérald E. Desmarais, avocat, 477, La Sapinière, Guy Genest, notaire, 374, Châtelaine, et Diane Brault, secrétaire, épouse de Peter Brault, 584, Victoria, ces trois derniers de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Produits de beauté Perfection inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale 1, Kingsey Falls, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 1999-69

O. Dubois inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de corriger les lettres patentes en date du 7 février 1969, de la compagnie « O. Dubois inc. », en y remplaçant, le nom et la désignation suivante: « Marie-Paule Dubois, rentière, veuve non remariée d'Oscar Dubois », par « Marie-Paule Poulin, ménagère, épouse de Jean-Claude Dubois ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 5666-68

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29974 468-69

Les Placements Jean Rathé, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Rathé, trader, 795 Castelneau, Douville, Maurice Martel, advocate and Queen's Counseil learned in the law, 1301 St-Viateur Street West, Outremont, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles Street, Saint-Thérèse-West, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Les Placements Jean Rathé, ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 30 common shares of $10 each, 3,940 preferred class "A" shares of $10 each and into 300 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 795 Castelneau, Douville, judicial district of Saint Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29974 2388-69

Produits de beauté Perfection inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Marie Demers, salesman, Rural Route Number 1, Kingsey Falls, Gérald E. Desmarais, advocate, 477 La Sapinière, Guy Genest, notary, 374 Châtelaine, and Diane Brault, secretary, wife of Peter Brault, 584 Victoria, the latter three of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in all products, articles and merchandise, under the name of "Produits de beauté Perfection inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and into 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Rural Route 1, Kingsey Falls, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29974 1999-69

O. Dubois inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province was pleased to correct letters patent dated February 7, 1969, of "O. Dubois inc.", by replacing, the following name and designation: "Marie-Paule Dubois, annuitant, unremarried widow of Oscar Dubois", by "Marie-Paule Poulin, housewife, wife of Jean-Claude Dubois".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29974 5666-68

Le quatre cent dix ouest inc.
The Four Hundred and Ten West Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1969, constituant en corporation: Ginette Murray, 2351, rue Bellechasse, Nicole Viau, 6834, rue Des Écores, Helen Michaud, 3685, rue Berri, Henrianne Bond, 6605, 20e avenue, toutes les quatre de Montréal, et Danielle Trudel, 1825, 57e avenue, Pointe-aux-Trembles, toutes les cinq secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Acquérir un morceau de terrain vacant le long de la rue Sherbrooke ouest dans la ville de Montréal et y construire une maison de rapport, sous le nom de « Le quatre cent dix ouest inc.— The Four Hundred and Ten West Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 410 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974 2303-69

J. M. Raîche inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1969, constituant en corporation: Jean-Maurice Raîche, marchand, Marguerite Côté, ménagère, épouse dudit Jean-Maurice Raîche, et Serge Raîche, étudiant, tous trois de 158, Noël, Asbestos, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits mobiliers de toutes sortes et plus particulièrement de produits de beauté, sous le nom de « J. M. Raîche inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $5 chacune et en 945 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Asbestos, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 2322-69

Restaurant Alaska inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1969, constituant en corporation: Armand Boisvert, administrateur, Michel Boisvert, dessinateur-géographe, tous deux de 2260, St-Jean, Saint-Maurice, et Jean-Marie Boisvert, professeur, 3290, Houde, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Alaska inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le quatre cent dix ouest inc.
The Four Hundred and Ten West Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ginette Murray, 2351 Bellechassse Street, Nicole Viau, 6854 Des Écores Street, Helen Michaud, 3685 Berri Street, Henrianne Bond, 6605, 20th Avenue, all four of Montreal, and Danielle Trudel, 1825, 57th Avenue, Pointe-aux-Trembles, all five secretaries, spinsters, for the following purposes:

To acquire a vacant parcel of land along Sherbrooke Street West in the City of Montreal and to build an apartment building thereon, under the name of "Le quatre cent dix ouest inc.— The Four Hundred and Ten West Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 410 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29974-o 2303-69

J. M. Raîche inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Maurice Raîche, merchant, Marguerite Côté, housewife, wife of the said Jean-Maurice Raîche, and Serge Raîche, student, all three of 158 Noël, Asbestos, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of furnishings, and especially in beauty products, under the name of "J. M. Raîche inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $1 each, 1,000 preferred class "A" shares of a nominal value of $5 each and 945 preferred class "B" shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Asbestos, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29974 2322-69

Restaurant Alaska inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Boisvert, administrator, Michel Boisvert, designer and geographer, both of 2260 Saint-Jean, Saint-Maurice, and Jean-Marie Boisvert, teacher, 3290 Houde, Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Alaska inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 5640, avenue Jean XXIII, Trois-Rivières-Ouest, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 2250-69

Richelieu Auto Location ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1969, constituant en corporation: Andrée-Anne Charbonneau, célibataire, N. J. Kevin Donovan, tous deux de 3411, édifice de la Banque Royale, 1, place Ville Marie, Montréal, et John Alfred Penhale, 2030, rue Melba, Saint-Bruno-de-Montarville, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Louer, utiliser, exploiter, entretenir, donner en location, des automobiles, camions, taxis et motocyclettes, pièces et accessoires connexes, en faire le commerce, sous le nom de « Richelieu Auto Location ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3175, rue Victoria, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974 2094-69

Yves Robitaille inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1969, constituant en corporation: Yves Robitaille, gérant, Thérèse Bouchard, industrielle, épouse dudit Yves Robitaille, et J.-Claude Anctil, comptable, tous trois de La Pocatière, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits alimentaires, épiceries, viandes, volailles et vivres d'éleveurs de toutes sortes, sous le nom de « Yves Robitaille inc. », avec un capital total de $130,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagie est à La Pocatière, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 623-69

Salon de barbier Des Chênes inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1969, constituant en corporation: Gilles Allaire, 419, St-Mathias, Richard Dumont, 455, Victoria, tous deux de Québec, et Robert Bastien, 6650, 8e avenue est, Charlesbourg, tous trois barbiers, pour les objets suivants:

Exploiter un ou plusieurs salons de coiffure, sous le nom de « Salon de barbier Des Chênes inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

The head office of the company is at 5640 Jean XXIII Avenue, Trois-Rivières-West, judicial district of Trois-Rivières,

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29974 2250-69

Richelieu Auto Location ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Andrée-Anne Charbonneau, spinster, N. J. Kevin Donovan, both of 3411 Royal Bank Building, 1 Place Ville Marie, Montreal, and John Alfred Penhale, 2030 Melba Street, Saint-Bruno-de-Montarville, all three advocates, for the following purposes:

To lease, use, operate, maintain, let for hire, trade and deal in and with automobiles, trucks, taxicabs and motorcycles and the parts and accessories thereof, under the name of "Richelieu Auto Location ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 3175 Victoria Street, Lachine, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29974-o 2094-69

Yves Robitaille inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yves Robitaille, manager, Thérèse Bouchard, industrialist, wife of the said Yves Robitaille, and J.-Claude Anctil, accountant, all three of La Pocatière, for the following purposes:

To manufacture and deal in food products, groceries, meat, poultry and breeders' supplies of all kinds, under the name of "Yves Robitaille inc.", with a total capital stock of $130,000, divided into 300 common shares of $100 each and 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at La Pocatière, judicial district of Kamouraska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29974 623-69

Salon de barbier Des Chênes inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Allaire, 419 St-Mathias, Richard Dumont, 455 Victoria, both of Québec, and Robert Bastien, 6650, 8th Ave. East, Charlesbourg, all three barbers, for the following purposes:

To operate one or more hairdressing salons, under the name of "Salon de barbier Des Chênes inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 225, rue des Chênes ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 2276-69

The head office of the company is at 225 Des Chênes St. West, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29974 2276-69

La Société d'administration des plans de bien-être (plombiers)
Welfare Plan Administration Board (Plumbers)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1969, constituant en corporation sans capital-actions: André Desjardins, gérant d'affaires, 7032, Lacordaire, Claude-J. Cadorette, président de la corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie, section de Montréal, Thomas O'Connell, négociateur de la corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie, tous deux de 4300, Jean-Talon ouest, tous trois de Montréal, et Jacques Landry, secrétaire-trésorier, 22, rue Marchand, Repentigny, pour les objets suivants:

Surveiller l'administration des plans de bien-être, des plans de pension et de retraite et d'autres bénéfices de sécurité sociale, sous le nom de « La Société d'administration des plans de bien-être (plombiers) — Welfare Plan Administration Board (Plumbers) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est 3530, rue Jean-Talon ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 2647-69

La Société d'administration des plans de bien-être (plombiers)
Welfare Plan Administration Board (Plumbers)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: André Desjardins, business manager, 7032 Lacordaire, Claude-J. Cadorette, President of the Corporation of Master Pipe Mechanics, Montreal Section, Thomas O'Connell, negociator for the Corporation of Master Pipe Mechanics, both of 4300 Jean-Talon West, all three of Montreal, and Jacques Landry, Secretary-Treasurer, 22 Marchand Street, Repentigny, for the following purposes:

To supervise the administration of welfare, pension and retirement plans and other social security benefits, under the name of "La Société d'administration des plans de bien-être (plombiers) — Welfare Plan Administration Board (Plumbers)".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $500,000.

The head office of the corporation is at 3530 Jean-Talon Stret West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29974 2647-69

Société Teci ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1969, constituant en corporation: Jean-Pierre Teolis, médecin, Luciella Cianci, ménagère, épouse dudit Jean-Pierre Teolis, tous deux de 8654, St-Dominique, Montréal, et Ada Maria Cianci, institutrice, fille majeure, 11805, Balzac, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Société Teci ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 389 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8654, St-Dominique, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 1370-69

Société Teci ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Pierre Teolis, physician, Luciella Cianci, housewife, wife of the said Jean-Pierre Teolis, both of 8654 St-Dominique, Montreal, and Ada Maria Cianci, teacher, spinster of the full age of majority, 11805 Balzac, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Société Teci ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $1 each, 1,000 preferred class "A" shares of $1 each and 389 preferred class "B" shares of $100 each.

The head office of the company is at 8654 St-Dominique, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29974 1370-69

Stationnement Labelle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1969, constituant en corporation: Marcel Phaneuf,

Stationnement Labelle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Phaneuf, industrialist, 1229

industriel, 1229, St-Denis, Louis Marchand, 11875, Zotique-Racicot, tous deux de Montréal, et Roger Fortier, Saint-Sauveur-des-Monts, ces deux derniers comptables, pour les objets suivants:

Exploiter des terrains et bâtisses devant servir au stationnement d'automobiles et autres véhicules automobiles, sous le nom de « Stationnement Labelle inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 2381-69

Verdun automobile inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1969, constituant en corporation: Robert Bourbonnais, garagiste, 2170, rue Armel, Richard Beaudette, vendeur, rue Dubé, tous deux de LaSalle, et Rémi Bourbonnais, rentier, 3493, avenue Verdun, Verdun, pour les objets suivants:

Exploiter des garages, magasins, entrepôts et autres lieux pour faire la réparation et le service des automobiles et véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Verdun automobile inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 230 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,770 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 633, rue Strathmore, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 2197-69

Ville-Émard sport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1969, constituant en corporation: Maurice Marsolais, marchand, Huguette Chamberland, ménagère, épouse dudit Maurice Marsolais, tous deux de 168, rue Marie-Victorin, Sainte-Catherine-d'Alexandrie, et Louis Archambault, mécanicien, 318, 5e avenue, LaSalle, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles de sport, jouets, nouveautés, quincaillerie et toutes sortes de spécialités connexes, sous le nom de « Ville-Émard sport inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6598, boulevard Monk, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 2397-69

H. G. Worrell Consultants Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

St-Denis, Louis Marchand, 11875 Zotique-Racicot, both of Montreal, and Roger Fortier, Saint-Sauveur-des-Monts, the latter two accountants, for the following purposes:

To operate lands and buildings to be used as parking lots for automobiles and motor vehicles, under the name of "Stationnement Labelle inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29974 2381-69

Verdun automobile inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Bourbonnais, garage-keeper, 2170 Armel Street, Richard Beaudette, salesman, Dubé Street, both of LaSalle, and Rémi Bourbonnais, annuitant, 3493 Verdun Avenue, Verdun, for the following purposes:

To operate garages, stores, warehouses and other premises to service and repair automobiles and all kinds of vehicles, under the name of "Verdun automobile inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 230 common shares of a nominal value of $10 each and 3,770 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 633 Strathmore Street, Verdun, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29974 2197-69

Ville-Émard sport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Marsolais, merchant, Huguette Chamberland, housewife, wife of the said Maurice Marsolais, both of 168 Marie-Victorin Street, Sainte-Catherine-d'Alexandrie, and Louis Archambault, mechanic, 318, 5th Avenue, LaSalle, for the following purposes:

To manufacture and to deal in sports goods, toys, novelties, hardware and all kinds of specialties related thereto, under the name of "Ville-Émard sport inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6598 Monk Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29974 2397-69

H. G. Worrell Consultants Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1969, constituant en corporaton: Seymour Machlovitch, 3495, Mountain, Montreal, Marvin Rosenhek, 335, Grenfell, Mont-Royal, tous deux avocats, et Madeleine Jackson, secrétaire, épouse de Nelson Jackson, 575, Laurentian, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'entretien général, de maintien, surveillance, service, arrangement, sécurité de et pour des propriétés immobilières en général et des bâtisses en particulier, sous le nom de « H. G. Worrell Consultants Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974 2359-69

26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Seymour Machlovitch, 3495 Mountain, Montreal, Marvin Rosenhek, 335 Grenfell, Mount Royal, both advocates, and Madeleine Jackson, secretary, wife of Nelson Jackson, 575 Laurentian, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of general maintenance, upkeep, supervision, service, lay out and security of and to immovable property in general and buildings in particular, under the name of "H. G. Worrell Consultants Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29974-o 2359-69

Lettres patentes supplémentaires

Self Serv Valet (Canada) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de corriger les lettres patentes supplémentaires en date du 14 avril 1969, de la compagnie « Self Serv Valet (Canada) Inc. », en y changeant la date des lettres patentes supplémentaires du 14 avril 1969, par celle du 28 mars 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 3540-67

Supplementary Letters Patent

Self Serv Valet (Canada) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province was pleased to correct supplementary letters patent dated April 14, 1969, of "Self Serv Valet (Canada) Inc.", by changing the date of the supplementary letters patent from April 14, 1969, by that of March 28, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29974 3540-67

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1913

Québec, le 26 juin 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un permis transitoire de circulation pour certaines catégories de véhicules automobiles.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 82, paragraphe 1, sous paragrape *a*) du Code de la route (S.R.Q. 1964, ch. 231), le lieutenant-gouverneur en conseil peut « modifier les honoraires payables en vertu de la présente loi au sujet des licences, des permis et de l'immatriculation, changer la base des taux, établir de nouveaux taux, établir le prix des plaques d'immatriculation et faire des règlements nouveaux à leur sujet; »;

ATTENDU QUE tout véhicule automobile possédé dans la province doit être immatriculé sauf s'il n'en est fait aucun usage et si les pneus sont enlevés ou si c'est une machine ou un outillage agricole appartenant à un cultivateur qui vit du produit de sa ferme, ou un tracteur agricole possédé par un cultivateur et employé exclusivement sur une ferme;

ATTENDU QU'il arrive que certains véhicules automobiles doivent se déplacer dans le Québec avant d'être immatriculés;

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1913

Québec, June 26, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a temporary traffic permit for certain classes of motor vehicles.

WHEREAS pursuant to section 82, paragraphe 1, sub-paragraph (*a*) of the Highway Code (R.S.Q. 1964, chapter 231), the Lieutenant-Governor in Council may "alter the fees payable under this act in connection with licenses, permits and registrations, change the basis of the rates, establish new rates, establish the price of the registration markers, and make new regulations with respect thereto;";

WHEREAS any motor vehicle owned in the Province must be registered save if it is not in use and if the tires have been removed or if it is a machine or farming implement belonging to a farmer who lives from the proceeds of his farm, or a farm tractor owned by a farmer and used only on a farm;

WHEREAS it happens that certain motor vehicles must be moved in Québec before being registered;

ATTENDU QUE le permis « en transit » n'est utilisé que dans les cas prévus à l'arrêté en conseil 1829 du 10 septembre 1938 et qu'il n'existe pas d'autre genre de permis de circulation pour répondre à des besoins non prévus par ledit arrêté en conseil;

ATTENDU QU'il y aurait avantage à créer un permis de circulation qui tiendrait temporairement lieu d'immatriculation dans des cas autres que ceux couverts par le permis « en transit »;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des Transports et Communications:

QU'un permis transitoire de circulation soit émis au taux fixe de dix dollars ($10.), une seule fois au cours d'une même année d'immatriculation, pour un même véhicule automobile ou une même remorque ou semi-remorque sans chargement. Cependant, dans le cas d'un véhicule automobile, propriété d'un non résident et utilisé uniquement dans les compétitions en dehors du chemin public ou dans les foires ou défilés, ce permis temporaire de circulation peut être émis plus d'une fois au cours d'une même année d'immatriculation. Sur ce permis doivent apparaître la date de l'émission, une description sommaire du véhicule, le nom et l'adresse du propriétaire, l'endroit et les dates d'utilisation ainsi que les autres renseignements jugés utiles par le ministère des Transports et Communications. La durée d'un permis transitoire de circulation ne doit pas excéder sept jours consécutifs.

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
30055-o JACQUES PRÉMONT.

WHEREAS an "in transit" permit is used only in the cases provided for in Order in Council 1829, dated September 10, 1938, and that no other type of traffic permit exists to fill the needs not provided for in the said Order in Council;

WHEREAS it would be best to create a traffic permit to take the place, temporarily, of registration in cases other than those covered by the "in transit" permit;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transportation and Communications:

THAT a temporary traffic permit be issued at the fixed rate of ten dollars ($10.), only once during a registration year for one same motor vehicle or one same trailer or semi-trailer without a load. However, in the case of a motor vehicle owned by a non-resident and used only in competitions off of highways or in fairs or parades, said temporary traffic permit may be issued more than once during a registration year. Such permit must contain the date of issue, a summary description of the vehicle, the name and address of the owner, the place and dates of use as well as other information deemed useful by the Department of Transportation and Communications. The duration of a temporary traffic permit shall not exceed seven consecutive days.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
30055 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1916

Québec, le 26 juin 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'immatriculation de véhicules automobiles construits ou modifiés par une personne autre qu'une entreprise spécialisée en la matière.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 82, paragraphe 1, sous-paragraphe *a*) du Code de la route (S.R.Q. 1964, ch. 231), le lieutenant-gouverneur en conseil peut « modifier les honoraires payables en vertu de la présente loi au sujet des licences, des permis et de l'immatriculation, changer la base des taux, établir de nouveaux taux, établir le prix des plaques d'immatriculation et faire des règlements nouveaux à leur sujet; »;

ATTENDU QU'il arrive que des véhicules automobiles destinés à circuler sur le chemin public sont construits par des personnes autres que des entreprises spécialisées en la matière ou subissent des modifications profondes susceptibles d'affecter leur tenue sur les chemins publics;

ATTENDU QU'il y a lieu de protéger les usagers de la route contre la présence de véhicules automobiles pouvant être des risques graves d'accident sur les chemins publics;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des Transports et Communications:

QUE tout véhicule automobile destiné à circuler sur les chemins publics, ayant subi des transformations ou des modifications susceptibles d'affec-

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1916

Québec, June 26, 1969.

Présent: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the registration of motor vehicles built or altered by a person other than an enterprise specializing in the matter.

WHEREAS pursuant to section 82, paragraph 1, sub-paragraph (*a*) of the Highway Code (R.S.Q. 1964, chapter 231), the Lieutenant-Governor in Council may "alter the fees payable under this act in connection with licenses, permits and registrations, change the basis of the rates, establish new rates, establish the price of the registration markers, and make new regulations with respect thereto;";

WHEREAS it happens that motor vehicles destined to travel on highways are built by persons other than enterprises specializing in the matter or undergo extensive alterations susceptible of affecting their performance on the highways;

WHEREAS it is expedient to protect highway-users against the presence of motor vehicles which may be risks to serious accidents on the highways;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transportation and Communications:

THAT any motor vehicle destined to travel on highways and which have undergone transformations or alterations susceptible of affecting their

ter leur tenue sur lesdits chemins, ou ayant été construit par une personne autre qu'une entreprise spécialisée et reconnue dans le domaine de la construction des véhicules automobiles soit, avant d'être immatriculé pour la première fois à la suite de ces modifications ou de cette construction, vérifié par le ministère des Transports et Communications en vue de déterminer s'il peut être conduit en toute sécurité sur les chemins publics;

QU'aux taux de ladite immatriculation s'ajoute un montant de vingt-cinq dollars ($25.) pour couvrir les frais occasionnés au ministère par cette vérification en plus du montant nécessaire pour défrayer le coût de l'apposition d'un numéro de série, s'il y a lieu.

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
30055-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1917

Québec, le 26 juin 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une permission spéciale accordée en vue de permettre la circulation sur les routes de la Province de certains véhicules automobiles immatriculés ailleurs qu'au Québec.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 82, paragraphe 1, sous-paragraphe *a*) du Code de la route (S.R.Q. 1964, ch. 231), le lieutenant-gouverneur en conseil peut « modifier les honoraires payables en vertu de la présente loi au sujet des licences, des permis et de l'immatriculation, changer la base des taux, établir de nouveaux taux, établir le prix des plaques d'immatriculation et faire des règlements nouveaux à leur sujet; »;

ATTENDU QU'occasionnellement des véhicules automobiles de commerce ou de livraison, en provenance d'autres provinces ou états, circulent dans la Province sans y être immatriculés ou sans qu'aucun accord de réciprocité n'ait été conclu entre le Québec et la province ou l'état d'origine de ces véhicules;

ATTENDU QU'à la place d'exiger l'immatriculation de ces véhicules qui ne circulent qu'occasionnellement sur nos routes, il y a lieu de déterminer une charge fixe pour permettre une telle circulation;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des Transports et Communications:

QU'une charge de cinquante dollars ($50) soit faite chaque fois qu'une permission est accordée dans le but d'autoriser la circulation, sur un chemin public de la Province, de tout véhicule ou ensemble de véhicules de commerce ou de livraison, en provenance de provinces ou d'états avec lesquels le Québec n'a pas d'accord pertinent de réciprocité et qui ne sont pas immatriculés dans la Province. Ces véhicules doivent cependant être immatriculés conformément à la loi en vigueur dans leur place d'origine. Dans le cas des rouliers publics, ce déboursé de cinquante dollars ($50) n'exclut pas toute autre charge que la Régie des Transports a le privilège d'exiger en vertu de la loi de la Régie des Transports.

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
30055-o JACQUES PRÉMONT.

performance on the said roads, or which were built by a person other than an enterprise specializing therein and recognized in the field of motor vehicle construction be, before being registered for the first time following such alterations or said construction, verified by the Department of Transportation and Communications in order to determine if it may be driven in safety on the highways;

THAT to the rates for said registration be added the amount of twenty-five dollars ($25.) to cover the Department's expenses arising from such verification, over and above the amount necessary to defray the cost of affixing a serial number, if necessary.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
30055 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1917

Québec, June 26, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a special leave granted to permit the travelling, on the Province's highways, of certain motor vehicles registered elsewhere than in Québec.

WHEREAS pursuant to section 82, paragraph 1, sub-paragraph (*a*) of the Highway Code (R.S.Q. 1964, chapter 231), the Lieutenant-Governor in Council may "alter the fees payable under this act in connection with licenses, permits and registrations, change the basis of the rates, establish new rates, establish the price of the registration markers, and make new regulations with respect thereto;";

WHEREAS occasionnally motor vehicles used in business or for delivery purposes, coming from other provinces or states, travel in the Province without being registered therein or without the concluding of any reciprocity agreement between Québec and the Province or state of origin of said vehicles;

WHEREAS instead of demanding registration of such vehicles which only travel occasionally on our highways, it is expedient to set a fixed charge to permit such traffic;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transportation and Communications:

THAT a fifty dollar ($50) charge be made each time leave is granted authorizing the travelling, on one of the Province's highways, of any motor vehicle or combination of vehicles used in business or for delivery purposes, coming from provinces or states with which Québec does not have a pertinent reciprocity agreement and which are not registered in the Province. Said vehicles must, however, be registered pursuant to the law in force in their place of origin. In the case of public carriers, this disbursement of fifty dollars ($50) does not exclude any other charge that the Transportation Board has the privilege of demanding pursuant to the Transportation Board Act.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
30055 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1918

Québec, le 26 juin 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'immatriculation de petits véhicules automobiles munis de roues et destinés principalement à circuler dans des endroits autres que les chemins publics.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 82, paragraphe 1, sous-paragraphe *a*) du Code de la route (S.R.Q. 1964, ch. 231), le lieutenant-gouverneur en conseil peut « modifier les honoraires payables en vertu de la présente loi au sujet des licences, des permis et de l'immatriculation, changer la base des taux, établir de nouveaux taux, établir le prix des plaques d'immatriculation et faire des règlements nouveaux à leur sujet; »;

ATTENDU QU'il existe dans la province une grande quantité de petits véhicules automobiles munis de roues et destinés au transport de personnes sur des terrains autres que les chemins publics;

ATTENDU QU'il est parfois nécessaire que ces petits véhicules empruntent le chemin public soit pour le traverser ou soit pour y parcourir de très courtes distances;

ATTENDU QU'il n'y a pas de taux d'immatriculation prévu actuellement pour cette catégorie de véhicules automobiles et qu'il y aurait lieu d'en fixer;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des Transports et Communications:

QU'un taux d'immatriculation de dix dollars ($10), plaque comprise, s'applique dans le cas de véhicules automobiles conçus pour le transport de personnes alors qu'ils circulent sur le sol, dans des endroits autres que les chemins publics, mais qui doivent cependant traverser ou parcourir de très courtes distances sur cesdits chemins. La pesanteur de tels véhicules ne doit pas excéder mille (1,000) livres, sans chargement. Le ministère des Transports et Communications peut établir les conditions nécessaires à la circulation de ces véhicules sur le chemin public et en restreindre l'usage à des endroits particuliers ou à des trajets précis.

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
30055-o JACQUES PRÉMONT.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1918

Québec, June 26, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the registration of small motor vehicles equipped with wheels and destined mainly to travel in places other than highways.

WHEREAS pursuant to section 82, paragraph 1, sub-paragraph (*a*) of the Highway Code (R.S.Q. 1964, chapter 231), the Lieutenant-Governor in Council may "alter the fees payable under this act in connection with licenses, permits and registrations, change the basis of the rates, establish new rates, establish the price of the registration markers, and make new regulations with respect thereto;";

WHEREAS there exist in the Province a large number of small motor vehicles equipped with wheels and destined to transport people over lands other than highways;

WHEREAS it is sometimes necessary that such small vehicles take the highway either to cross it or to travel very short distances thereon;

WHEREAS presently there is no rate of registration provided for said class of motor vehicles, and it is expedient that one be fixed therefor;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transportation and Communications:

THAT a rate of registration of ten dollars ($10), marker included, apply in the case of motor vehicles planned to transport people when they are travelling on land, in places other than on highways, but which must, however, cross or travel very short distances on these said roads. The weight of such vehicles shall not exceed one thousand (1,000) pounds without the load. The Department of Transportation and Communications may establish the conditions necessary to permit travelling of said vehicles on the highway, and restrict the use thereof to particular places or to set drives.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
30055 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1910

Québec, le 26 juin 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Alimentation de Chicoutimi.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre;

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Alimentation de Chicoutimi, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1811 du 21 juin 1968, soit prolongé jusqu'au 30 septembre 1969, aux mêmes taux et conditions.

Le greffier du Conseil exécutif,
30091-o JACQUES PRÉMONT.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1910

Québec, June 26, 1969.

Présent: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of *le Comité paritaire de l'Alimentation de Chicoutimi.*

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the right to levy of *le Comité paritaire de l'Alimentation de Chicoutimi* (authorized by a by-law approved by Order in Council number 1811, dated June 21, 1968) be extended until September 30, 1969, at the same rates and under the same conditions.

JACQUES PRÉMONT,
30091 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1966

Québec, le 26 juin 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption des règlements de la Loi de l'enseignement privé.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Éducation:

1° QUE, conformément à l'article 67 de la Loi de l'enseignement privé, (1968, chapitre 67), les règlements ci-annexés soient approuvés;

2° QUE, soient abrogés les règlements de la Loi des écoles professionnelles privées, (Statuts refondus, 1964, chapitre 244).

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1966

Québec, June 26, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the adoption of regulations under the Private Education Act.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Education:

1. THAT, pursuant to section 67 of the Private Education Act (1968, chapter 67), the attached Regulations be approved;

2. THAT the Regulations under the Private Vocational Schools Act (Revised Statutes, 1964, chapter 244), be repealed.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

PLAN GÉNÉRAL

SECTION A: Définitions..... P. 1

SECTION B: Dispositions applicables à toutes les institutions. P. 2
Incorporation
Délai
Objectifs
Cours d'études
Gestion financière
Personnel
Hygiène, sécurité
Publicité
Évaluation (6 facteurs)

SECTION C: Autres conditions applicables aux institutions qui sollicitent un permis P. 6
Statut légal
Cautionnement (tableau du cautionnement)

SECTION D: Dispositions applicables à toute institution qui sollicite un permis d'enseignement de culture personnelle..... P. 8
Programme et examens

Forme et teneur des attestations d'études

SECTION E: *Règlements spéciaux*
Statut légal des institutions déclarées d'intérêt public.... P. 9
Enfance inadaptée..... P. 9
Enseignement professionnel intensif..... P. 10
Enseignement par correspondance..... P. 10
Versement des subventions aux institutions reconnues d'intérêt public ou aux fins de subvention..... P. 11
Forme et teneur des formules d'inscription ou de contrats P. 11

GENERAL OUTLINE

SECTION A: Definitions..... P. 1

SECTION B: Provisions Applicable to All Institutions..... P. 2
Incorporation
Time Limit
Objectives
Courses of Instruction
Financial Management
Personnel
Hygiene, Security
Publicity
Valuation (6 criteria)

SECTION C: Other Requirements to Be Met by Institutions Applying for a Permit.. P. 6
Legal Status
Surety (Surety Table)

SECTION D: Provisions Applicable to Institutions Applying for a Permit for Self-Improvement Education... P. 8

Curriculum and Examinations of Studies

SECTION E: *Special Regulations*
Legal Status of Institutions Declared of Public Interest.. P. 9
Handicapped Children..... P. 9
Intensive Vocational Instruction..... P. 10
Education by Correspondence..... P. 10
Payment of Grants to Institutions Declared of Public Interest or Recognized for Purposes of Grants..... P. 11
Form and Tenor of Registration or Contract Forms..... P. 11

Règlements de la Loi de l'enseignement privé

SECTION A: *Définitions*

1. Dans les présents règlements les expressions suivantes désignent:

Regulations under the Private Education Act

SECTION A: *Definitions*

1. In these Regulations, the expressions mean:

a) « Ministre »: Le ministre de l'Éducation

b) « Déclaration d'intérêt public »: Reconnaissance accordée en vertu des dispositions de l'article 9 de la loi de l'enseignement privé.

c) « Reconnaissance pour fins de subvention »: Reconnaissance accordée en vertu des dispositions de l'article 15 de la loi de l'enseignement privé.

d) « Permis »: Permis accordé en vertu des dispositions de l'article 23 de la loi de l'enseignement privé.

e) « Leçon effectivement reçue », aux fins des articles 61 et 62 de la loi.

1) Dans le cas des cours par correspondance:
Toute leçon écrite fournie à un élève et dont il a complété et retourné le devoir à l'école et pour lequel il a reçu la copie corrigée.

2) Dans le cas des autres cours:
Une période d'enseignement théorique ou pratique tel que déterminé par le programme de l'institution.

f) « Frais afférents »: Frais autres que les frais de scolarité et que le coût des manuels qui s'appliquent à tous les étudiants obligatoirement.

g) « Niveau »: Enseignement pré-élémentaire, élémentaire, secondaire, collégial.

SECTION B: *Dispositions applicables à toutes les institutions.*

Incorporation:

2. Toute institution et toute corporation propriétaire d'une institution doivent fournir au ministre une copie certifiée des lettres patentes s'il y a lieu ainsi que la liste des membres de son conseil d'administration.

Si une institution ou une corporation propriétaire d'une institution est créée par une loi spéciale, mention doit en être faite au ministre en référant à cette loi et à ses amendements à jour.

Délai:

3. Toute demande de renouvellement de permis, de reconnaissance pour fins de subvention ou de déclaration d'intérêt public doit être faite au plus tard le 1er avril; dans le cas d'une école nouvelle, la demande doit être présentée 90 jours avant l'ouverture de ladite école.

Objectifs:

4. Toute institution d'enseignement doit fournir une brève description de ses objectifs et des moyens qu'elle entend prendre pour les atteindre.

Cours d'études:

5. *a*) Cours collégial:
Toute institution de niveau collégial doit donner un enseignement conformément aux articles 35, 42, 43, 44 et 45 de la loi, selon les programmes, les horaires hebdomadaires et le calendrier annuel prescrits pour les établissements scolaires publics ou autrement approuvés par le ministre.

b) Cours secondaire:
Toute institution de niveau secondaire doit donner un enseignement conformément aux articles 34, 42, 44 et 45 de la loi, selon les programmes, les horaires hebdomadaires et le calendrier annuel prescrits pour les établissements scolaires publics ou autrement approuvés par le ministre.

c) Cours élémentaire:
Toute institution de niveau élémentaire doit donner un enseignement conformément à l'article

(*a*) "Minister": the Minister of Education.

(*b*) "Declaration of public interest": recognition under the provisions of section 9 of the Private Education Act.

(*c*) "Recognition for purposes of grants": recognition under the provisions of section 15 of the Private Education Act.

(*d*) "Permit": a permit issued under the provisions of section 23 of the Private Education Act.

(*e*) "Lessons actually received", for the purposes of sections 61 and 62 of the Act:

(1) in the case of correspondence courses:
Any written lesson furnished to a pupil, completed and returned by him to the school and of which a corrected copy has been returned to said pupil.

(2) in the case of other courses:
A period of theoretical or practical instruction as provided for the institution's curriculum.

(*f*) "Related fees": fees other than tuition fees and the cost of textbooks, which are compulsory for all pupils.

(*g*) "Level": pre-elementary, elementary, secondary and college instruction.

SECTION B: *Provisions Applicable to all Institutions.*

Incorporation:

2. Any institution and corporation which is the owner of an institution shall provide the Minister with a certified copy of its letters patent, if any, and with a list of the members of its board of directors.

If an institution or a corporation owner of an institution has been established by a special act, mention shall be made of this to the Minister and reference shall be made to the said act and its amendments to date.

Time Limit:

3. Any application for the renewal of a permit, for recognition for purposes of grants, or for a declaration of public interest shall be made not later than April 1st; in the case of a new school, application shall be made 90 days prior to the opening of the school.

Objectives:

4. Every institution of education shall provide a brief description of its objectives and of the means by which such objectives are to be attained.

Courses of Instruction:

5. (*a*) Collège Course:
Every institution at the college level shall provide education in accordance with sections 35, 42, 43, 44 and 45 of the Act and according to the curricula, weekly timetables and annual calendar applicable to public educational institutions or otherwise approved by the Minister.

(*b*) Secondary courses:
Every institution at the secondary level shall provide education in accordance with sections 34, 42, 44 and 45 of the Act and according to the curricula, weekly timetables and annual calendar applicable to public educational institutions or otherwise approved by the Minister.

(*c*) Elementary course:
Every institution at the elementary level shall provide education in accordance with section 33

33 de la loi, selon les programmes, les horaires hebdomadaires et le calendrier annuel prescrits pour les établissements scolaires publics ou autrement approuvés par le ministre.

d) Cours pré-élémentaire:

Toute institution de niveau pré-élémentaire doit donner un enseignement conformément à l'article 32 de la loi, selon les programmes, les horaires hebdomadaires et le calendrier annuel prescrits pour les établissements scolaires publics ou autrement approuvés par le ministre.

Gestion financière:

6. Toute institution d'enseignement doit fournir, avant le 1er avril, un état des prévisions budgétaires pour la prochaine année scolaire en distinguant les niveaux et catégories d'enseignement ainsi que les services auxiliaires comme le logement, la pension, le transport, etc.

Dans le cas d'une première demande, des prévisions budgétaires doivent accompagner cette demande.

7. Toute institution d'enseignement doit fournir une prévision des frais de scolarité et des autres frais afférents qu'elle exige de ses élèves pour chaque niveau.

8. Toute institution d'enseignement doit fournir, à l'aide d'un état sommaire, les inscriptions prévues pour la prochaine année scolaire pour chaque niveau.

Personnel:

9. Toute institution d'enseignement doit fournir la liste complète de son personnel enseignant et dirigeant, de son personnel d'administration et de son personnel de soutien. Cette liste contient les détails exigés par le ministre.

Hygiène — Sécurité:

10. Toute institution d'enseignement doit détenir un certificat d'hygiène du ministère de la santé ou d'un service municipal compétent.

11. Toute institution d'enseignement doit détenir un certificat de sécurité du ministère du travail ou d'un service municipal compétent.

Publicité:

12. Tout texte publicitaire ou de réclame doit être approuvé, au préalable, par le ministre, ou toute autre personne autorisée à cette fin.

13. Dans tout texte de publicité ou de réclame, il est interdit:

a) de faire mention d'un service de placement, à moins qu'il ne soit acompagné d'une déclaration spécifiant que l'école ne garantit pas d'emploi,

b) d'indiquer le salaire qu'un élève peut gagner après avoir suivi un ou des cours,

c) de faire une déclaration susceptible de jeter du discrédit sur une ou plusieurs autres institutions d'enseignement,

d) de faire des déclarations contraires à la vérité,

e) de faire mention d'un cours non indiqué au permis détenu,

f) de citer des lettres de recommandation ou d'appréciation.

14. Dans tout texte de publicité ou de réclame, il est obligatoire d'indiquer la langue dans laquelle le cours et le matériel sont rédigés à moins que ceux-ci ne soient rédigés dans la langue qui sert de véhicule audit texte.

of the Act and according to the curricula, weekly timetables and annual calendar applicable to public educational institutions or otherwise approved by the Minister.

(*d*) Pre-elementary course:

Every institution at the pre-elementary level shall provide education in accordance with section 32 of the Act and according to the curricula, weekly timetables and annual calendar applicable to public educational institutions or otherwise approved by the Minister.

Financial management:

6. Every educational institution shall provide, before April 1st, a statement of its budgetary estimates for the forthcoming school year, showing the various levels and categories of education as well as auxiliary services, such as board, lodging, transportation, etc.

When application is made for the first time, budgetary estimates shall be provided with such application.

7. Every educational institution shall provide an estimate of tuition fees and other related fees which it charges to its pupils at each level.

8. Every educational institution shall provide, in the form of a summary statement, a forecast of enrolment for the coming school year at each level.

Personnel:

9. Every educational institution shall provide a complete list of its teaching and supervisory personnel, its administrative and supporting personnel. Such list shall provide any particulars required by the Minister.

Hygiene — security:

10. Every educational institution shall be in possession of a certificate of hygiene issued by the Department of Health or by a competent municipal authority.

11. Every educational institution shall be in possession of a certificate of security issued by the Department of Labour or by a competent municipal authority.

Publicity:

12. All publicity matter or advertisement shall require previous approval by the Minister or by any other person authorized to that effect.

13. No publicity matter or advertisement shall:

(*a*) mention any employment service, unless such mention be accompanied with a statement making it clear that the school does not guarantee employment;

(*b*) state a salary which a pupil may earn after completing any course or courses;

(*c*) make any statement likely to disparage one or more other educational institution;

(*d*) contain false statements;

(*e*) mention any course not listed on the permit;

(*f*) quote any letters of testimony or appreciation.

14. In any publicity matter or advertisement, it shall be compulsory to specify the language in which the course and material are written, unless such course and material are written in the language used in such publicity material or advertisement.

15. Dans tout texte de publicité ou de réclame, il est obligatoire d'indiquer clairement si les cours offerts conduisent à un diplôme officiel, s'ils sont du genre *recyclage* ou *perfectionnement* ou s'ils sont de *culture personnelle*.

Évaluation:

16. Toute institution est jugée et classée selon les critères énumérés ci-après. Toutefois ces critères sont pondérés en tenant compte de l'importance relative des caractéristiques fondamentales et complémentaires d'un service de qualité et en regard des objectifs de l'institution.

Cependant, lorsqu'une institution offre des enseignements de niveaux différents, chacun de ces niveaux doit posséder une organisation pédagogique particulière et doit être l'objet d'une évaluation distincte.

Critères d'évaluation

1° Objectifs
2° Administration générale
3° Organisation pédagogique (comprenant entre autre: plan d'études, bibliothèque, techniques audio-visuelles, laboratoires, studios, ateliers, éducation physique et jeux)
4° Organisation matérielle (comprenant aménagement général et mobilier)
5° Personnel
6° Rendement

SECTION C: *Autres conditions applicables aux institutions qui sollicitent un permis.*

Statut légal:

17. Si elle n'est pas incorporée, l'institution qui sollicite un permis doit produire une copie certifiée du certificat d'enregistrement de sa raison sociale.

Cautionnement:

18. La demande d'un permis doit être accompagnée d'un cautionnement fourni par le requérant selon l'une des modalités suivantes:

a) Dépôt d'un chèque accepté et fait à l'ordre du ministre des finances;

b) une obligation ou autre titre de créance, payable au porteur de la nature des obligations visées aux paragraphes *a*, *b* et *c* de l'article 981° du Code civil;

c) une police de garantie au nom du ministre de l'éducation selon la forme prescrite par celui-ci et émise par une compagnie autorisée à se porter caution dans la province de Québec.

Ce cautionnement est transmis au ministre des finances qui le garde en fidéicommis pour en disposer conformément aux présents règlements.

19. Sous réserve de l'article 21 des présents règlements, le cautionnement doit couvrir la période de temps déterminée par le permis et est fondé sur le revenu réalisé par l'école au cours de l'année scolaire précédente; il est calculé d'après le tableau suivant:

Tableau du cautionnement

Revenu annuel provenant des frais de scolarité	Cautionnement exigé
$ 0 à $ 999	$1,000
1,000 à 4,999	1,250
5,000 à 9,999	2,250
10,000 à 14,999	3,750
15,000 à 19,999	5,000
20,000 à 24,999	6,250
25,000 à 29,999	7,500

15. In any publicity matter or advertisement, it shall be compulsory to state clearly whether the courses offered lead to an official diploma, are of the *retraining* or *further training* type or constitute *self-improvement* education.

Valuation:

16. Every institution shall be assessed and classified according to the criteria listed below. Such criteria, however, shall be weighted with due reference to the relative importance of the fundamental and complementary characteristics of a service of quality and to the objectives of the institution.

However, where any institution offers education at different levels, each such level shall have its own academic organization and shall be valuated separately.

Valuation criteria

1. Objectives.
2. General administration.
3. Academic organization (including among others: curriculum, library, audio-visual methods, laboratories, studios, workshops, physical education and games).
4. Physical facilities (including general set-up and furniture).
5. Personnel.
6. Efficiency.

SECTION C: *Other Requirements to Be Met by Institutions Applying for a Permit*

Legal status:

17. If not incorporated, an institution applying for a permit shall produce a certified copy of the certificate of registration of its trade name.

Surety:

18. Applications for a permit must also include surety provided by the applicant in one of the following forms:

(*a*) an accepted cheque made to the order of the Minister of Finance;

(*b*) a bond or other acknowledgment of debt both payable to bearer, in the nature of the bonds referred to in paragraphs *a*, *b* and *c* of section 981° of the Civil Code;

(*c*) a surety bond in the name of the Minister of Education, in the form prescribed by the latter, issued by a company authorized to act as surety in the Province of Québec.

Such surety shall be transmitted to the Minister of Finance, who shall hold it in trust for use in accordance with these Regulations.

19. Subject to section 21 of these Regulations, the said surety shall cover the period stipulated on the permit and shall be based on the income of the institution during the preceding school year; it shall be calculated according to the following table:

Surety Table

Annual Income from Tuition Fees	Amount of Surety Required
$ 0 to $ 999	$ 1,000
1,000 to 4,999	1,250
5,000 to 9,999	2,250
10,000 to 14,999	3,750
15,000 to 19,999	5,000
20,000 to 24,999	6,250
25,000 to 29,999	7,500

Revenu annuel provenant des frais de scolarité	Cautionnement exigé
$30,000 à $34,999	$ 8,750
35,000 à 39,999	10,000
40,000 à 44,999	11,250
45,000 à 49,999	12,500
50,000 à 54,999	13,750
55,000 $ 59,999	15,000
60,000 à 64,999	16,250
65,000 à 69,999	17,000
70,000 à 74,999	18,750
75,000 à 79,999	20,000
80,000 et plus	20,000

20. Lorsqu'il s'agit d'une nouvelle institution, le cautionnement est établi selon les prévisions des revenus provenant des frais de scolarité

21. Lorsqu'une institution cesse définitivement ses activités, le cautionnement est retenu tant et aussi longtemps que ladite institution n'aura pas prouvé, à la satisfaction du ministre, que tous les remboursements dus aux élèves s'il en est, ont été effectués.

Si un élève n'a pas reçu de ladite institution le montant auquel il peut avoir droit, le ministre fait lui-même ce remboursement à même le cautionnement, qui demeure alors en vigueur, et remet à ladite institution le solde du cautionnement s'il en est, un an après la fermeture de l'école.

22. Si le montant du cautionnement est inférieur au montant total des réclamations, ce cautionnement est réparti au prorata.

SECTION D: *Dispositions applicables à toute institution qui sollicite un permis d'enseignement de culture personnelle.*

Programme et examens:

23. Les examens que fait subir une institution d'enseignement de culture personnelle doivent porter sur la matière au programme d'études déclaré conformément à l'article 26 de la loi; les résultats doivent être transmis aux élèves au plus tard 30 jours après la fin de la session d'examens.

Forme et teneur des attestations d'études:

24. Le texte de toute attestation d'études que l'école remet aux élèves à la fin de leurs études doit être soumis au ministre lors de la demande de permis et approuvé par lui.

25. Toute attestation d'études émise par une institution doit:

a) Mentionner le nom et l'adresse de l'institution.

b) Indiquer le ou les sujets de cours suivis ainsi que leur durée totale en heures s'il s'agit d'un cours suivi à l'école, en leçons s'il s'agit d'un cours par correspondance, en heures et en leçons s'il s'agit d'un cours par correspondance suivi d'un stage pratique à l'école.

c) Mentionner la note obtenue.

SECTION E: *Règlements spéciaux.*

Statut legal des institutions déclarées d'intérêt public:

26. *a*) Toute institution incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, pour être déclarée d'intérêt public, doit être une compagnie privée composée de vingt (20) actionnaires au maximum; ladite corporation doit, sur demande, fournir au ministre la liste de ses actionnaires.

Annual Income from Tuition Fees	Amount of Surety Required
$30,000 to $34,999	$ 8,750
35,000 to 39,999	10,000
40,000 to 44,999	11,250
45,000 to 49,999	12,500
50,000 to 54,999	13,750
55,000 to 59,999	15,000
60,000 to 64,999	16,250
65,000 to 69,999	17,000
70,000 to 74,999	18,750
75,000 to 79,999	20,000
80,000 and over	20,000

20. In the case of a new institution, the amount of surety shall be set on the basis of the estimated income from tuition fees.

21. If an institution definitively discontinues its activities, the surety shall be withheld as long as such institution shall not have proved to the satisfaction of the Minister that all refunds due to pupils, if any, have been paid to such pupils.

If a pupil has not received from the said institution the amount to which he may be entitled, the Minister shall himself make such refund out of the surety, which shall then remain in effect, and shall return to the said institution the balance of the amount of surety, if any, one year after the school has been closed.

22. If the amount of surety is inferior to the total amount of the claims, such surety shall be distributed proportionately.

SECTION D: *Provisions Applicable to Institutions Applying for a Permit for Self-Improvement Education.*

Curriculum and Examinations:

23. Examinations held by a self-improvement institution shall bear upon the contents of the curriculum as declared in accordance with section 26 of the Act; the results of such examinations shall be communicated to the pupils not later than 30 days after the examination period.

Form and tenor of attestations of studies:

24. The text of any attestation of studies which the institution issues to its pupils on completion of their studies shall be submitted to the Minister for approval, upon application for a permit.

25. Attestations of studies issued by an institution shall:

(*a*) mention the name and address of the institution;

(*b*) indicate the courses pursued as well as their duration in hours in the case of courses followed at the school, in lessons in the case of a correspondence course, and in hours and lessons in the case of a correspondence course followed by a practical training programme at the school;

(*c*) mention the mark obtained.

SECTION E: *Special regulations.*

Legal status of institutions declared of public interest:

26. (*a*) In order to be declared of public interest, an institution incorporated under Part I of the Companies Act shall be a private company having no more than twenty (20) shareholders; said corporation shall, upon request, provide the Minister with a list of its shareholders.

b) Chaque actionnaire doit être véritable propriétaire des actions dont il se déclare détenteur et ne doit pas être le représentant, ni le fiduciaire, ni le prête-nom d'une tierce partie.

c) Ladite corporation ne doit déclarer, ni distribuer aucun dividende sans l'autorisation préalable du ministre qui peut alors exiger tout document certifié par un comptable agréé, s'il le juge à propos.

d) Tout transfert d'actions doit être autorisé par le ministre.

Enfance inadaptée:

27. L'institution qui dispense l'enseignement à l'enfance inadaptée doit soumettre ses normes et procédures d'admission, de sélection et de dépistage à l'approbation du ministre.

28. Les institutions qui sont à la fois des oeuvres d'éducation et des oeuvres de bien-être ou de santé doivent produire une recommandation du ministre intéressé selon le cas.

Enseignement professionnel intensif:

29. Seuls les candidats qui ont les pré-requis exigés par le profil des programmes officiels, peuvent être admis à suivre, en vue d'obtenir un certificat ou une attestation officielle, un cours professionnel intensif dispensé par une institution d'enseignement professionnel.

Enseignement par correspondance:

30. Nul ne peut exiger le paiement de frais de scolarité ou de frais afférents y compris le coût normal de matériel didactique ou expérimental aux études, en moins de deux (2) versements sensiblement égaux se situant approximativement au début de chaque moitié de la durée du cours.

31. S'il n'y a eu aucune leçon effectivement reçue, l'institution ne peut exiger qu'une indemnité n'excédant pas un vingtième du prix total convenu pour ce cours.

32. Le temps mis par l'école pour corriger, noter et retourner les travaux et examens de l'élève inscrit à un cours par correspondance, ne doit pas dépasser quinze (15) jours après la date de réception par ladite école.

33. L'institution qui sollicite un permis de dispenser l'enseignement par correspondance doit:

a) Fournir la liste complète de ses correcteurs et le *curriculum vitae* de chacun et tout autre détail exigé par le ministre.

b) Faire une description de son service de correction des travaux et examens complétés par les élèves.

Versement des subventions aux institutions reconnues d'intérêt public ou aux fins de subvention:

34. La subvention est payée en dix (10) mensualités consécutives et sensiblement égales à compter de la fin d'octobre de l'année scolaire pour laquelle la subvention est versée.

Forme et teneur des formules d'inscription ou de contrats:

35. Toute formule ou contrat d'inscription ou d'achat de cours utilisé par une institution d'enseignement professionnel ou de culture personnelle, doit être autorisé, au préalable, par le ministre.

36. Toute formule ou contrat d'inscription ou d'achat de cours doit contenir ou mentionner:

(*b*) Each shareholder shall be the true owner of the shares of which he declares himself to be the holder and shall not be a representative, trustee or figure-head of a third party.

(*c*) The said corporation shall not declare nor distribute any dividend without previous authorization by the Minister, who may, at his discretion, require any certified document by a chartered accountant.

(*d*) Transfer of shares shall require authorization by the Minister.

Handicapped children:

27. Institutions providing education for handicapped children shall submit to the Minister, for approval, its admission, selection and recruitment standards and procedures.

28. Institutions having both an educational objective and a welfare or health objective shall produce a recommendation by the relevant minister.

Intensive vocational Instruction:

29. Only those candidates with all prerequisites specified in the profile of the official curricula shall be eligible to follow, an intensive vocational course provided by a vocational institution toward obtaining a certificate or official attestation.

Education by correspondence:

30. No tuition fees or related costs, including the normal cost of educational or experimental materials shall be payable in less than two (2) approximately equal instalments to be made at the beginning of each half of the course's duration.

31. If no lesson has actually been received, the institution may not require payment of any compensation in excess of one twentieth of the total agreed price of the course.

32. The delay in correcting, marking and returning any assignment or examination of a pupil registered for a correspondence course shall not exceed fifteen (15) days after the date upon which the institution has received such assignment or examination.

33. An institution applying for a permit for education by correspondence shall:

(*a*) provide a full list of its correctors, together with a *curriculum vitae* of each and any further particulars required by the Minister.

(*b*) provide a description of its correction service of assignments and examinations completed by the pupils.

Payment of grants to institutions declared of public interest or recognized for purposes of grants:

34. Grants shall be paid in ten (10) consecutive and approximately equal monthly instalments beginning at the end of October of the school year for which the grant is being paid.

Form and tenor of registration of contract forms:

35. Any form or contract for registration or for the purchase of a course, utilized by a vocational or self-improvement institution, shall require previous authorization by the Minister.

36. Any form or contract for registration or for the purchase of a course shall contain or mention:

a) Le nom et l'adresse de l'institution.

b) Le titre, le niveau et le mode d'enseignement offert.

c) Les frais d'inscription, de scolarité et les frais afférents, de façon à indiquer la somme totale des frais exigés par l'institution.

d) Le texte suivant: « Ce document ne peut être transporté, cédé ou vendu; le paiement de cours non encore suivis ne peut être fait par billet à ordre ».

e) Le texte complet des articles 59, 61 et 62 de la loi ou le texte complet des articles 59, 61 de la loi et 31 des règlements s'il s'agit de cours par correspondance.

f) Le texte suivant:

« Pour assurer la protection de l'élève au terme des articles 59, 61, 62 de la loi et 31 des règlements ci-haut reproduits, l'institution s'engage à ne transporter, ni céder, ni vendre le présent contrat ».

g) Un espace immédiatement à la fin du texte mentionné en *e* et *f* pour la signature de l'élève.

Une copie de cette formule est remise à l'élève lors de la signature de l'engagement.

37. Dans le cas des institutions dispensant l'enseignement de la danse, aucun contrat ne doit comporter plus de cinquante (50) heures de cours.

38. Aucun élève ne peut signer un autre contrat avant que les cours faisant l'objet du contrat en vigueur n'aient été complètement suivis.

39. Lorsque l'enseignement est payé à l'unité ou à la leçon, l'école n'est pas tenue d'engager l'élève par contrat.

40. Les paragraphes *d*, *e*, *f* et *g* de l'article 36 des présents règlements ne s'appliquent pas aux institutions reconnues d'intérêt public ou reconnues pour fins de subvention.

41. En outre des dispositions prévues à l'article 36 des présents règlements, toute institution dispensant un enseignement professionnel intensif doit mentionner sur toutes formules qui constituent un engagement de la part de l'élève:

a) Les pré-requis exigés par le profil du cours offert.

b) Les normes d'admission et de pratique du corps professionnel intéressé, lorsque de telles normes existent.

c) La durée du cours en heures ou en leçons selon le cas; mentionner également s'il s'agit d'un cours du soir, du jour ou par correspondance.

30092-o

(*a*) the name and address of the institution;

(*b*) the title, level and method of education offered;

(*c*) registration and tuition fees and related costs, in such a way as to show the total amount of all costs charged by the institution;

(*d*) the following stipulation: "This document may not be transferred, assigned or sold; payment for courses not yet given may not be made by promissory note";

(*e*) the complete text of sections 59, 61 and 62 of the Act or the complete text of sections 59 and 61 of the Act and 31 of the Regulations in the case of correspondence courses;

(*f*) the following stipulation:

"For the protection of the pupil under sections 59, 61 and 62 of the Act and 31 of the Regulations, reproduced above, the institution hereby agrees not to transfer, assign or sell this contract";

(*g*) a blank space immediately following the texts mentioned in *e* and *f*, for the pupil's signature.

Copy of this form shall be issued to the pupil upon the signing of the agreement.

37. In the case of institutions offering dance lessons, no contract may provide for more than fifty (50) hours of courses.

38. No pupil may sign a further contract until all courses covered by the contract in force have been completed.

39. Where instruction is paid for by unit or lesson, the institution shall not be required to enrol the pupil by contract.

40. Paragraph *d*, *e*, *f* and *g* of section 36 of the present Regulations do not apply to institutions recognized of public interest or recognized for purposes of grants.

41. In addition to the requirements contained in section 36 of the present Regulations, an institition providing intensive vocational education shall mention on any form which is binding upon a pupil:

(*a*) all prerequisites specified in the profile of the course offered;

(*b*) all standards of admission and practice of professional bodies concerned, where such standards exist.

(*c*) the duration of the course in hours or lessons, as the case may be; mention shall also be made of whether the course is an evening, day or correspondence course.

30092-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1853

Québec, le 17 juin 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le drapeau officiel de la province sur les écoles.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Éducation:

1° QUE les règlements du ministre de l'Éducation, désignés, avant le 13 mai 1964, sous le titre de « Règlements du Comité catholique du Conseil de l'instruction publique », soient modifiés en remplaçant le chapitre X par le suivant:

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1853

Québec, June 17, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Official Provincial Flag on schools.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Education:

1. THAT the Regulations of the Minister of Education designated, before May 13, 1964, under the title of "*Règlements du Comité catholique du Conseil de l'instruction publique*", be amended by replacing chapter X by the following:

« CHAPITRE X

Drapeau officiel de la province

185. Le drapeau officiel de la province doit être arboré sur toutes les écoles au sens du paragraphe 12° de l'article 1 de la Loi de l'instruction publique, (Statuts refondus, 1964, chapitre 235); il doit être arboré à la place d'honneur sur les édifices ci-dessus mentionnés, c'est-à-dire, à droite, s'il y a deux drapeaux, ou au milieu, s'il y en a davantage. »

2. QUE les règlements du ministre de l'Éducation, désignés, avant le 13 mai 1964, sous le titre de « Regulations of the Protestant Committee of the Council of Education » soient modifiés:

a) en remplaçant dans l'article 57, les mots « a Union Jack or Canadian Ensign », par les mots « the Official Provincial Flag »;

b) en ajoutant, après l'article 183, le chapitre suivant:

« SECTION XIII

Official Provincial Flag

184. The Official Provincial Flag must be hoisted over each and every school according to paragraph 12. of section 1 of the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235); it must hold a place of prominence on these buildings, that is to say, to the right, if there are two flags, or to the center, if there be more than two. »

le tout, conformément à l'article 16 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235).

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
30094-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2000

Québec, le 3 juillet 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la soustraction au jalonnement de claims miniers sur certains terrains situés dans le comté de Gaspé-Sud.

ATTENDU QU'un secteur comprenant les cantons de Baie-de-Gaspé-Nord, Cap-des-Rosiers et Fox a été choisi conjointement par le Gouvernement du Québec et le Gouvernement du Canada pour l'aménagement du Parc de Gaspé;

ATTENDU QUE le Directeur général des parcs au ministère du Tourisme, de la chasse et de la pêche a demandé de ne plus émettre de claims miniers dans ces cantons;

ATTENDU QU'il y a lieu de prévenir tout jalonnement dans le secteur prévu pour l'aménagement dudit parc;

ATTENDU QUE, conformément au paragraphe 1) de l'article 268 de la Loi des mines (13-14 Elizabeth II, chapitre 34), le lieutenant-gouverneur en conseil peut réserver et soustraire par règlement tout terrain qui, dans son opinion, peut être nécessaire à l'établissement d'ateliers de traitement d'usines de fonte, d'affineries ou de voies de transport, ou à l'aménagement de forces hydrauliques ou à l'emmagasinement d'eau, ou à toutes autres fins.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des richesses naturelles:

"CHAPTER X

Drapeau officiel de la province

185. Le drapeau officiel de la province doit être arboré sur toutes les écoles au sens du paragraphe 12° de l'article 1 de la Loi de l'instruction publique, (Statuts refondus, 1964, chapitre 235); il doit être arboré à la place d'honneur sur les édifices ci-dessus mentionnés, c'est-à-dire, à droite, s'il y a deux drapeaux, ou au milieu, s'il y en a davantage."

2. THAT the Regulations of the Minister of Education designated, before May 13, 1964, under the title of "Regulations of the Protestant Committee of the Council of Education", be amended:

(*a*) by replacing, in section 57, the words "a Union Jack or Canadian Ensign", by the words "the Official Provincial Flag";

(*b*) by adding, after section 183, the following chapter:

"SECTION XIII

Official Provincial Flag

184. The Official Provincial Flag must be hoisted over each and every school according to paragraph 12. of section 1 of the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235); it must hold a place of prominence on these buildings, that is to say, to the right, if there are two flags, or to the center, if there be more than two."

the whole pursuant to section 16 of the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235).

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
30094 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2000

Québec, July 3, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the withdrawal from staking of mining claims on certain lands situated in the county of Gaspé-South.

WHEREAS one sector comprising the townships of Baie-de-Gaspé-North, Cap-des-Rosiers and Fox have been chosen jointly by the Québec Government and by the Canadian Government for the development of the Gaspé Park;

WHEREAS the Director General of Parks at the Department of Tourism, Fish and Game has requested that mining claims no longer be issued in these townships;

WHEREAS it is expedient to prevent all staking in the sector provided for the development of the said park;

WHEREAS, pursuant to paragraph (1) of section 268 of the Mining Act (13-14 Elizabeth II, chapter 34), the Lieutenant-Governor in Council may reserve and withdraw from staking, by regulation, any land which, in his opinion, may be necessary for the establishment of mills, smelters, refineries or means of transportation, or for the development of water power or water storage, or for any other purpose.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

QUE soit réservée et soustraite à la prospection et au jalonnement en claims miniers la superficie totale des cantons de Baie-de-Gaspé-Nord, Cap-des-Rosiers et Fox, comté de Gaspé-Sud, province de Québec;

QUE ce règlement ait force de Loi à compter de la date de sa parution dans la *Gazette officielle du Québec.*

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
30095-o JACQUES PRÉMONT.

THAT the entire area of the townships of Baie-de-Gaspé-North, Cap-des-Rosiers and Fox, county of Gaspé-South, Province of Québec, be reserved and withdrawn from prospectiong and staking of mining claims;

THAT this regulation become effective as law from and after the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
30095 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1745

Québec, 10 juin 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la loi de la preuve photographique de documents (Statuts Refondus, 1964, chapitre 280)

ATTENDU QU'en vertu de l'article 6 de la loi de la preuve photographique de documents (Statuts Refondus, 1964, chapitre 280), le lieutenant-gouverneur en conseil peut statuer que cette loi sera applicable à toute association, société ou corporation publique ou privée;

ATTENDU QUE la Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique et ses filiales ont demandé que ladite loi leur soit applicable;

ATTENDU QU'il est opportun d'accorder à la Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique et à ses filiales les avantages de la loi concernant la preuve photographique de documents;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'Honorable ministre de la Justice:

QUE la loi de la preuve photographique de documents (Statuts Refondus, 1964, chapitre 280) soit applicable à la Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique et à ses filiales.

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
30103-o JACQUES PRÉMONT.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1745

Québec, June 10, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Photographic Proof of Documents Act (Revised Statutes, 1964, chapter 280)

WHEREAS pursuant to section 6 of the Photographic Proof of Documents Act (Revised Statutes, 1964, chapter 280), the Lieutenant Governor in Council may decree that this Act be applicable to any society, firm or corporation, public or private;

WHEREAS the Canadian Pacific Railway Company and its affiliated companies have requested that the said Act be applicable to them;

WHEREAS IT IS EXPEDIENT to grant to the Canadian Pacific Railway Company and its affiliated companies, the advantages of the Photographic Proof of Documents Act;

IT IS ORDERED, THEREFORE, upon the recommendation of the Honorable Minister of Justice:

THAT the Photographic Proof of Documents Act (Revised Statutes, 1964, chapter 280) be applicable to the Canadian Pacific Railway Company and its affiliated companies.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
30103 *Clerk of the Executive Council.*

Divers
Compagnies

Académie Michèle Provost inc.

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 20 juin 1969, approuvé le règlement numéro 6 de la corporation « Académie Michèle Provost inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
29978-o 11762-61

Aerosol Fillers Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 10 juin 1969 le règlement numéro 26 de la compagnie « C Aerosol Fillers Inc. », changeant son nom en celui de « Aerosol Fillers Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
29979-o 3413-63

Miscellaneous
Companies

Académie Michèle Provost inc.

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, on June 20, 1969, approved by-law number 6 of "Académie Michèle Provost inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
29978 11762-61

Aerosol Fillers Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 10, 1969, approved the by-law No. 26 of the company "C Aerosol Fillers Inc.", changing its name into that of "Aerosol Fillers Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
29979-o 3413-63

Les Aigles de St-Jean inc.

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 17 juin 1969, approuvé le règlement numéro 1 de la corporation « Les Aigles de St-Jean inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29980-o 4753-68

L'Association des Propriétaires du Lac Bleu inc.

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 17 juin 1969, approuvé les règlements généraux de « L'Association des Propriétaires du Lac Bleu inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29981-o 3758-67

L. Bonhomme & Fils ltée

Avis est donné que la compagnie « L. Bonhomme & Fils ltée » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
LIONEL BONHOMME.

29982-o 1857-62

Buywell Food Markets Ltd.

Avis est donné que « Buywell Food Markets Ltd.», a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
HARRY LITVACK.

29983 6514-45

Canada Waste Paper Company

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 10 juin 1969 le règlement numéro 23 de la compagnie « Canada Wool Stock Co. », changeant son nom en celui de « Canada Waste Paper Company ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29984-o 4551-64

The Traffic Club of Montreal Inc.
Le Club de Trafic de Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 11 juin 1969 le règlement Spécial « B » de la corporation « The Traffic Club of Montreal Incorporated », changeant son nom en celui de « The Traffic Club of Montreal Inc.— Le Club de Trafic de Montréal inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29986-o 6188-49

Clair Foyer inc.

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 2 mai 1969, approuvé les règlements généraux de la corporation « Clair Foyer inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29985-o 2309-67

Les Aigles de St-Jean inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved on June 17, 1969 By-law number 1 of "Les Aigles de St-Jean inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29980 4753-68

L'Association des Propriétaires du Lac Bleu inc.

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 17, 1969, approved the general by-laws of "L'Association des Propriétaires du Lac Bleu inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29981 3758-67

L. Bonhomme & Fils ltée

Notice is hereby given that "L. Bonhomme & Fils ltée", has changed the number of its directors from 3 to 5.

LIONEL BOHNOMME,
Secretary.

29982 1857-52

Buywell Food Markets Ltd.

Notice is given that "Buywell Food Markets Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 3.

HARRY LITVACK,
Secretary.

29983-o 6514-45

Canada Waste Paper Company

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 10, 1969, approved the by-law Number 23 of the company "Canada Wool Stock Co.", changing its name into that of "Canada Waste Paper Company".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29984 4551-64

The Traffic Club of Montreal Inc.
Le Club de Trafic de Montréal inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 11, 1969, approved the Special by-law "B" of the corporation "The Traffic Club of Montreal Incorporated", changing its name into that of "The Traffic Club of Montreal Inc.— Le Club de Trafic de Montréal inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29986 6188-49

Clair Foyer inc.

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, on May 2, 1969, approved the general by-laws of "Clair Foyer inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29985 2309-67

Clair Foyer inc.

Avis est donné que la corporation « Clair Foyer inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 21.

Le secrétaire,
JEAN-PIERRE MARQUIS.

29985-o 2309-67

Clair Foyer inc.

Notice is hereby given that "Clair Foyer inc." has changed the number of its directors from 7 to 21.

JEAN-PIERRE MARQUIS,
Secretary.

29985 2309-67

Coffrage Dominion ltée
Dominion Form Work Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 12 juin 1969 le règlement numéro XXVI de la compagnie « P.M. Construction inc. », changeant son nom en celui de « Coffrage Dominion ltée — Dominion Form Work Ltd. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29987-o 3225-67

Coffrage Dominion ltée
Dominion Form Work Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 12, 1969, approved the by-law No. XXVI of the company "P.M. Construction inc.", changing its name into that of "Coffrage Dominion ltée — Dominion Form Work Ltd.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29987-o 3225-67

Damascus Art Flowers Limited

Avis est donné que la compagnie « Damascus Art Flowers Limited » a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

Le secrétaire,
LAURICE HABIB.

29988-o 12942-61

Damascus Art Flowers Limited

Notice is given that "Damascus Art Flowers Limited", has changed the number of its directors from 5 to 4.

LAURICE HABIB,
Secretary.

29988-o 12942-61

Roger Desautels, limitée
Roger Desautels, Limited

Avis est donné que la compagnie « Roger Desautels, limitée — Roger Desautels, Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN R. DESAUTELS.

29989-o 6451-47

Roger Desautels, limitée
Roger Desautels, Limited

Notice is hereby given that "Roger Desautels, limitée — Roger Desautels, Limited", has changed the number of its directors from 3 to 5.

JEAN R. DESAUTELS,
Secretary-Treasurer.

29989 6451-47

Eastern Wood Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, donne avis qu'il a approuvé le 11 juin 1969 le règlement numéro 23 de la compagnie « Eastern Wood and Distillation Ltd. », changeant son nom en celui de « Eastern Wood Corporation ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29990-o 12676-56

Eastern Wood Corporation

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 11, 1969, approved the by-law No. 23 of the company "Eastern Wood and Distillation Ltd.", changing its name into that of "Eastern Wood Corporation".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29990-o 12676-56

Jolicoeur & Associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 16 juin 1969 le règlement numéro 3 de la compagnie « Jolicoeur, Lacasse et Associés inc.— Jolicoeur, Lacasse and Partners Inc. », changeant son nom en celui de « Jolicoeur & Associés inc.".

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29994-o 2004-69

Jolicoeur & Associés inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 16, 1969, approved the by-law Number 3 of the company "Jolicoeur, Lacasse et Associés inc.— Jolicoeur, Lacasse and Partners Inc.", changing its name into that of "Jolicoeur & Associés inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29994 2004-69

Gallant Fashions Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 3 juin 1969 le règlement numéro p-3 de la compagnie « Playboy Apparel (1964) Inc. », changeant son nom en celui de « Gallant Fashions Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29992-o 2819-64

Gallant Fashions Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 3, 1969, approved the by-law Number p-3 of the company "Playboy Apparel (1964) Inc.", changing its name into that of "Gallant Fashions Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29992 2819-64

Gagnier & Gagnier Assurances inc.

Avis est donné que la compagnie « Gagnier & Gagnier Assurances inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
CLAUDE GAGNIER.

29991-o 5594-64

Golf Métropolitain inc.
Metropolitan Golf Inc.

Avis est donné que la compagnie « Golf Métropolitain inc.— Metropolitan Golf Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

Le secrétaire,
JACQUES DELISLE.

29993-o 12115-62

George Karaiskakis Roumeliotian Society of Montreal

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 23 juin 1969, approuvé le règlement numéro 1 de la corporation « George Karaiskakis Roumeliotian Society of Montreal », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29995-o 11947-62

Location Kebekoto inc.
Kebekoto Leasing Inc.

Avis est donné que la compagnie « Location Kebekoto inc.— Kebekoto Leasing Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
JEAN ARSENAULT.

29996-o 10198-62

Lajoie, Deshaies & Associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 16 juin 1969 le règlement numéro 10 de la compagnie « Lajoie, Deshaies, Caron inc. », changeant son nom en celui de « Lajoie, Deshaies & Associés inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29997-o 6354-57

Richard Lavoie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 16 juin 1969 le règlement numéro 3 de la compagnie « Les Films Lavoie, inc. », changeant son nom en celui de « Richard Lavoie inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29998-o 10075-62

Guy Lalumière & Associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 10 juin 1969 le règlement Spécial « A » de la compagnie « Studio Guy Lalumière et Associés inc. », changeant son nom en celui de « Guy Lalumière & Associés inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29999-o 1270-69

Gagnier & Gagnier Assurances inc.

Notice is given that "Gagnier & Gagnier Assurances inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

CLAUDE GAGNIER,
Secretary.

29991 5594-64

Golf Métropolitain inc.
Metropolitan Golf Inc.

Notice is given that "Golf Métropolitain inc.— Metropolitan Golf Inc." has changed the number of its directors from 5 to 4.

JACQUES DELISLE,
Secretary.

29993 12115-62

George Karaiskakis Roumeliotian Society of Montreal

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, on June 23, 1969, approved by-law number 1 of "George Karaiskakis Roumeliotian Society of Montreal", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29995 11947-62

Location Kebekoto inc.
Kebekoto Leasing Inc.

Notice is hereby given that "Location Kebekoto inc.— Kebekoto Leasing Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

JEAN ARSENAULT,
Secretary.

29996 10198-62

Lajoie, Deshaies & Associés inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 16, 1969, approved the by-law No. 10 of the company "Lajoie, Deshaies, Caron inc.", changing its name into that of "Lajoie, Deshaies & Associés inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29997-o 6354-47

Richard Lavoie inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 16, 1969, approved the by-law No. 3 of the company "Les Films Lavoie, inc.", changing its name into that of "Richard Lavoie inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29998-o 10075-62

Guy Lalumière & Associés inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 10, 1969, approved the Special by-law "A" of the company "Studio Guy Lalumière et Associés inc.", changing its name into that of "Guy Lalumière & Associés inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Comapnies and Cooperatives.

29999-o 1270-69

Maislin Transport Ltd.
Maislin Transport ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 12 juin 1969 le règlement numéro 27 de la compagnie « Maislin Bros. Transport Limited », changeant son nom en celui de « Maislin Transport Ltd. — Maislin Transport ltée ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30000-o 14986-52

Mantex Ltd.

Avis est donné que « Mantex Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
HERVÉ F. MORISSEAU.

30001 12975-57

Planned Investments Corporation
Programmes d'Investissements Capitalisés, ltée

Avis est donné que « Planned Investments Corporation — Programmes d'Investissements Capitalisés, ltée » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire,
DOUGLAS A. LLOYD.

30002 11912-60

Promofina inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 3 juin 1969 le règlement Spécial « B » (1969) de la compagnie « Alliance Finance Corporation of Canada Ltd. », changeant son nom en celui de « Promofina inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30003-o 99-66

M. Richler & Associates Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 10 juin 1969 le règlement numéro 29 de la compagnie « Connolly Construction & Consultants Corporation », changeant son nom en celui de « M. Richler & Associates Ltd. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30004-o 7850-50

J. Émile Rivard incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 12 juin 1969 le règlement numéro 55 de la compagnie « St-Maurice Hardwood Drying Co. Ltd. », changeant son nom en celui de « J. Émile Rivard incorporée ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30005-o 12223-54

Sepp's Sausages & Delicatessen Inc.

Avis est donné que « Sepp's Sausages & Delicatessen Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le président,
JOSEPH FREUNDL.

30006 13717-56

Maislin Transport Ltd.
Maislin Transport ltée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 12, 1969, approved the by-law No. 27 of the company "Maislin Bros. Transport Limited", changing its name into that of "Maislin Transport Ltd. — Maislin Transport ltée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30000-o 14986-52

Mantex Ltd.

Notice is given that "Mantex Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

HERVÉ F. MORISSEAU,
Secretary.

30001-o 12975-57

Planned Investments Corporation
Programmes d'Investissements Capitalisés, ltée

Notice is given that "Planned Investments Corporation — Programmes d'Investissements Capitalisés, ltée" has changed the number of its directors from 4 to 5.

DOUGLAS A. LLOYD,
Secretary.

30002-o 11912-60

Promofina inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 3, 1969, approved the Special by-law "B" (1969) of the company "Alliance Finance Corporation of Canada Ltd.", changing its name into that of "Promofina inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30003 99-66

M. Richler & Associates Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 10, 1969, approved the by-law No. 29 of the company "Connolly Construction & Consultants Corporation", changing its name into that of "M. Richler & Associates Ltd.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30004 7850-50

J. Émile Rivard incorporée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 12, 1969, approved the by-law Number 55 of the company "St-Maurice Hardwood Drying Co. Ltd.", changing its name into that of "J. Émile Rivard incorporée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30005 12223-54

Sepp's Sausages & Delicatessen Inc.

Notice is given that "Sepp's Sausages & Delicatessen Inc." has changed the number of its directors from 3 to 5.

JOSEPH FREUNDL,
President.

30006-o 13717-56

Cavendish Investments Ltd.

Avis est donné que « Cavendish Investments Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 6.

Le secrétaire,
BEN H. LECHTER.

30037 13129-55

Benefit Services Incorporated

Avis est donné que « Benefit Services Incorporated », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
PETER C. CASEY.

30038 10824-57

Morgan's Rockland Centre Inc.

Avis est donné que « Morgan's Rockland Centre Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 6.

Le secrétaire,
E. W. ROWAT.

30039 13593-57

Restaurant Nouveau Forum inc.
New Forum Restaurant Inc.

Avis est donné que « Restaurant Nouveau Forum inc. — New Forum Restaurant Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
MARINA BOUDREAU LIMPERIS.

30040 3958-68

Philip Manufacturing Co.

Avis est donné que « Philip Manufacturing Co. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
JEAN M. FINE.

30041 13635-55

Vogue Belts & Novelties Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné que « Vogue Belts & Novelties Mfg. Co. Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le président,
JEAN M. FINE.

30042 1823-50

Groupe Prêt et Revenu

Avis est donné que, par arrêté en conseil numéro 1790, en date du 10 juin 1969, il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de confirmer les règlements numéros 24 et 25 de la corporation « Groupe Prêt et Revenu », 1° réduisant son capital de $750,000 à $654,000 le capital-actions annulé étant divisé en 96,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° augmentant son capital de $654,000 à $750,000 par la création de 96,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974-o 12949-58

Bedford Realties Ltd.

Avis est donné que « Bedford Realties Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
PIERRETTE GATY.

30059 11066-57

Cavendish Investments Ltd.

Notice is given that "Cavendish Investments Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 6.

BEN H. LECHTER,
Secretary.

30037-o 13129-55

Benefit Services Incorporated

Notice is given that "Benefit Services Incorporated", has changed the number of its directors from 3 to 5.

PETER C. CASEY,
Secretary.

30038-o 10824-57

Morgan's Rockland Centre Inc.

Notice is given that "Morgan's Rockland Centre Inc.", has changed the number of its directors from 5 to 6.

E. W. ROWAT,
Secretary.

30039-o 13593-57

Restaurant Nouveau Forum inc.
New Forum Restaurant Inc.

Notice is given that "Restaurant Nouveau Forum inc. — New Forum Restaurant Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

MARINA BOUDREAU LIMPERIS,
Secretary.

30040-o 3958-68

Philip Manufacturing Co.

Notice is given that "Philip Manufacturing Co." has changed the number of its directors from 3 to 4.

JEAN M. FINE,
Secretary.

30041-o 13635-55

Vogue Belts & Novelties Mfg. Co. Ltd.

Notice is given that "Vogue Belts & Novelties Mfg. Co. Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

JEAN M. FINE,
President.

30042-o 1823-50

Savings and Investment Group

Notice is hereby given that, by Order in Council number 1790, dated June 10, 1969, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to confirm by-laws numbers 24 and 25 of "Savings and Investment Group", 1. reducing its capital from $750,000 to $654,000 the capital stock annulled being divided into 96,000 preferred shares of a par value of $1 each; 2. increasing its capital from $654,000 to $750,000 by the creation of 96,000 preferred shares of a par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29974-o 12949-58

Bedford Realties Ltd.

Notice is given that "Bedford Realties Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

PIERRETTE GATY,
Secretary.

30059-o 11066-57

Provincial Adjustment Inc.
Ajustement Provincial inc.

Avis est donné que la compagnie « Provincial Adjustment Inc. — Ajustement Provincial inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

Le secrétaire,
DENIS RAJOTTE.

30061-o 12152-62

Club Récréatif des Érables inc.

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 17 juin 1969, approuvé le règlement numéro 1 de la corporation « Club Récréatif des Érables inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30062-o 4293-66

Club Récréatif des Érables inc.

Avis est donné que la corporation « Club Récréatif des Érables inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
JULES BERNATCHEZ.

30062-o 4293-66

Mangate Inc.

Avis est donné que « Mangate Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
STEPHEN VAMOS.

30063 14492-58

Wertek Incorporated

Avis est donné que « Wertek Incorporated » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
ANDREW GATY.

30064 10738-54

Armenian General Benevolent Union of Montreal Inc.
Union Générale Arménienne de Bienfaisance de Montréal inc.

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 20 mai 1969, approuvé les règlements généraux de la corporation « Armenian General Benevolent Union of Montreal Inc.— Union Générale Arménienne de Bienfaisance de Montréal inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30081-o 3625-68

Hellenic Fisheries Ltd.

Avis est donné que « Hellenic Fisheries Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 15.

Le secrétaire,
DINO KOMIS.

30083 4789-68

Hellenic Poultry Co. Ltd.

Avis est donné que « Hellenic Poultry Co. Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 15.

Le secrétaire,
G. BARAKARIS.

30084 4174-64

Provincial Adjustment Inc.
Ajustement Provincial inc.

Notice is given that "Provincial Adjustment Inc. — Ajustement Provincial inc.", has changed the number of its directors from 3 to 6.

DENIS RAJOTTE,
Secretary.

30061-o 12152-62

Club Récréatif des Érables inc.

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 17, 1969, approved by-law number 1 of "Club Récréatif des Érables inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30062 4293-66

Club Récréatif des Érables inc.

Notice is hereby given that "Club Récréatif des Érables inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

JULES BERNATCHEZ,
Secretary.

30062 4293-66

Mangate Inc.

Notice is given that "Mangate Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

STEPHEN VAMOS,
Secretary.

30063-o 14492-58

Wertek Incorporated

Notice is given that "Wertek Incorporated" has changed the number of its directors from 3 to 4.

ANDREW GATY,
Secretary.

30064-o 10738-54

Armenian General Benevolent Union of Montreal Inc.
Union Générale Arménienne de Bienfaisance de Montréal inc.

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved, on May 20, 1969, the general by-laws of "Armenian General Benevolent Union of Montreal Inc.— Union Générale Arménienne de Bienfaisance de Montréal inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30081 3625-68

Hellenic Fisheries Ltd.

Notice is given that"Hellenic Fisheries Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 15.

DINO KOMIS,
Secretary.

30083-o 4789-68

Hellenic Poultry Co. Ltd.

Notice is given that "Hellenic Poultry Co. Ltd." has changed the number of its directors from 5 to 15.

G. BARAKARIS,
Secretary.

30084-o 4174-64

Lesage, Proteau (Montréal) ltée
Lesage, Proteau (Montreal) Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Lesage, Proteau (Montréal) ltée — Lesage, Proteau (Montreal) Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 10.

Le secrétaire-adjoint,
ROGER LÉTOURNEAU.

30065-o 10945-62

Les Entreprises Aiglon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 25 juin 1969 le règlement numéro 20 de la compagnie « High-Rise Construction Co. Ltd. », changeant son nom en celui de « Les Entreprises Aiglon inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30082-o 4297-64

Maislin Bros. Transport Limited

Avis est donné que « Maislin Bros. Transport Limited » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 7.

Le secrétaire,
CLÉMENT BEAUREGARD.

30085 14986-52

Montreal Real Estate Board
Chambre d'Immeuble de Montréal

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 9 juin 1969, approuvé les règlements numéros 1 à 78 de la corporation « Montreal Real Estate Board — Chambre d'Immeuble de Montréal », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30086-o 51903-53

Pron-To Construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 23 juin 1969 le règlement numéro 3 de la compagnie « L. O. Laporte (1969) limitée », changeant son nom en celui de « Pron-To Construction inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30087-o 6205-68

Terkel de Paris inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 27 juin 1969 le règlement numéro « B » de la compagnie « Viviane Knitting Mills Ltd. », changeant son nom en celui de « Terkel de Paris inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

300988-o 14716-58

Lesage, Proteau (Montréal) ltée
Lesage, Proteau (Montreal) Ltd.

Notice is given that "Lesage, Proteau (Montréal) ltée — Lesage, Proteau (Montreal) Ltd." has changed the number of its directors from 6 to 10.

ROGER LÉTOURNEAU,
Assistant-Secretary.

30065-o 10945-62

Les Entreprises Aiglon inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 25, 1969, approved the by-law Number 20 of the company "High-Rise Construction Co. Ltd.", changing its name into that of "Les Entreprises Aiglon inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30082 4297-64

Maislin Bros. Transport Limited

Notice is given that "Maislin Bros. Transport Limited" has changed the number of its directors from 4 to 7.

CLÉMENT BEAUREGARD,
Secretary.

30085-o 14986-52

Montreal Real Estate Board
Chambre d'Immeuble de Montréal

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, on June 9, 1969, approved the by-laws numbers 1 to 78 of "Montreal Real Estate Board — Chambre d'Immeuble de Montréal", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30086 51903-53

Pron-To Construction inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 23, 1969, approved the by-law No. 3 of the company "L. O. Laporte (1969) limitée", changing its name into that of "Pron-To Construction inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30087-o 6205-68

Terkel de Paris inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 27, 1969, approved the by-law No. "B" of the company "Viviane Knitting Mills Ltd.", changing its name into that of "Terkel de Paris inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30088-o 14716-58

Chartes — demandes d'abandon de

La Cie Gaspésienne de Draggage inc.
Gaspesia Dragging Company Limited

Avis est par les présentes donné que « La Cie Gaspésienne de Draggage inc.— Gaspesia Drag-

Charters — Application for Surrender of

La Cie Gaspésienne de Draggage inc.
Gaspesia Dragging Company Limited

Notice is hereby that "La Cie Gaspésienne de Draggage inc.— Gaspesia Dragging Company

ging Company Limited », corporation incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Paspébiac, dans le district de Bonaventure, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Donné à Québec, ce 27 juin 1969.

Les procureurs de la compagnie,
29976-o MICHAUD, BEAUDRY & VALLÉE.

Couga Construction ltée

Prenez avis que la compagnie « Couga Construction ltée » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 23 juin 1969.

Les procureurs de la compagnie,
MES MARQUIS, MARCEAU,
29977-o JESSOP & GAGNON.

Beacon Construction Corp.

Avis est par les présentes donné que « Beacon Construction Corp. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte, selon la Loi des compagnies.

Montréal, le 17 juin 1969.

Les procureurs de la compagnie,
30028-o GARONCE & GARONCE.

Paul Boucher limitée

Prenez avis que la compagnie « Paul Boucher limitée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la Province, la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
MES. RANCOURT, ROY, RENÉ
30029-o & GRENIER.

A. Chartier Construction inc.

Avis est donné que « A. Chartier Construction inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 5 juillet 1969.

Les notaires,
30030-o MARTEL & BOULANGER.

Electromaid Sales Corporation
La Cie de Ventes Electromaid

Avis est donné que « Electromaid Sales Corporation — La Cie de Ventes Electromaid », une compagnie constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Montréal, Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 27e jour de juin 1969.

Les procureurs de la compagnie,
KAUFMAN, RESPITZ,
30031 SEDEROFF & SHUGAR.

L'Hôpital d'Youville de Sherbrooke

Avis est par les présentes donné que « L'Hôpital d'Youville de Sherbrooke », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Sherbrooke, ce 27 juin 1969.

La présidente,
30032-o SOEUR MARIE-ANNE PAQUETTE.

Limited", corporation incorporated pursuant to Part I of the Companies Act and having its head office at Paspébiac in the district of Bonaventure, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Given at Québec, June 27, 1969.

MICHAUD, BEAUDRY & VALLÉE,
29976 *Attorneys for the company.*

Couga Construction ltée

Notice is given that "Couga Construction ltée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Québec, June 23, 1969.

MES. MARQUIS, MARCEAU,
JESSOP & GAGNON,
29977 *Attorneys for the company.*

Beacon Construction Corp.

Notice is hereby given that "Beacon Construction Corp.", will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter, in accordance with the Companies Act.

Montreal, June 17, 1969.

GARONCE & GARONCE,
30028-o *Attorneys for the company.*

Paul Boucher limitée

Notice is given that "Paul Boucher limitée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province, for leave to surrender its charter.

MES. RANCOURT, ROY, RENÉ
& GRENIER,
30029 *Attorneys for the company.*

A. Chartier Contsruction inc.

Notice is hereby given that "A. Chartier Construction inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter, pursuant to the Companies Act.

Montreal, July 5, 1969.

MARTEL & BOULANGER,
30030-o *Notaries.*

Electromaid Sales Corporation
La Cie de Ventes Electromaid

Take notice that "Electromaid Sales Corporation — La Cie de Ventes Electromaid", a company incorporated under the Companies Act and having its head office at Montreal, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 27th day of June, 1969.

KAUFMAN, RESPITZ,
SEDEROFF & SHUGAR,
30031-o *Attorneys for the company.*

L'Hôpital d'Youville de Sherbrooke

Notice is hereby given that "L'Hôpital d'Youville de Sherbrooke", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Sherbrooke, June 27, 1969.

SOEUR MARIE-ANNE PAQUETTE,
30032-o *President.*

Martin Enterprises Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Martin Enterprises Ltd. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Les avocats,
BEAUCHEMIN, VALIQUETTE
30033-o & GERVAIS.

Martin Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that the company "Martin Enterprises Ltd." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its chrter.

BEAUCHEMIN, VALIQUETTE
& GERVAIS,
30033-o *Advocates.*

Patricia Properties Limited

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Patricia Properties Limited », compagnie constituée sous la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 25 février 1969.

Le secrétaire,
30034-o J. W. DUNTON.

Patricia Properties Limited

Notice is hereby given that "Patricia Properties Limited", a company incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, province of Québec will apply to the Minister of Fiancial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, February 25, 1969.

J. W. DUNTON,
30034-o *Secretary.*

Var-Luc Holdings Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Var-Luc Holdings Ltd. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte, selon la Loi des compagnies.

Montréal, le 17 juin 1969.

Les procureurs,
30035-o GARONCE & GARONCE.

Var-Luc Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Var-Luc Holdings Ltd.", will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter in accordance with the Companies Act.

Montreal, June 17, 1969.

GARONCE & GARONCE,
30035 *Attorneys.*

Onias Béland inc.

Avis est par les présentes donné que « Onias Béland inc. », une corporation incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, ayant son siège social à Senneterre, Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Senneterre, Québec, le 19 juin 1969.

(Sceau) *Le secrétaire,*
30056-o MME ONIAS BÉLAND.

Onias Béland inc.

Notice is hereby given that "Onias Béland inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Senneterre, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Senneterre, Québec, June 19, 1969.

(Seal) MRS ONIAS BÉLAND,
30056-o *Secretary.*

Gourmet's Pastry & Delicatessen Inc.

Avis est par les présentes donné que « Gourmet's Pastry & Delicatessen Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 30e jour de juin 1969.

Les procureurs de la requérante,
30057 POLLACK & POLLACK.

Gourmet's Pastry & Delicatessen Inc.

Notice is hereby given that "Gourmet's Pastry & Delicatessen Inc.", a corporation constituted under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 30th day of June, 1969.

POLLACK & POLLACK,
30057-o *Attorneys for the Petitioner.*

Wilden Inc.

Avis est par les présentes donné que « Wilden Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de St-Lambert, district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à St-Lambert, P.Q., ce 4e jour de juillet 1969.

Le secrétaire,
30058 JAMES E. RYAN.

Wilden Inc.

Notice is hereby given that "Wilden Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of St. Lambert, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at St. Lambert, P.Q., this 4th day of July, 1969.

JAMES E. RYAN,
30058-o *Secretary.*

L'Association des Marchands Détaillants d'Alma inc.

Avis est par les présentes donné par « L'Association des Marchands Détaillants d'Alma inc. », une compagnie incorporée sous la Loi des compagnies, ayant son siège social en la cité d'Alma, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Le procureur de la compagnie,
30060-o ME JEAN-CLAUDE DEMERS, notaire.

Le Studio d'Art Scénique inc.
The Scenic Art Studio

Avis est donné que la compagnie « Le Studio d'Art Scénique inc.— The Scenic Art Studio » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 4e jour de juillet 1969.

Le secrétaire-trésorier,
30079-o BARRY NYE.

École Secondaire « Beauchamp » inc.

Prenez avis que « École Secondaire « Beauchamp » inc. », une corporation incorporée en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social à Hull, présentera une requête au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte suivant les disposition de la Loi des compagnies.

Signé à Hull, ce 2 juillet 1969.

Le secrétaire,
30080-o MICHEL SÉGUIN.

L'Association des Marchands Détaillants d'Alma inc.

Notice is hereby given by "L'Association des Marchands Détaillants d'Alma inc.", a company incorporated under the Companies Act, having its head office in the city of Alma, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter, in conformity with the provisions of the Companies Act.

ME JEAN-CLAUDE DEMERS, notary,
30060 *Attorney for the Company.*

Le Studio d'Art Scénique inc.
The Scenic Art Studio

Notice is hereby given that "Le Studio d'Art Scénique inc.— The Scenic Art Studio", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 4th day of July 1969.

BARRY NYE,
30079-o *Secretary-Treasurer.*

École Secondaire "Beauchamp" inc.

Notice is hereby given that "École Secondaire "Beauchamp" Inc.", a corporation incorporated under the Québec Companies Act and having its head office in the city of Hull, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Hull, this 2nd day of July, 1969.

MICHEL SÉGUIN,
30080-o *Secretary.*

Sièges sociaux

Anwal Limited

Avis est donné que « Anwal Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 17 mai 1960, a transporté son siège social de 156, rue Ann dans la ville de Montréal à 1420, rue Sherbrooke Ouest dans la ville de Montréal.

Montréal, le 1er mars 1969.

Le secrétaire,
GEOFFREY B. TAYLOR.
30009-o 12183-60

J.-Roland Champoux inc.

Avis est donné que la compagnie « J.-Roland Champoux inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 mai 1968, et ayant son siège social à St-Léonard, cité et district de Montréal, a établi son bureau au numéro 7970 de la rue Viau.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 10e jour d'avril 1969.

Le président,
J.-ROLAND CHAMPOUX.
30010-o 2420-68

Head Offices

Anwal Limited

Notice is hereby given that "Anwal Limited", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Companies Act, on the 17th day of May, 1960, has moved its head office from 156 Ann Street in the city of Montreal to 1420 Sherbrooke Street West in the city of Montreal.

Montreal, March 1, 1969.

GEOFFREY B. TAYLOR,
Secretary.
30009-o 12183-60

J.-Roland Champoux inc.

Notice is hereby given that "J.-Roland Champoux inc.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated May 31, 1968, has established its head office at 7970 Viau Street, St-Léonard, district of Montreal.

From and after the date of the present notice the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 10th day of April, 1969.

J.-ROLAND CHAMPOUX,
President.
30010-o 2420-68

Marsolais Enterprises Inc.
Les Entreprises Marsolais inc.

Avis est donné que la compagnie « Marsolais Enterprises Inc. — Les Entreprises Marsolais inc. », incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes datées le vingt-huitième jour de novembre 1968, et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, dans la province de Québec, a établi son bureau au 0400 de la rue Atwater, Montréal 203.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 5e jour de juin 1969.

La présidente,
P. MARSOLAIS.

30011-o 5585-68

Marsolais Enterprises Inc.
Les Entreprises Marsolais inc.

Notice is hereby given that "Marsolais Enterprises Inc. — Les Entreprises Marsolais inc.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated the 28th day of November, 1968, and having its head office in the city of Montreal, in the Province of Québec, has established its office at 0400 Atwater Street, Montreal 203.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 5th day of June, 1969.

P. MARSOLAIS,
President.

30011-o 5585-68

Les Entreprises Neuve-France inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Neuve-France inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 juin 1968 et ayant son siège social dans St-Jean a établi son bureau au numéro 151, de la rue Champlain.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 11e jour d'avril 1969.

Le président,
PIERRE B. MEUNIER.

30012-o 2761-68

Les Entreprises Neuve-France inc.

Notice is hereby given that "Les Entreprises Neuve-France inc.", incorporated by letters patent dated June 21, 1968, and having its head office in St. John's has established its office at 151 Champlain Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 11th day of April, 1969.

PIERRE B. MEUNIER,
President.

30012 2761-68

Les Explorations de Cuivre Lemieux ltée
(Libre de responsabilité personnelle)
Lemieux Copper Explorations Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est par les présentes donné que « Les Explorations de Cuivre Lemieux ltée (Libre de responsabilité personnelle) — Lemieux Copper Explorations Ltd. (No Personal Liability) », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes datées du 23e jour de juillet 1963, a établi son siège social et sa principale place d'affaires à bureau 914, 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, Québec.

Daté à Toronto, ce 15e jour de mai 1969.

(Sceau) *Le secrétaire,*
O. E. SMITH.

30013 2706-63

Les Explorations de Cuivre Lemieux ltée
(Libre de responsabilité personnelle)
Lemieux Copper Explorations Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Les Explorations de Cuivre Lemieux ltée (Libre de responsabilité personnelle) — Lemieux Copper Explorations Ltd. (No Personal Liability)", incorporated under the Québec Mining Companies Act, by letters patent dated the 23rd day of July 1963, has established its head office and principal place of business at Suite 914, 1155 Dorchester Blvd. West, Montreal, Québec.

Dated at Toronto, this 15th day of May, 1969.

(Seal) O. E. SMITH,
Secretary.

30013-o 2706-63

Mayward Industries Limited

Avis est par les présentes donné que « Mayward Industries Limited », une corporation constituée par lettres patentes de la province de Québec, le 21e jour de février 1930, sous le nom de « Montreal Parquetry Floors Limited » et dont le nom fut changé par lettres patentes supplémentaires datées du 25e jour d'avril 1969, et ayant son siège social à 2203 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal 106, où son bureau était situé jusqu'au 30e jour d'avril 1969, l'a transporté à 226, avenue Redfern, Westmount, Montréal 215, Québec.

À compter dudit 30e jour d'avril 1969, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 5e jour de juin 1969.

Le président,
A. MAY JACKSON.

30015 360-30

Mayward Industries Limited

Notice is hereby given that "Mayward Industries Limited", incorporated by letters patent of the province of Québec on the 21st day of February, 1930, under the name of "Montreal Parquetry Floors Limited" and whose name was changed by supplementary letters patent dated the 25th day of April, 1969, and having its head office at 2203 St. James Street West, Montreal 106, where its office was situated up to the 30th day of April, 1969, has moved it to 226 Redfern Avenue, Westmount, Montreal 215, Québec.

From and after the said 30th day of April, 1969, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 5th day of June, 1969.

A. MAY JACKSON,
President.

30015-o 360-30

M.B. Automobiles ltée

Avis est donné que la compagnie « M.B. Automobiles ltée », constituée en corporation sous la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 28e jour d'avril 1969, a établi son bureau au numéro 2, de l'Avenue Maisonneuve, ville de Baie-Comeau, comté de Saguenay.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie étant son siège social.

Donné à Baie-Comeau, ce 2e jour de mai 1969.

Le président,
MAURICE BROCHU.

30014-o 1595-69

Pescatore Seafood Restaurant Ltd.

Avis est donné que « Pescatore Seafood Restaurant Ltd. », a été constiuée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 21 mai 1969, et que son siège social est situé au 1422 rue Stanley, dans la ville de Montréal.

Montréal, le 26 mai 1969.

Le secrétaire,
JEAN FORTIER.

30016-o 2331-69

Pratte & Laforme inc.

Avis est donné que la compagnie « Pratte & Laforme inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 30 avril 1969 et ayant son siège social en la cité et district de St-Maurice, a établi son bureau au 1450, 14e avenue à Grand'Mère, district de St-Maurice, dans la province de Québec.

Signé à Grand'Mère, ce 23e jour de mai 1969.

La secrétaire,
MME MARGUERITE B. LAFORME.

30017-o 1255-69

Rapid Press Limited
Presse Rapide limitée

Avis est par les présentes donné que « Rapid Press Limited — Presse Rapide limitée », une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 11 juillet 1945, a transporté son siège social de 1180, rue St-Antoine, en la ville de Montréal à 9845, rue St-Urbain, en la ville de Montréal, Québec.

Montréal, 26 mai 1969.

(Sceau) *Le secrétaire-trésorier,*
DAVID GOODMAN.

30018 4305-45

St-Félicien Jobbing inc.

Avis est donné que la compagnie « St-Félicien Jobbing inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 28e jour de mars 1969, et ayant son bureau principal en la ville de St-Félicien, district et comté de Roberval, P.Q., a établi son bureau au numéro 147, du Blvd Sacré-Coeur, en ladite ville.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Félicien, ce 5e jour de juin 1969.

Le président,
JACQUES SAVARD.

30019-o 1299-69

M.B. Automobiles ltée

Notice is hereby given that the company "M.B. Automobiles ltée" incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent bearing date the 28th day of April 1969, issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, has established its office at number 2, Maisonneuve, avenue, in the city of Baie-Comeau, county of Saguenay.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Baie-Comeau, this 2nd of May 1969.

MAURICE BROCHU,
President.

30014 1595-69

Pescatore Seafood Restaurant Ltd.

Notice is hereby given that "Pescatore Seafood Restaurant Ltd.", was incorporated pursuant to Part I of the Companies Act, by letters patent dated May 21, 1969, and that its head office is situated at 1422 Stanley Street in the city of Montreal.

Montreal, May 26, 1969.

JEAN FORTIER,
Secretary.

30016-o 2331-69

Pratte & Laforme inc.

Notice is hereby given that "Pratte & Laforme inc.", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Companies Act, on April 30, 1969 and having its head office in the city and district of St-Maurice, has established its office at 1450, 14th Avenue in Grand' Mère, district of St-Maurice, Province of Québec.

Signed at Grand'Mère, this 23rd day of May, 1969.

MRS MARGUERITE B. LAFORME,
Secretary.

30017-o 1255-69

Rapid Press Limited
Presse Rapide limitée

Notice is hereby given that "Rapid Press Limited — Presse Rapide limitée", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated July 11, 1945, has moved its head office from 1180 St. Antoine Street in the city of Montreal to 9845 St. Urbain Street in the city of Montreal, Québec.

Montreal, May 26, 1969.

(Seal) DAVID GOODMAN,
Secretary-Treasurer.

30018-o 4305-45

St-Félicien Jobbing inc.

Notice is hereby given that "St-Félicien Jobbing inc.", incorporated by letters patent dated the 28th day of March, 1969, and having its principal office in the town of St-Félicien, district and county of Roberval, P.Q., has established its office at 147 Sacré-Coeur Boulevard, in the said town.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at St-Félicien, this 5th day of June, 1969.

JACQUES SAVARD,
President.

30019 1299-69

Santos Investment Corp.

Avis est par les présentes donné que « Santos Investment Corp. », une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, a transporté son siège social de 410, rue Congrégation, Montréal, à 4251, boulevard Saint-Laurent, en la ville de Montréal.

Montréal, 26 mai 1969.

Le secrétaire-trésorier,
DYONISSIA VITHOULKA.

30020 2343-65

Eagle Toys Export Corp.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Eagle Toys Export Corp. », constituée en corporation par lettres patentes le 8e jour de mars, 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal, à 4701 rue Rivard, l'a transporté à 4000 rue St-Ambroise, en les cité et district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 20e jour de mai, 1969.

(Sceau) *Le président,*
BEN STEIN.

30043-o 10855-58

Eagle Toys Limited

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Eagle Toys Limited », constituée en corporation par lettres patentes le 18e jour de décembre, 1945, et ayant son siège social en la cité de Montréal, à 4701 rue Rivard, l'a transporté à 4000 rue St-Ambroise, en les cité et district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 20e jour de mai, 1969.

(Sceau) *Le président,*
BEN STEIN.

30044-o 7607-45

Les Entreprises René Caron inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises René Caron inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 25 mars 1966, et ayant son siège social dans la cité de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au 6915 rue St-Denis, l'a transporté au numéro 1255 rue Université, à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 1er jour d'avril 1969.

Le président,
RENÉ CARON.

30045-o 1269-66

Imagination Plus Inc.

Avis est donné que la compagnie « Imagination Plus Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 5 mai 1969, et ayant son siège social en la ville de Montréal, a établi son bureau à 1040, édifice Canada Cement, Square Phillips, Montréal 111, Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 16e jour de juin 1969.

Le secrétaire,
BRUCE CLEVEN.

30046-o 1994-69

Santos Investment Corp.

Notice is hereby given that "Santos Investment Corp.", incorporated under Part I of the Companies Act has moved its head office from 410 Congregation Street Montreal, to 4251 St. Lawrence Blvd., in the city of Montreal.

Montreal, May 26, 1969.

DYONISSIA VITHOULKA,
Secretary-Treasurer.

30020-o 2343-65

Eagle Toys Export Corp.

Notice is hereby given that "Eagle Toys Export Corp.", incorporated by letters patent on the 8th day of March 1958, and having its head office in the city of Montreal, at 4701 Rivard Street, has moved it to 4000 St. Ambroise Street, in the city and district of Montreal.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 20th day of May, 1969.

(Seal) BEN STEIN,
President.

30043 10855-58

Eagle Toys Limited

Notice is hereby given that "Eagle Toys Limited", incorporated by letters patent on the 18th day of December, 1945, and having its head office in the city of Montreal, at 4701 Rivard Street, has moved it to 4000 St. Ambroise Street, in the city and district of Montreal.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 20th day of May, 1969.

(Seal) BEN STEIN,
President.

30044 7607-45

Les Entreprises René Caron inc.

Notice is hereby given that the "Les Entreprises René Caron inc.", company incorporated by letters patent, on the March 25, 1966, and having its head office in city of Montreal, where its office was situated up to to-day, at 6915 St. Denis Street, has moved it to number 1255 University Street, in Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 1st day of April, 1969.

RENÉ CARON,
President.

30045 1269-66

Imagination Plus Inc.

Notice is hereby given that "Imagination Plus Inc.", incorporated by letters patent dated May 5, 1969 issued pursuant to the provisions of Part I of the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at Suite 1040 Canada Cement Building, Phillips Square, Montreal 111, Québec.

From and afterthe date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 16th day of June 1969.

BRUCE CLEVEN,
Secretary.

30064-o 1994-69

Trans-Canada Wire & Metal Products Ltd.

Avis est donné que « Trans-Canada Wire & Metal Products Ltd. », a transporté son siège social d'Anjou à Place du Canada, bureau 795, Montréal.

Le secrétaire,
DONALD KUJAN.

30021 1021-67

Lesage, Proteau (Montréal) ltée
Lesage, Proteau (Montreal) Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Lesage, Proteau (Montréal) ltée — Lesage, Proteau (Montreal) Ltd. » a changé son siège social du numéro 65, rue Ste-Anne, Québec, au numéro 1135, chemin St-Louis, Sillery.

Le secrétaire-adjoint,
ROGER LÉTOURNEAU.

30065-o 10945-62

A-M-D Automation Mold & Die Ltd.

Avis est par les présentes donné que « A-M-D Automation Mold & Die Ltd. », incorporée par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies le 5 mai 1969 a établi son bureau chef à 2467 rue Jetté, Montréal, P.Q.

À la suite et à partir de la date du présent avis ledit bureau sera considéré comme le bureau chef de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 4e jour de juin 1969.

(Sceau) *Le président,*
JULIUS BIXO.

30066-o 1922-69

Barca Food Services Ltd.
Les Services d'Alimentation Barca ltée

Avis est par les présentes donné que « Barca Food Services Ltd.— Les Services d'Alimentation Barca ltée », une corporation constituée par lettres patentes en date du 12e jour de décembre 1968, et ayant son siège social en la ville de Montréal, a établi son bureau à bureau 904, 1010 ouest, rue Ste-Catherine.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, 2e jour de juin 1969.

(Sceau) *Le président,*
DAVID E. GOLDSTONE.

30067 5975-68

Maurice Bourbonnais ltée

Avis est donné que la compagnie « Maurice Bourbonnais ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 août 1967 et ayant son siège social dans Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 210 est, de la rue Guizot, l'a transporté au numéro 5710 est, de la rue Jarry.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 2e jour de juin 1969.

(Sceau) *Le secrétaire,*
ANDRÉ PERREAULT.

30068-o 3693-67

Oak-Mount Limited

Avis est donné que la compagnie « Oak-Mount Limited » a changé son siège social du numéro 940, Bord-du-Lac, Dorval, au numéro 3, Square Westmount, app. 516, Westmount.

Le secrétaire,
P. F. DAKIN.

30090-o 6011-64

Trans-Canada Wire & Metal Products Ltd.

Notice is given that "Trans-Canada Wire & Metal Products Ltd.", has transferred its head from Anjou to Place du Canada, suite 795, Montreal.

DONALD KUJAN,
Secretary.

30021-o 1021-67

Lesage, Proteau (Montréal) ltée
Lesage, Proteau (Montreal) Ltd.

Notice is given that "Lesage, Proteau (Montréal) ltée — Lesage, Proteau (Montreal) Ltd." has transferred its head office from 65 Ste. Anne Street, Québec to 1135 St. Louis Road, Sillery.

ROGER LÉTOURNEAU,
Assistant-Secretary.

30065-o 10945-62

A-M-D Automation Mold & Die Ltd.

Notice is hereby given that "A-M-D Automation Mold & Die Ltd.", incorporated by letters patent under Part I of the Companies Act on May 5, 1969, has established its head office at 2467 Jetté Street, Montreal, P.Q.

Following and starting from the date of the present notice the said office will be considered as the head office of the company.

Dated at Montreal, this 4th day of June, 1969.

(Seal) JULIUS BIXO,
President.

30066 1922-69

Varca Food Services Ltd.
Les Services d'Alimentation Barca ltée

Notice is hereby given that "Barca Food Services Ltd.— Les Services d'Alimentation Barca ltée", incorporated by letters patent, on the 12th day of December, 1968, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at Suite 904, 1010 St. Catherine Street West.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 2nd day of June 1969.

(Seal) DAVID E. GOLDSTONE,
President.

30067-o 5975-68

Maurice Bourbonnais ltée

Notice is hereby given that "Maurice Bourbonnais ltée", incorporated by letters patent dated August 30, 1967, and having its head office in Montreal, where it had its office situated until today at 210 Guizot Street East, has changed it to 5710 Jarry Street East.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 2nd day of June, 1969.

(Seal) ANDRÉ PERREAULT,
Secretary.

30068 3693-67

Oak-Mount Limited

Notice is given that "Oak-Mount Limited" has transferred its head office from 940 Lakeshore Drive, Dorval to 3 Westmount Square, Apt. 516, Westmount.

P. F. DAKIN,
Secretary.

30090-o 6011-64

La Boutique du Cuir inc.

Avis est par les présentes donné que « La Boutique du Cuir inc. », une compagnie formée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes émises le 24 janvier 1969, a son principal bureau d'affaires à 509 rue Notre-Dame, Joliette, dans le comté de Joliette, province de Québec.

Daté à Joliette, ce 20 mai 1969.

(Sceau) *La secrétaire,*
REJANE C. DUFOUR.

30069-o 303-69

La Boutique du Cuir inc.

Notice is hereby given that "La Boutique du Cuir inc.", a company formed under Part I of the Companies Act, by letters patent issued on January 24, 1969, has its principal business place at 509 Notre-Dame Street, Joliette, in the county of Joliette, Province of Québec.

Dated at Joliette, May 20, 1969.

(Seal) MRS. REJANE C. DUFOUR,
Secretary.

30069 303-69

Canadian Guild of Crafts, Québec
Guilde Canadienne des Métiers d'Art, Québec

Avis est par les présentes donné que « Canadian Guild of Crafts, Québec — Guilde Canadienne des Métiers d'Art, Québec », constituée en corporation au moyen de lettres patentes données en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le 31 mars 1969 et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, a établi son bureau à 2025 rue Peel, Montréal.

Montréal, le 28 mai, 1969.

Le président,
WILSON MELLEN.

30070-o 780-69

Canadian Guild of Crafts, Québec
Guilde Canadienne des Métiers d'Art, Québec

Notice is hereby given that "Canadian Guild of Crafts, Québec — Guilde Canadienne des Métiers d'Art, Québec", incorporated by letters patent under Part III of the Companies Act dated March 31, 1969, and having its head office in the city of Montreal, has established its offices at 2025 Peel Street, Montreal.

Montreal, May 28, 1969.

WILSON MELLEN,
President.

30070 780-69

Corporation d'Épargne et de Placement Nationale
National Savings and Investment Corporation

Règlement No 21

Avis est donné que « Corporation d'Épargne et de Placement Nationale — National Savings and Investment Corporation », a changé son siège social de Suite 616, Tour de la Bourse, Place Victoria, Montréal 115, P.Q., à Suite 1265, Place du Canada, Montréal 101, P.Q.

Copie certifiée conforme, Montréal ce 28e jour de mai 1969.

(Sceau) *La secrétaire,*
THÉRÈSE ROSSIGNOL.

30071-o 3697-48

Corporation d'Épargne et de Placement Nationale
National Savings and Investment Corporation

By-law No. 21

Notice is hereby given that "Corporation d'Épargne et de Placement Nationale — National Savings and Investment Corporation", has changed its head office from Suite 616 Stock Exchange Tower, Victoria Square, Montreal 115, P.Q., to Suite 1265 Place du Canada, Montreal 101, P.Q.

Certified true copy, Montreal, this 28th day of May, 1969.

(Seal) THÉRÈSE ROSSIGNOL,
Secretary.

30071 3697-48

Jean Dorais inc.

Avis est donné que la compagnie « Jean Dorais inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 mars 1969 et ayant son siège social dans St-Sauveur des Monts a établi son bureau au numéro 241 de la rue Principale.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à St-Sauveur des Monts, ce 17e jour de juin 1969.

JEAN P. DORAIS.

30072-o 1131-69

Jean Dorais inc.

Notice is hereby given that "Jean Dorais inc.", incorporated by letters patent dated March 17, 1969, and having its head office in St-Sauveur des Monts has established its office at 241 Principale Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at St-Sauveur des Monts, this 17th day of June, 1969.

JEAN P. DORAIS.

30072 1131-69

Jean-Pierre Coiffure inc.

Avis est par les présentes donné que « Jean-Pierre Coiffure inc. », une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 15 décembre 1964, a transporté son siège social de 1255, rue University, en la ville de Montréal, à 2065, rue Bishop, en la ville de Montréal.

Montréal, 2 juin 1969.

Le secrétaire,
CLARICE ITEN.

30074 5541-64

Jean-Pierre Coiffure inc.

Notice is hereby given that "Jean-Pierre Coiffure inc.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated December 15, 1964, has moved its head office from 1255 University Street, in the city of Montreal, to 2065 Bishop Street in the city of Montreal.

Montreal, June 2, 1969.

CLARICE ITEN,
Secretary.

30074-o 5541-64

The Franchise Group Limited

Avis est par les présentes donné que « The Franchise Group Limited », une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 17e jour d'octobre 1968, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, où jusqu'à ce jour son bureau était situé à 643 ouest, rue Craig, l'a transporté à bureau 904, 1010 ouest, rue Ste-Catherine.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 2e jour de juin 1969.

(Sceau) *Le président,*
DAVID E. GOLDSTONE.

30073 4805-68

Les Habitations Caprice inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Habitations Caprice inc. » a changé son siège social du numéro 19, Terrasse Robert, Chambly, au numéro 8323, boulevard Haut-Anjou, Anjou.

Le secrétaire,
ÉMILE VERREAULT.

30075-o 1600-65

Molina Fer Ornemental ltée
Molina Ornemental Iron Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Molina Fer Ornemental ltée — Molina Ornemental Iron Ltd. », a changé son siège social du numéro 7190, 1ère avenue, Montréal, au numéro 8140, rue Lafrenaie, Saint-Léonard.

La secrétaire-trésorière,
Mme THÉRÈSE LARUFFA-MOLINA.

30089-o 13127-62

The Franchise Group Limited

Notice is hereby given that "The Franchise Group Limited", incorporatd by letters patent under Part I, of the Companies Act on the 17th day of October, 1968, and having its head office in the city and district of Montreal, where its office was situated up to to-day at 643 Craig Street West, has moved it to Suite 904, 1010 St. Catherine Street West.

From and after the date of this notice, said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 2nd day of June, 1969.

(Seal) DAVID E. GOLDSTONE,
President.

30073-o 4805-68

Les Habitations Caprice inc.

Notice is given that "Les Habitations Caprice inc." has changed its head office from number 19, Terrasse Robert, Chambly, to number 8323 Haut-Anjou Boulevard, Anjou.

ÉMILE VERREAULT,
Secretary.

30075 1600-65

Molina Fer Ornemental ltée
Molina Ornemental Iron Ltd.

Notice is hereby given that "Molina Fer Ornemental ltée — Molina Ornemental Iron Ltd.", has changed its head office from 7190, 1st Avenue, Montreal, to 8140 Lafrenaie Street, Saint-Léonard.

Mrs. THÉRÈSE LARUFFA-MOLINA,
Secretary-Treasurer.

30089 13127-62

Changement de nom — Loi du

Joseph Marie-Louis Charles Maurice Gingras

Avis est par les présentes donné que Joseph Marie-Louis Charles Maurice Gingras, domicilié à St-Jovite, district de Terrebonne, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour l'adoption d'un décret changeant ses prénoms de Joseph Marie-Louis Charles Maurice en ceux de Joseph Jean-Marie Louis Charles Maurice.

St-Jovite, le 23 juin 1969.

Le procureur du requérant,
29911-27-2-o RÉJEAN LA SALLE.

Max Zavelansky

Avis est donné par la présente que Max Zavelansky domicilié à 5480 rue Snowdon des ville et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour changer son nom en celui de Max Davis.

BEAUREGARD, BRISSET
29912-27-2-o & REYCRAFT.

Navilio, Constantin Harisay

Avis est donné que Navilio, Constantin Harisay résidant et domicilié au 10 avenue Rosemount, Appt. 507, en la cité de Westmount, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Ronald, Szilard, Navilio, Constantin Harisay.

Montréal, le 4 juillet 1969.

McCARTHY, MONET,
30078-28-2-o JOHNSTON & HEENAN.

Change of name — Act

Joseph Marie-Louis Charles Maurice Gingras

Notice is hereby given that Joseph Marie-Louis Charles Maurice Gingras domiciled at St-Jovite, district of Terrebonne, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec, for the adoption of an order changing his first names Joseph Marie-Louis Charles Maurice to Joseph Jean-Marie Louis Charles Maurice.

St-Jovite, June 23, 1969.

RÉJEAN LA SALLE,
29911-27-2-o *Attorney for the applicant.*

Max Zavelansky

Notice is hereby given that Max Zavelansky, residing at 5480 Snowdon Street, of the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to change his name to that of Max Davis.

BEAUREGARD, BRISSET
29912-27-2-o & REYCRAFT.

Navilio, Constantin Harisay

Notice is hereby given that Navilio, Constantin Harisay residing and domiciled at 10 Rosemount Avenue, Apt. 507, in the city of Westmount, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for the adoption of an Order changing his name to that of Ronald, Szilard, Navilio Constantin Harisay.

Montreal, July 4, 1969.

McCARTHY, MONET,
30078-28-2-o JOHNSTON & HEENAN.

Melvin Shtull

Avis est par les présentes donné que Melvin Shtull, étudiant, résidant au 3300, avenue Ridgewood, appartement 21, dans les cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Melvin Shore. Ledit changement de nom s'appliquera également à son épouse, née Bonnie Marion Brotman, de la même adresse.

Montréal, le 4 juillet 1969.

Les procureurs du requérant,
RAPPAPORT, WHELAN,
BESSNER & COHEN.

30104-28-2

Melvin Shtull

Notice is hereby given that Melvin Shtull, student, residing at 3300 Ridgewood Avenue, Apartment 21, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the province of Québec for the adoption of an order changing his name to that of Melvin Shore. His wife, née Bonnie Marion Brotman, of the same address, will benefit from the said change of name.

Montreal, July 4, 1969.

RAPPAPORT, WHELAN,
BESSNER & COHEN,
Attorneys for Applicant.

30104-28-2-o

Compagnies autorisées à faire des affaires

Gulf American Corporation of Arizona

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Gulf American Corporation of Arizona », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Kenneth H. Brown, c.r., de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à bureau 720, 800, carré Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
companies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974 41-69 — 1493/11

Union Speditionsgesellschaft m.b.H.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie, « Union Speditionsgesellschaft m.b.H », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Heinz-Peter Saltzmann, Eastern Airlines Hangar, aéroport de Dorval, Dorval.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à Eastern Airlines Hangar, Dorval Airport, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
companies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29974 48-69

Connors Drilling Ltd.

Avis est par les présentes donné que, le 18e jour de juin 1969, un nouveau permis a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec à « T. Connors Diamond Drilling Company Limited », l'autorisant à exercer son commerce en ladite province sous son nouveau nom de « Connors Drilling Ltd. », conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères, Statuts Revisés, 1964, chapitre 282.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29975 164-56 — 1429/108

Companies Licensed to do Business

Gulf American Corporation of Arizona

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Gulf American Corporation of Arizona", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Kenneth H. Brown, Q.C., of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at suite 720, 800 Victoria Square, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29974-o 41-69 — 1493/11

Union Speditionsgesellschaft m.b.H.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Union Speditionsgesellschaft m.b.H", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Heinz-Peter Saltzmann, Eastern Airlines Hangar, Dorval Airport, Dorval.

The principal office of the company in the Province is at Eastern Airlines Hangar, Dorval Airport, Dorval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29974-o 48-69

Connors Drilling Ltd.

Notice is hereby given that, on 18th day of June, 1969, a new license was granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec to "T. Connors Diamond Drilling Company Limited", authorizing it to carry on business in the said Province under its new name of "Connors Drilling Ltd.", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes, 1964, chapter 282.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29975-o 164-56 — 1489/108

Avis divers

Conseil l'Assomption No 3096 des Chevaliers de Colomb de l'Assomption

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 25 juin 1969, approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil l'Assomption No 3096 des Chevaliers de Colomb de l'Assomption », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

30025-o 1620-53

Conseil Crabtree Mills No 4729 des Chevaliers de Colomb de Crabtree Mills inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 25 juin 1969, approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil Crabtree Mills No 4729 des Chevaliers de Colomb de Crabtree Mills inc. », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

30026-o 15-68

Miscellaneous Notices

Council of l'Assomption No. 3096 of the Knights of Columbus of l'Assomption

Notice is given that the Provincial Secretary has, on June 25, 1969, approved the general by-laws of "Council of l'Assomption No. 3096 of the Knights of Columbus of l'Assomption", and such, pursuant to section 9 of an Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Québec and section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

30025 1620-53

Council of Crabtree Mills No. 4729 of the Knights of Columbus of Crabtree Mills Inc.

Notice is given that the Provincial Secretary has, on June 25, 1969, approved the general by-laws of "Council of Crabtree Mills No. 4729 of the Knights of Columbus of Crabtree Mills Inc.", and such pursuant to section 9 of an Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Québec and section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

30026 15-68

Ministère de l'Éducation

Dugal

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Dugal, dans le comté de Bonaventure, à la municipalité scolaire de Tracadièche, dans le comté de Bonaventure.

Québec, le 30 juin 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

29968-27-2-o 004-02

Department of Education

Dugal

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Dugal, in the county of Bonaventure, to the school municipality of Tracadièche, in the county of Bonaventure.

Québec, June 30, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

29968-27-2 004-02

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-6.1 région s'étendant de Pointe aux Outardes ouest — Grosse Pointe

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru et la mise en conserve.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Québec, le 3 juillet 1969.

Le ministre de l'Industrie et Commerce,
F. E. MATHIEU.

30093-o

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice of Clam Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shell fish areas situated along the shores and waters:

N-6.1 region extending from Pointe aux Outardes West — Grosse Pointe are toxic to a degree unsafe for use as a raw food and for canning purposes.

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulation, the Minister is hereby pleased to close the said areas to fishing, and to forbid whomsoever to fish, to take or to have in his possessions clam from the said areas.

Québec, July 3, 1969.

F. E. MATHIEU,
Minister of Industry and Commerce.

30093

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'Épargne et d'Entraide Économique de Laval

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit: « Caisse d'Épargne et d'Entraide Économique de Laval ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres, sera: « Les districts électoraux de Fabre et Laval ».

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé en la ville de Laval, Québec, dans les districts électoraux de Fabre et de Laval.

Québec, le 25 juin 1969.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

30036-o JEAN DE GRANDPRÉ.

Savings and Credit Unions

Caisse d'Épargne et d'Entraide Économique de Laval

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the savings and credit union: "Caisse d'Épargne et d'Entraide Économique de Laval".

The territory from which the union will recruit its members, will be: "The electoral districts of Fabre and Laval".

The head office of this savings and credit union is situated in the town of Laval, Québec, in the electoral districts of Fabre and Laval.

Québec, June 25, 1969.

JEAN DE GRANDPRÉ,
Associate Deputy Minister of Financial
30036 *Institutions, Companies and Cooperatives.*

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Plan conjoint des producteurs de tomates du Québec

Prenez avis qu'en vertu de sa décision No 760 du 18 juin 1969, toute personne qui désire acheter des tomates pour fins de mise en conserves de producteurs visés par le plan conjoint des producteurs de tomates du Québec, doit obtenir de la Régie, avant le 1er août prochain, une licence à cette fin.

Par la suite, les requérants devront faire parvenir leur demande avant le 31 mars de chaque année.

Montréal, ce 2 juillet 1969.

Le secrétaire intérimaire,

30047-o ROCH MORIN.

Québec Agricultural Marketing Board

The Québec Tomato Growers' Joint Plan

Take notice that, pursuant to its decision No. 760 of June 18, 1969, any person wishing to buy tomatoes for canning purposes from growers referred to in the Québec Tomato Growers' Joint Plan should get a licence from the Board before August 1st next, for the said purpose.

After the said date, applicants must file their application before March 31st of each year.

Montreal, July 2, 1969.

ROCH MORIN,
30047 *Acting Secretary.*

Soumissions

Paroisse de Sainte-Julie
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Philippe Huard, secrétaire-trésorier, Bureau de la corporation, 649, rue St-Joseph, Sainte-Julie, comté de Verchères, P.Q., jusqu'à 8 heures 30 du soir, mercredi, le 30 juillet 1969, pour l'achat de $344,000 d'obligations de la paroisse de Sainte-Julie, comté de Verchères, datées du 1er août 1969 et remboursables par séries du 1er août 1970 au 1er août 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements nos: 196 — $31,000 — aqueduc; 199 — $38,000 — aqueduc, égouts et voirie; 202 — $12,700 — égouts, voirie, etc.; 203 — $53,800 — égouts, voirie, etc.; 204 — $14,500 — aqueduc; 205 — $68,500 — aqueduc, égouts,

Tenders

Parish of Sainte-Julie
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Philippe Huard, Secretary-Treasurer, Office of the Corporation, 649 Saint-Joseph Street, Sainte-Julie, County of Verchères, P.Q. until 8:30 o'clock in the evening, Wednesday, July 30, 1969, for the purchase of an issue of $344,000 of bonds of the Parish of Sainte-Julie, County of Verchères, dated August 1, 1969 and redeemable serially from August 1, 1970 to August 1, 1989 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as can be seen on the tables of redemption of this issue.

By-law numbers 196 — $31,000 — aqueduct; 199 — $38,000 — aqueduct, sewers and roads; 202 — $12,700 — sewers, roads, etc.; 203 — $53,800 — sewers, roads, etc.; 204 — $14,500 — aqueduct; 205 — $68,500 — aqueduct, sewers,

voirie; 206 — $77,000 — aqueduc, égouts et voirie; 207 — $48,500 — aqueduc, égouts et voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1969.

Tableau d'amortissement — $344,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1970	$ 9,000
1er août 1971	9,000
1er août 1972	9,000
1er août 1973	9,000
1er août 1974	10,000
1er août 1975	10,000
1er août 1976	13,000
1er août 1977	13,000
1er août 1978	13,000
1er août 1979	14,000
1er août 1980	14,000
1er août 1981	17,000
1er août 1982	18,000
1er août 1983	18,000
1er août 1984	19,000
1er août 1985	20,000
1er août 1986	21,000
1er août 1987	22,000
1er août 1988	23,000
1er août 1989	63,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $4,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour une seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er août 1989 au montant de $63,000 comprend un solde de $39,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er août 1990	$3,000
1er août 1991	4,000
1er août 1992	4,000
1er août 1993	4,000
1er août 1994	4,000
1er août 1995	4,000
1er août 1996	4,000
1er août 1997	4,000
1er août 1998	4,000
1er août 1999	4,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Boucherville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

roads; 206 — $77,000 — aqueduct, sewers and roads; 207 — $48,500 — aqueduct, sewers and roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1969.

Table of redemption — $344,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1970	$ 9,000
August 1, 1971	9,000
August 1, 1972	9,000
August 1, 1973	9,000
August 1, 1974	10,000
August 1, 1975	10,000
August 1, 1976	13,000
August 1, 1977	13,000
August 1, 1978	13,000
August 1, 1979	14,000
August 1, 1980	14,000
August 1, 1981	17,000
August 1, 1982	18,000
August 1, 1983	18,000
August 1, 1984	19,000
August 1, 1985	20,000
August 1, 1986	21,000
August 1, 1987	22,000
August 1, 1988	23,000
August 1, 1989	63,000

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance being 20-year fixed-term bonds or for 10-year serial bonds with the balance being 10-year short-term bonds for one part, and 20-year fixed-term bonds for the other part, provided however that the latter part be for an amount of not less than $4,000, and if greater than the latter amount, said part should include only one or several entire annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, starting with the last years of maturity of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall include only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The August 1, 1989 maturity, in the amount of $63,000, includes a balance of $39,000, renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
August 1, 1990	$3,000
August 1, 1991	4,000
August 1, 1992	4,000
August 1, 1993	4,000
August 1, 1994	4,000
August 1, 1995	4,000
August 1, 1996	4,000
August 1, 1997	4,000
August 1, 1998	4,000
August 1, 1999	4,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Boucherville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $63,000. Toutfois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $63,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er août de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 30 juillet 1969, à 8 heures 30 du soir, Bureau de la corporation, 649, rue St-Joseph, Sainte-Julie, comté de Verchères, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sainte-Julie (Comté de Verchères), ce 2 juillet 1969.

Le secrétaire-trésorier,
PHILIPPE HUARD.

Bureau de la corporation, 649, rue St-Joseph,
Sainte-Julie (Verchères), P.Q.
Téléphone: 649-1112, code 514. 30077-o

The said bonds shall not be redeemable by anticipation when issued serially, or serially and as 20-year fixed-term bonds, for an amount equal to or less than $63,000. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $63,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on August 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturity of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Wednesday, July 30, 1969, at 8:30 o'clock in the evening, Office of the Corporation, 649 Saint-Joseph Street, Sainte-Julie, County of Verchères, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sainte-Julie (County of Verchères), July 2, 1969.

PHILIPPE HUARD,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation, 649 St-Joseph Street,
Sainte-Julie (Verchères), P.Q.
Telephone: 649-1112, code 514. 30077

Ville de Dolbeau
Comté de Roberval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Ls-Philippe Moreau, greffier, Hôtel de Ville, 300, boulevard Walberg, Dolbeau, comté de Roberval, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 28 juillet 1969, pour l'achat de $88,000 d'obligations de la ville de Dolbeau, comté de Roberval, datées du 1er août 1969 et remboursables par séries du 1er août 1970 au 1er août 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlement No 317 — $88,000 — voirie, électricité, etc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1969.

Tableau d'amortissement — $88,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1970	$2,000
1er août 1971	2,000
1er août 1972	2,500
1er août 1973	2,500
1er août 1974	3,000
1er août 1975	3,000
1er août 1976	3,500
1er août 1977	3,500
1er août 1978	3,500
1er août 1979	4,000
1er août 1980	4,000
1er août 1981	4,500
1er août 1982	5,000
1er août 1983	5,000
1er août 1984	5,500

Town of Dolbeau
County of Roberval

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Ls-Philippe Moreau, clerk, Town Hall, 300 Walberg Boulevard, Dolbeau, county of Roberval, P.Q., until 7:30 o'clock, p.m., Monday, July 28, 1969, for the purchase of an issue of $88,000 of bonds for the town of Dolbeau, county of Roberval, dated August 1, 1969 and redeemable serially from August 1, 1970 to August 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations as shown on the table of redemption in the present notice.

By-law No. 317 — $88,000 — roads, electricity, etc.

For adjudication only, interest will be calculated as from August 1, 1969.

Table of redemption — $88,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1970	$2,000
August 1, 1971	2,000
August 1, 1972	2,500
August 1, 1973	2,500
August 1, 1974	3,000
August 1, 1975	3,000
August 1, 1976	3,500
August 1, 1977	3,500
August 1, 1978	3,500
August 1, 1979	4,000
August 1, 1980	4,000
August 1, 1981	4,500
August 1, 1982	5,000
August 1, 1983	5,000
August 1, 1984	5,500

1er août 1985	$6,000
1er août 1986	6,500
1er août 1987	7,000
1er août 1988	7,500
1er août 1989	7,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $7,500, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Dolbeau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $7,500. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $7,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er août de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 28 juillet 1969, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 300, boulevard Walberg, Dolbeau, comté de Roberval, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Dolbeau (Comté de Roberval), ce 18 juin 1969.

Le greffier,
LS-PHILIPPE MOREAU.

Hôtel de Ville, 300, boulevard Walberg,
Dolbeau, Comté de Roberval, P.Q.
Téléphone: 276-0160, code 418. 30022-o

August 1, 1985	$6,000
August 1, 1986	6,500
August 1, 1987	7,000
August 1, 1988	7,500
August 1, 1989	7,500

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds, with the balance for 20-year fixed-term or 10-year serial bonds, with the balance partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $7,500, and, if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Dolbeau.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to $7,500. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than $7,500, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on August 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, July 28, 1969, at 7:30 o'clock, p.m., at the Town Hall, 300 Walberg Boulevard, Dolbeau, county of Roberval, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Dolbeau (County of Roberval), June 18, 1969.

LS-PHILIPPE MOREAU,
Clerk.

Town Hall, 300 Walberg Boulevard,
Dolbeau, County of Roberval, P.Q.
Telephone: 276-0160, code 418. 30022

Cité de Lauzon
Comté de Lévis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me Maurice Lepage, greffier, Hôtel de ville, 304, rue Saint-Joseph-Est, Lauzon, comté de Lévis, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 29 juillet 1969, pour l'achat de $300,000 d'obligations de la cité de Lauzon, comté de Lévis, datées du 1er août 1969 et remboursables

City of Lauzon
County of Lévis

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Me. Maurice Lepage, City Clerk, City Hall, 304 St. Joseph Street East, Lauzon, county of Lévis, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, July 29, 1969, for the purchase of an issue of $300,000 of bonds for the city of Lauzon, county of Lévis, dated August 1, 1969, and redeemable serially from August 1,

par séries du 1er août 1970 au 1er août 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlement no: 493 — $300,000 — construction de l'aréna.

Pour adjudication, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1969.

Tableau d'amortissement — $300,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1970	$15,000
1er août 1971	15,000
1er août 1972	15,000
1er août 1973	15,000
1er août 1974	15,000
1er août 1975	15,000
1er août 1976	15,000
1er août 1977	15,000
1er août 1978	15,000
1er août 1979	15,000
1er août 1980	15,000
1er août 1981	15,000
1er août 1982	15,000
1er août 1983	15,000
1er août 1984	15,000
1er août 1985	15,000
1er août 1986	15,000
1er août 1987	15,000
1er août 1988	15,000
1er août 1989	15,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $15,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lauzon.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $15,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $15,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er août de chaque année pour le montant annuel requis

1970 to August 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in the present notice.

By-law No.: 493 — $300,000 — construction of an arena.

For adjudication only interest will be calculated as from August 1, 1969.

Table of redemption — $300,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1970	$15,000
August 1, 1971	15,000
August 1, 1972	15,000
August 1, 1973	15,000
August 1, 1974	15,000
August 1, 1975	15,000
August 1, 1976	15,000
August 1, 1977	15,000
August 1, 1978	15,000
August 1, 1979	15,000
August 1, 1980	15,000
August 1, 1981	15,000
August 1, 1982	15,000
August 1, 1983	15,000
August 1, 1984	15,000
August 1, 1985	15,000
August 1, 1986	15,000
August 1, 1987	15,000
August 1, 1988	15,000
August 1, 1989	15,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-years serial bonds with the balance for 20-year fixed-term or 10-year serial with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $15,000, and if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities of the issue appearing in this notice and starting by the last years of maturities. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lauzon.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term bonds for an amount equal to $15,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $15,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on August 1st of each year for the annual amount required

pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 29 juillet 1969, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 304, rue Saint-Joseph Est, Lauzon, comté de Lévis, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lauzon (Comté de Lévis), ce 18 juin 1969.

Le greffier,
Me Maurice Lepage.

Hôtel de ville, 304, rue Saint-Joseph-Est,
Lauzon, comté de Lévis, P.Q.,
Téléphone: 837-5801, code 418. 30023-o

Ville de Shawinigan-Sud
Comté de Saint-Maurice

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumission pour obligations » seront reçues par le soussigné Gilles Pinel, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 900, 6e avenue, Shawinigan-Sud, comté de Saint-Maurice, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mardi, le 29 juillet 1969, pour l'achat de $90,500 d'obligations de la ville de Shawinigan-Sud, comté de Saint-Maurice, datées du 1er juillet 1969 et remboursables par séries du 1er juillet 1970 au 1er juillet 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlement No 133 — $90,500 — renouvellement d'emprunt.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1969.

Tableau d'amortissement — $90,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1970	$ 1,000
1er juillet 1971	1,500
1er juillet 1972	1,500
1er juillet 1973	1,500
1er juillet 1974	1,500
1er juillet 1975	1,500
1er juillet 1976	1,500
1er juillet 1977	2,000
1er juillet 1978	2,000
1er juillet 1979	2,000
1er juillet 1980	2,000
1er juillet 1981	2,000
1er juillet 1982	2,500
1er juillet 1983	2,500
1er juillet 1984	2,500
1er juillet 1985	3,000
1er juillet 1986	3,000
1er juillet 1987	3,000
1er juillet 1988	3,000
1er juillet 1989	51,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance

to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, July 29, 1969, at 8:00 o'clock p.m., City Hall, 304 St. Joseph Street East, Lauzon, county of Lévis, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lauzon (County of Lévis), June 19, 1969.

Me. Maurice Lepage,
City Clerk.

City Hall, 304 St. Joseph Street East,
Lauzon, county of Lévis, P.Q.,
Telephone: 837-5801, code 418. 30023

Town of Shawinigan-South
County of Saint-Maurice

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Gilles Pinel, Secretary-Treasurer, Town Hall, 900, 6th Avenue, Shawinigan-South, county of Saint-Maurice, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Tuesday, July 29, 1969, for the purchase of an issue of $90,500 of bonds for the town of Shawinigan-South, county of Saint-Maurice, dated July 1, 1969, and redeemable serially from July 1, 1970 to July 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

By-law No. 133 — $90,500 — loan renewal.

For adjudication only, interest will be calculated as from August 1, 1969.

Table of redemption — $90,500 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1970	$ 1,000
July 1, 1971	1,500
July 1, 1972	1,500
July 1, 1973	1,500
July 1, 1974	1,500
July 1, 1975	1,500
July 1, 1976	1,500
July 1, 1977	2,000
July 1, 1978	2,000
July 1, 1979	2,000
July 1, 1980	2,000
July 1, 1981	2,500
July 1, 1982	2,500
July 1, 1983	2,500
July 1, 1984	2,500
July 1, 1985	3,000
July 1. 1986	3,000
July 1, 1987	3,000
July 1, 1988	3,000
July 1, 1989	51,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be

10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit par pour un montant inférieur à $6,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juillet 1989 au montant de $51,000 comprend un solde de $47,500 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er juillet 1990	$3,500
1er juillet 1991	4,000
1er juillet 1992	4,000
1er juillet 1993	4,500
1er juillet 1994	4,500
1er juillet 1995	5,000
1er juillet 1996	5,000
1er juillet 1997	5,500
1er juillet 1998	5,500
1er juillet 1999	6,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Shawinigan-Sud.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites ogligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $51,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $51,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 29 juillet 1969, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 900, 6e avenue, Shawinigan-Sud, comté de Saint-Maurice, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Shawinigan-Sud (Comté de Saint-Maurice), ce 26 juin 1969.

Le secrétaire-trésorier,
GILLES PINEL.

Hôtel de Ville, 900, 6e avenue, Shawinigan-Sud,
Comté de Saint-Maurice, P.Q.
Téléphone: 536-5671, code 819. 30024-o

received and considered for 10-year serial bonds with the balance for 20-year fixed-term, or for 10-year serial bonds with the balance partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $6,000, and, if higher than the latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The July 1, 1989 maturity in the amount of $51,000, comprises a balance of $47,500, renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
July 1, 1990	$3,500
July 1, 1991	4,000
July 1, 1992	4,000
July 1, 1993	4,500
July 1, 1994	4,500
July 1, 1995	5,000
July 1, 1996	5,000
July 1, 1997	5,500
July 1, 1998	5,500
July 1, 1999	6,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Shawinigan-South.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to or less than $51,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than $51,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, July 29, 1969, at 8:30 o'clock p.m., in the Town Hall, 900, 6th Avenue, Shawinigan-South, county of Saint-Maurice, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Shawinigan-South (County of Saint-Maurice), June 26, 1969.

GILLES PINEL,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 900, 6th Avenue, Shawinigan-South,
County of Saint-Maurice, P.Q.
Telephone: 536-5671, code 819. 30024

Ville de Brossard
Comté de Napierville-Laprairie

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurent Gervais, greffier Hôtel de ville, 6840, boulevard Matte, Brossard, comté de Napierville-Laprairie, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 28 juillet 1969, pour l'achat de $610,500 d'obligations de la ville de Brossard, comté de Napierville-Laprairie, datées du 1er août 1969 et remboursables par séries du 1er août 1970 au 1er août 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos 155 — $30,000 — égouts et voirie; 230 — $25,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 254 — $30,000 — aqueduc, égouts et voirie; 259 — $35,000 — aqueduc et égouts; 263 — $5,000 — aqueduc, égouts, voirie et éclairage; 299 — $15,000 — aqueduc, égouts, voirie et éclairage; 300 — $1,000 — aqueduc, égouts, voirie et éclairage; 303 — $115,000 — aqueduc, égouts, voirie et éclairage; 304 — $160,000 — aqueduc, égouts, voirie et éclairage; 306 — $36,000 — aqueduc, égouts et voirie; 309 (364) — $8,500 — aqueduc et égouts; 312 — $5,200 — aqueduc et égouts; 314 — $10,800 — éclairage; 324 — $69,000 — aqueduc, égouts, voirie et éclairage; 336 — $23,000 — éclairage; 337 — $17,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage, etc.; 342 — $25,000 — aqueduc, égouts, voirie et éclairage.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1969.

Tableau d'amortissement — $610,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1970	$ 6,500
1er août 1971	7,000
1er août 1972	7,000
1er août 1973	8,000
1er août 1974	9,000
1er août 1975	10,000
1er août 1976	10,000
1er août 1977	11,000
1er août 1978	11,000
1er août 1979	13,000
1er août 1980	13,000
1er août 1981	15,000
1er août 1982	17,000
1er août 1983	18,000
1er août 1984	18,000
1er août 1985	19,000
1er août 1986	21,000
1er août 1987	23,000
1er août 1988	24,000
1er août 1989	350,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que

Town of Brossard
County of Napierville-Laprairie

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Laurent Gervais, Town Clerk, Town Hall, 6840 Matte Blvd., Brossard, county of Napierville-Laprairie, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Monday, July 28, 1969, for the purchase of an issue of $610,500 of bonds for the town of Brossard, county of Napierville-Laprairie, dated August 1, 1969, and redeemable serially from August 1, 1970 to August 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½, nor more than 8½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the entire issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

By-laws Nos. 155 — $30,000 — sewers and roads; 230 — $25,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 254 — $30,000 — aqueduct, sewers and roads; 259 — $35,000 — aqueduct and sewers; 263 — $5,000 — aqueduct, sewers, roads and lighting; 299 — $15,000 — aqueduct, sewers, roads and lighting; 300 — $1,000 — aqueduct, sewers, roads and lighting; 303 — $115,000 — aqueduct, sewers, roads and lighting; 304 — $160,000 — aqueduct, sewers, roads and lighting; 306 — $36,000 — aqueduct, sewers and roads; 309 (364) — $8,500 — aqueduct and sewers; 312 — $5,200 — aqueduct and sewers; 314 — $10,800 — lighting; 324 — $69,000 — aqueduct, sewers, roads and lighting; 336 — $23,000 — lighting; 337 — $17,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting, etc.; 342 — $25,000 — aqueduct, sewers, roads and lighting.

For adjudication only, interest will be calculated as from August 1, 1969.

Table of redemption — $610,500 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1970	$ 6,500
August 1, 1971	7,000
August 1, 1972	7,000
August 1, 1973	8,000
August 1, 1974	9,000
August 1, 1975	10,000
August 1, 1976	10,000
August 1, 1977	11,000
August 1, 1978	11,000
August 1, 1979	13,000
August 1, 1980	13,000
August 1, 1981	15,000
August 1, 1982	17,000
August 1, 1983	18,000
August 1, 1984	18,000
August 1, 1985	19,000
August 1, 1986	21,000
August 1, 1987	23,000
August 1, 1988	24,000
August 1, 1989	350,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance for 20-year fixed-term bonds, or for 10-year serial bonds with the balance partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $43,000,

cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $43,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er août 1989 au montant de $350,000 comprend un solde de $324,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er août 1990	$24,000
1er août 1991	24,000
1er août 1992	27,000
1er août 1993	29,000
1er août 1994	31,000
1er août 1995	33,000
1er août 1996	35,000
1er août 1997	38,000
1er août 1998	40,000
1er août 1999	43,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Brossard.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $350,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $350,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er août de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend par les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 28 juillet 1969, à 8.30 heures du soir, Hôtel de ville, 6840, boulevard Matte, Brossard, comté de Napierville-Laprairie, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Brossard (Comté de Napierville-Laprairie), ce 4 juillet 1969.

Le greffier,
LAURENT GERVAIS.

Hôtel de ville, 6840, boulevard Matte,
Brossard (Napierville-Laprairie), P.Q.
Téléphone: 676-0201, code 514. 30105-o

La commission des écoles catholiques de la cité de Dorval

Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le

and, if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The August 1, 1989 maturity in the amount of $350,000 comprises a balance of $324,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
August 1, 1990	$24,000
August 1, 1991	24,000
August 1, 1992	27,000
August 1, 1993	29,000
August 1, 1994	31,000
August 1, 1995	33,000
August 1, 1996	35,000
August 1, 1997	38,000
August 1, 1998	40,000
August 1, 1999	43,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Brossard.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to or less than $350,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than $350,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on August 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, July 28, 1969, at 8:30 o'clock p.m., in the town Hall, 6840 Matte Blvd., Brossard, county of Napierville-Laprairie, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Brossard (County of Napierville-Laprairie), July 4, 1969.

LAURENT GERVAIS,
Town Clerk.

Town Hall, 6840 Matte Blvd.,
Brossard (Napierville-Laprairie), P.Q.
Telephone: 676-0201, code 514. 30105

The Catholic School Commission of the city of Dorval

County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Pierre Provencher,

soussigné Pierre Provencher, secrétaire-trésorier, bureau de l'administration générale, 1301, rue Dawson, Dorval, comté de Jacques-Cartier, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mardi, le 29 juillet 1969, pour l'achat de $284,500 d'obligations de la commission des écoles catholiques de la cité de Dorval, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er août 1969 et remboursables par séries du 1er août 1970 au 1er août 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Résolutions datées des 3 juillet 1958 — $158,000 renouvellement d'emprunt; 20 janvier 1959 — $126,500 — renouvellement d'emprunt.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1969.

Tableau d'amortissement — $284,500 — 9 ans

Année	*Capital*
1er août 1970	$26,000
1er août 1971	27,000
1er août 1972	28,000
1er août 1973	29,500
1er août 1974	30,500
1er août 1975	32,500
1er août 1976	34,500
1er août 1977	36,000
1er août 1978	40,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Dorval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mardi, le 29 juillet 1969, à 7.30 heures du soir, au bureau de l'administration générale, 1301, rue Dawson, Dorval, comté de Jacques-Cartier, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Dorval (Comté de Jacques-Cartier), ce 3 juillet 1969.

Le secrétaire-trésorier,
PIERRE PROVENCHER.

Bureau de l'administration générale, 1301, rue Dawson, Dorval (Jacques-Cartier), P.Q.
Téléphone: 636-1711, code 514. 30076-o

Secretary-Treasurer, General Administration Office, 1301 Dawson Street, Dorval, county of Jacques-Cartier, P.Q., until 7:30 o'clock, p.m., Tuesday, July 29, 1969, for the purchase of an issue of $284,500 of bonds for the Catholic School Commission of the city of Dorval, county of Jacques-Cartier, dated August 1, 1969 and redeemable serially from August 1, 1970 to August 1, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

Resolutions dated July 3, 1958 — $158,000 — renewal of a loan; January 20, 1959 — $126,500 — renewal of a loan.

For adjudication only, interest will be calculated as from August 1, 1969.

Table of redemption — $284,500 — 9 years

Year	*Capital*
August 1, 1970	$26,000
August 1, 1971	27,000
August 1, 1972	28,000
August 1, 1973	29,500
August 1, 1974	30,500
August 1, 1975	32,500
August 1, 1976	34,500
August 1, 1977	36,000
August 1, 1978	40,500

Please note that tenders are requested for bonds redeemable according to the above table only, and that offers made for short-term bonds will not be taken into consideration. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Dorval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, July 29, 1969, at 7:30 o'clock, p.m., at the General Administration Office, 1301 Dawson Street, Dorval, county of Jacques-Cartier, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Dorval (County of Jacques-Cartier), July 3, 1969.

PIERRE PROVENCHER,
Secretary-Treasurer.

General Administration Office, 1301 Dawson Street, Dorval, (Jacques-Cartier), P.Q.
Telephone: 636-1711, code 514. 30076

Liquidation — Avis de

Canada, province de Québec, district de Montréal, No C.S. 758,884 Pilion Holdings Ltd., *et al*, demanderesses *vs* Stevens, *et al*, défendeur.

Avis est donné que par jugement en date du 26 juin 1969, rendu par l'honorable juge Réjane L. Colas, en vertu des dispositions de l'article 1896*a* du Code civil de la province de Québec, les soussignés ont été nommés liquidateurs conjoints de l'actif du restaurant « Enterprise » connu comme étant « R-55-B » sur l'Ile Notre-Dame et la concession de restaurant dans le pavillon iranien de « Terre des Hommes » appartenant aux demandeurs et/ou le défendeur; ledit actif devant être distribué conformément à la Loi. Toutes les parties en cause y ayant droits, réclamations ou intérêts doivent communiquer avec les soussignés.

Daté à Montréal, ce 4e jour de juillet 1969.

Les liquidateurs conjoints,
HAROLD P. STRUZER, C.A.,
R. V. BARNETT, C.A.

30107

Winding up Notices

Canada, Province of Québec, district of Montreal, Superior Court, No. S.C. 758,884 Pilion Holdings Ltd., *et al* plaintiffs *vs* Stevens *et al* defendant.

Take notice that by Judgment dated June 26, 1969, rendered by the Honourable Justice Rejane L. Colas under the provisions of Article 1896*a* of the Civil Code of the Province of Québec, the undersigned have been appointed Joint-Liquidators to the assets of the Restaurant "Enterprise" known as "R-55-B" on Ile Notre-Dame and the restaurant concession in the Iranian Pavillion of Man and His World belonging to plaintiffs and/or the defendant; same to be dealt with according to law. All parties having rights, claims or interests therein are to communicate with the undersigned.

Dated at Montreal, this 4th day of July 1969.

HAROLD P. STRUZER, C.A.,
R. V. BARNETT, C.A.,
Joint-Liquidators.

30107-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Provinciale, No 4006. GÉRARD GRONDIN, domicilié et résidant à St-Éphrem, comté de Beauce, demandeur, *contre* PAUL POISSON, domicilié et résidant à Stornoway, comté de Frontenac, district de Beauce, défendeur.

Pour être vendus « en bloc » les immeubles ci-après décrits:

« Lot No 20, rang 2, sud-ouest, municipalité de Winslow Sud. Lot No 20, rang 3 sud-ouest, municipalité de Winslow Sud. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Frontenac à Lac Mégantic, comté de Frontenac, le DOUZIÈME jour d'AOÛT 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député shérif,
ADALBERT LESSARD.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce, le 27 juin 1969. 30048-o

BEAUCE

Canada — Province of Québec
District of Beauce

Provincial Court, No. 4006. GÉRARD GRONDIN, domiciled and residing at Saint-Éphrem, county of Beauce, plaintiff, *versus* PAUL POISSON, domiciled and residing at Stornoway, county of Frontenac, district of Beauce, defendant.

To be sold "en bloc" the immovables described hereafter:

"Lot No. 20, Range 2, southwest, municipality of Winslow South. Lot No. 20, Range 3, southwest, municipality of Winslow South."

To be sold at the registry office for the Frontenac division, at Lac Mégantic, county of Frontenac, on the TWELFTH day of AUGUST, 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Joseph de Beauce, June 27, 1969. 30048

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Cour Provinciale, No 939. HYDRO-QUÉBEC, corporation légalement constituée ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 75 ouest, boul. Dorchester dans les ville et district de Montréal, demanderesse, *versus* WILLIAM DUBÉ, Grande Rivière Ouest, des comté et district de Gaspé, défendeur.

« Une certaine propriété située dans la municipalité de Grande Rivière Ouest, de une demi arpent de large par treize arpents de profondeur,

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Gaspé

Provincial Court, No. 939. HYDRO-QUÉBEC, corporation legally incorporated, having its head office and principal place of business at 75 Dorchester Boulevard West, in the city and district of Montreal, plaintiff, *versus* WILLIAM DUBÉ, Grande Rivière West, of the county and district of Gaspé, defendant.

"A certain property situated in the municipality of Grande Rivière West, having one half arpent wide by thirteen arpents deep, being

faisant partie du lot numéro deux cent soixante-dix-huit (278) du cadastre officiel de ladite municipalité, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, bornée vers le nord par Augustin Moreau, vers le sud par le tré-carré des 14 et vers l'est et l'ouest par le donateur Alex Dubé (Fabien), circonstances et dépendances, propriété du défendeur, division d'enregistrement de Gaspé. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Percé, situé au Palais de Justice de Percé, LUNDI, le DIX-HUITIÈME jour d'AOÛT 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
WILLIAM KEIGHAN.

Bureau du Shérif,
Percé, ce 4 juillet 1969. 30096-o

part of lot number two hundred and seventy-eight (278) on the official cadastre of the said municipality, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, bound on the north by Augustin Moreau, on the south by "le tré-carré des 14" and on the east and west by the grantor Alex Dubé (Fabien), circumstances and dependencies, property of the defendant, Gaspé Registration Division."

To be sold at the Percé Registry Office, situated at the Percé Court House, on MONDAY, the EIGHTEENTH day of AUGUST, 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

WILLIAM KEIGHAN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, July 4, 1969. 30096

HAUTERIVE

De Terris
Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Provinciale, No 18,697. AIMÉ RACIEN, marchand, domicilié et résidant à Petite Rivière St-François et faisant affaires aux Escoumins, comté de Saguenay, district de Hauterive, demandeur, *contre* ONIL DESBIENS, domicilié et résidant à Les Escoumins, comté de Saguenay, dit district, défendeur.

« Une partie du lot 34-A, du rang I, pour le canton d'Escoumins, aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse Les Escoumins, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau du régistrateur, de la division d'enregistrement du comté de Saguenay, au palais de justice de Baie Comeau, MARDI le DOUZIÈME jour du mois d'AOÛT 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
MARCEL RODRIGUE.

Bureau du Shérif,
Baie Comeau. 30106-o

HAUTERIVE

De Terris
Canada — Province of Québec
District de Hauterive

Provincial Court, No. 18,697. AIMÉ RACIEN, merchant, domiciled and residing at Petite Rivière St-François, and carrying on business at Les Escoumins, county of Saguenay, district of Hauterive, plaintiff, *against* ONIL DESBIENS, domiciled and residing at Les Escoumins, county of Saguenay, said district, defendant.

"A part of lot 34-A, range I, for the township of Escoumins, on the plan and in the book of reference for the official cadastre of the parish of Les Escoumins, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold in the registrar's office for the registration division of the county of Saguenay, in the Court House at Baie Comeau, TUESDAY, the TWELFTH day of the month of AUGUST, 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

MARCEL RODRIGUE,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Baie Comeau. 30106

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, No 23,625. GISÈLE BROECKAERT, fille majeure usant de ses droits, de St-Henri de Mascouche, district de Joliette, demanderesse, *contre* LÉO BROECKAERT, demeurant dans le bas de Mascouche sud, St-Henri de Mascouche, district de Joliette, défendeur.

« Un emplacement, situé en la paroisse de St-Henri de Mascouche, comté de L'Assomption, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cent sept (ptie 107) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Henri de Mascouche, lequel emplacement est compris dans les limites suivantes: vers le nord-est et le nord-ouest, et le sud-est, par partie ou résidu dudit lot no 107 au cadastre susdit et vers le sud-ouest, par les terres de la paroisse de Lachenaie, et plus particulièrement par partie des lots nos 182-185, 186 et 187 dudit cadastre et par une partie du chemin public mesurant 15.64 ».

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Joliette

Superior Court, No. 23,625. GISÈLE BROECKAERT, spinster of the full age of majority acting in her own right, of Saint-Henri de Mascouche, district of Joliette, plaintiff, *versus* LÉO BROECKAERT, residing in lower Mascouche South, Saint-Henri de Mascouche, district of Joliette, defendant.

"An emplacement situated in the parish of Saint-Henri de Mascouche, county of L'Assomption, known and designated as being a part of lot number one hundred and seven (P. 107) on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Henri de Mascouche, the said emplacement being included within the following boundaries: towards the northeast and the northwest, and the southeast, by part of or the remainder of the said lot No. 107 on the abovenamed cadastre and towards the southwest, by the lands of the parish of Lachenaie, more particularly by part of lot numbers 182-185, 186 and 187 on the said cadastre and by a part of the highway measuring 15.64".

Pour être vendu à la division d'enregistrement de L'Assomption, à L'Assomption, district de Joliette, MERCREDI, TREIZIÈME jour du mois d'AOÛT 1969 à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
CHRISTIAN ROY.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 2 juillet 1969. 30049-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, No 22,038. ROBERT LECLERC, teinturier, domicilié et résidant en les cité et district de Montréal, es-qualité de tuteur à Sophie St-Jean, issue de Pierre St-Jean, demandeur, *contre* DAME GASTON PARENT, née Dorina Casey, restauratrice, domiciliée et résidant à Ste-Julienne, district de Joliette, défenderesse.

« Un emplacement sis dans la paroisse de Sainte-Julienne, comté de Montcalm, composé de:

a) Un morceau de terre situé dans la paroisse de Sainte-Julienne, connu et désigné comme étant une partie du lot trois cent quarante-sept (ptie 347) du cadastre de la paroisse de Sainte-Julienne, mesurant cent dix pieds (110′) de profondeur du sud au nord et cent pieds (100′) de largeur de l'est à l'ouest, mesures anglaises et plus ou moins. Bornée comme suit: au nord et à l'est, par autres parties du même lot, au sud par le lot d'Oscar Laurent et à l'ouest par un chemin privé.

Avec droit de passage dans le chemin privé à l'ouest de l'emplacement vendu, pour communiquer du chemin public à ce morceau de terre, telle que créée, ladite servitude, dans un acte de vente enregistré à Sainte-Julienne sous le numéro 76,386.

b) Un morceau de terre situé dans la paroisse de Sainte-Julienne, désigné comme étant une partie du lot trois cent quarante-sept (ptie 347) du cadastre de la paroisse de Sainte-Julienne, étant de forme carrée, dont les côtés mesurant cent pieds (100′) chacun, mesures anglaises et plus ou moins. Lequel morceau de terre est borné comme suit: en front au sud, par le chemin public, en arrière au nord, par autre partie du même lot appartenant à Joseph Jean ou représentants, à l'est par la propriété de M. Robichaud ou représentants, et à l'ouest par un chemin privé, propriété dudit Joseph Jean.

Avec camp et bâtisse servant à l'exploitation d'un restaurant dessus y érigé.

Tel que le tout se trouve présentement avec tous les droits inhérents audit immeuble, les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y rattachées, sans aucune exception ni réserve. »

Pour être vendu à la division d'enregistrement Montcalm, à Sainte-Julienne, MERCREDI, le TREIZIÈME jour du mois d'AOÛT 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
CHRISTIAN ROY.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 2 juillet 1969. 30050-o

To be sold at the registration division of L'Assomption, at L'Assomption, district of Joliette, WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of the month of AUGUST, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

CHRISTIAN ROY,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, July 2, 1969. 30049

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Joliette

Superior Court, No. 22,038. ROBERT LECLERC, dyer, domiciled and residing in the city and district of Montreal, in his capacity as tutor to Sophie St-Jean, born to Pierre St-Jean, plaintiff, *against* DAME GASTON PARENT, née Dorina Casey, restaurant keeper, domiciled and residing at Sainte-Julienne, district of Joliette, defendant.

"An emplacement situated in the parish of Sainte-Julienne, county of Montcalm, constituted by:

(*a*) A piece of land situated in the parish of Sainte-Julienne, known and designated as being a part of lot three hundred and forty-seven (P. 347) on the cadastre for the parish of Sainte-Julienne, measuring one hundred and ten feet (110′) in depth from the south the north and one hundred feet (100′) in width from the east to the west, English measure and more or less. Bounded as follows: on the north and on the east by other parts of the same lot, on the south by Oscar Laurent's lot and on the west by a private road.

With a right of way on the private road on the west of the emplacement being sold, to go from the highway to the said piece of land, as the said servitude was established in a deed of sale registered at Sainte-Julienne under number 76,386.

(*b*) A piece of land situated in the parish of Sainte-Julienne, designated as being a part of lot three hundred and forty-seven (P. 347) on the cadastre of the parish of Sainte-Julienne, being of square form, the sides of which measure one hundred feet (100′) each, English measure and more or less. The said piece of land is bounded as follows: in front on the south by the highway, at the rear on the north by another part of the same lot belonging to Joseph Jean or representatives, on the east by the property of M. Robichaud or representatives, and on the west by a private road, property of the said Joseph Jean.

With the camp and building being used to operate the restaurant thereon erected.

As the whole now exists with the rights inherent to the said immovable, the servitudes active and passive, apparent or occult attached thereto, without exception nor reserve."

To be sold to the Montcalm registry division, at Sainte-Julienne, WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of the month of AUGUST, 1969, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHRISTIAN ROY,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, July 2, 1969. 30050

MÉGANTIC

Canada — Province de Québec
District of Mégantic

Cour Supérieure, No 1969. LAVAL ROY, domicilié à Thetford-Mines, demandeur, *vs* MAURICE BOILY, domicilié à 1391, rue St-Alphonse, Thetford-Mines, défendeur.

MÉGANTIC

Canada — Province of Québec
District of Mégantic

Superior Court, No. 1969. LAVAL ROY, domiciled at Thetford-Mines, plaintiff, *vs* MAURICE BOILY, domiciled at 1391 St-Alphonse Street, Thetford-Mines, defendant.

« Un emplacement situé sur la rue Boily, en la cité de Thetford-Mines, connu et désigné comme étant le lot numéro quinze de la subdivision du lot numéro vingt-cinq-H (No 25-H-15) au cadastre officiel pour le quatrième rang du canton de Thetford, dans le comté de Mégantic, avec toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, sous la réserve des mines et droits de mines pour appartenir à qui de droit. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Thetford, comté de Mégantic, 135 rue Notre-Dame sud, en la cité de Thetford-Mines, le DIX-HUITIÈME jour du mois d'AOÛT 1969 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,
Bureau du Shérif, JEAN-LOUIS LALLIER.
Thetford-Mines, ce 7 juillet 1969. 30108-o

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Provinciale, No. 5263. { FRANÇOIS ST-PIERRE, médecin spécialisé en gynécologie et en obstétrique,

domicilié à Arthabaska et pratiquant à Victoriaville, demandeur, *vs* AURÉLIEN NADEAU, St-Pierre Baptiste, Comté de Mégantic, défendeur.

« Un emplacement avec bâtisses dessus construites, faisant partie d'un terrain connu au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Sophie, canton d'Halifax, comme étant la partie nord-est des lots numéros sept cent soixante-seize et sept cent soixante-dix-sept (Ptie n.e. Nos 776 et 777) mesurant quatre cents pieds (400′) de largeur, le long du chemin public, au sud-ouest, et en arrière, au nord-est, par deux cent quatre-vingt-cinq pieds (285′) de profondeur dans sa ligne sud-est, et quatre-vingt-dix pieds (90′) de profondeur dans sa ligne nord-ouest, le tout borné en front, au sud-ouest, au chemin public, en arrière, au nord-est, au résidu des mêmes lots présentement vendu, au sud-est, au résidu de la partie nord-est du lot numéro sept cent soixante-seize, présentement vendu, et au nord-ouest, au résidu de la partie nord-est du lot numéro sept cent soixante-dix-sept présentement vendu, la ligne sud-est dudit emplacement réservé étant situé à une distance de trois cent trente-trois pieds (333′) du lot numéro sept cent soixante-quinze, appartenant à Louis Dion. Ledit emplacement devra être clôturé par son propriétaire seul et à ses propres frais.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Mégantic, à Inverness, le SEIZIÈME jour du mois d'AOÛT 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,
Bureau du Shérif, JEAN-LOUIS LALLIER.
Thetford Mines, ce 7 juillet 1969. 30109-o

"An emplacement situated on Boily Street, in the city of Thetford-Mines, known and designated as being lot number fifteen of the subdivision of lot number twenty-five-H (No. 25-H-15) on the official cadastre for the fourth range of the township of Thetford, in the county of Mégantic, with all buildings erected thereon, circumstances and dependencies, under reservation of mine and mining rights to belong to whom it may concern."

To be sold at the registry office of the division of Thetford, county of Mégantic, 135 Notre-Dame Street South, in the city of Thetford-Mines, on the EIGHTEENTH day of the month of AUGUST, 1969, at TEN o'clock in the morning.

JEAN-LOUIS LALLIER,
Sheriff's Office, *Interim Sheriff.*
Thetford-Mines, July 7, 1969. 30108

Canada — Province of Québec
District of Arthabaska

Provincial Court: No: 5263. { FRANÇOIS ST-PIERRE, doctor specialized in Gynaecology and Obstetrics,

domiciled at Arthabaska and practicing in Victoriaville, plaintiff, *vs* AURÉLIEN NADEAU, St-Pierre Baptiste, County of Mégantic, defendant.

"An emplacement with buildings constructed thereon, part of a piece of land known on the official cadastre of the Parish of Ste-Sophie, township of Halifax, as being the north-east part of lot numbers seven hundred and seventy-six and seven hundred and seventy-seven (P. n.e. Nos. 776 and 777) measuring four hundred feet (400′) in width, along the public road, on the southwest, and in the rear, on the northeast by two hundred and eighty-five feet (285′) in depth on its southeast line, and ninety feet (90′) in depth on its northwest line, the whole bounded in front, on the southwest by the public road, in the rear, on the northeast, by the remainder of the same lots presently sold, on the southeast by the remainder of the northeast part of lot number seven hundred and seventy-six, presently sold, and on the northwest, by the remainder of the northeast part of lot number seven hundred and seventy-seven presently sold, the southeast line on the said reserved emplacement situated at a distance of three hundred and thirty-three feet (333′) from lot number seven hundred and seventy-five, belonging to Louis Dion. The said emplacement should be fenced by its proprietor, alone and at his expense.

To be sold at the registry office of the division of Mégantic, at Inverness, on the SIXTEENTH day of the month of AUGUST, 1969, at TEN o'clock in the morning.

JEAN-LOUIS LALLIER,
Sheriff's Office, *Interim Sheriff.*
Thetford-Mines, July 7, 1969. 30109

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Bedford

Montréal, No 219. { GRANBY FINANCE CORPORATION, corporation légalement constituée ayant son siège social en la cité de Granby, district de Bedford, demanderesse, *vs* DENIS PAQUET, domicilié à Garthby, P.Q.

« Un emplacement ayant front sur la rue Fullum, en la cité de Montréal, formé du lot

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Bedford

Montreal, No. 219. { GRANBY FINANCE CORPORATION, a corporation legally constituted, having its head office in the city of Granby, district of Bedford, plaintiff, *vs* DENIS PAQUET, domiciled at Garthby, P.Q., defendant.

"An emplacement fronting on Fullum Street, in the city of Montreal, formed of lot number

numéro treize cent huit (No 1308-2), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie à Montréal, mesurant vingt-neuf pieds et trois pouces de largeur, en front sur la rue Fullum et trente et un pieds de largeur en arrière, sur une profondeur de cent-vingt et un pieds, formant une superficie de trois mille six cent quarante-cinq pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins. »

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, au vieux Palais de Justice à Montréal, Chambre #129, le SEPTIÈME jour d'AOÛT 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, ce 27 juin 1969. 30051-o

Fieri Facias de Terris
Cour Provinciale — District de Montréal

Montréal, No 180 183. { INDUSTRIAL ACCEPTANCE CORPORATION LIMITED, demanderesse, *vs* JOHN C. VALLIAR, defendeur.

« Un emplacement situé dans la ville de Brossard, ayant front sur la rue Valois, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre-vingt-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit (No 8-84) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie, mesurant quarante-cinq pieds (45′) dans sa ligne nord, vingt et un pieds et deux dixièmes de pied (21.2′) dans sa ligne nord-est, quatre-vingt-dix pieds (90′) dans sa ligne est, soixante pieds dans sa ligne sud est cent quatre pieds et sept dixièmes de pied (104.7′) dans sa ligne ouest, le tout mesures anglaises."

Avec maison y érigée portant le numéro 815, rue Valois, à Ville Brossard.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laprairie, 214, rue St-Ignace, à Laprairie, le SEPTIÈME jour d'AOÛT 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, ce 27 juin 1969. 30052-o

thirteen hundred and eight (1308-2), on the official plan and book of reference for Ste-Marie Ward in Montreal, measuring twenty-nine feet and three inches in width, in front on Fullum Street and thirty-one feet in rear, by a depth of one hundred and twenty-one feet, forming an area of three thousand six hundred and forty-five square feet English measure and more or less."

To be sold at the Prothonotary's Office, at the Old Court House in Montreal, Room #129, the SEVENTH day of AUGUST, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, June 27, 1969. 30051

Fieri Facias de Terris
Provincial Court — District of Montreal

Montreal, No. 180 183. { INDUSTRIAL ACCEPTANCE CORPORATION LIMITED, plaintiff, *vs* JOHN C. VALLIAR, defendant.

"An emplacement situated in the town of Brossard, fronting on Valois Street, known and designated as being lot number eighty-four of the official subdivision of original lot number eight (8-84) on the official plan and book of reference for the parish of Laprairie, measuring forty-five feet (45′) on its north line, twenty-one feet and two tenths of a foot (21.2′) on its northeast line, ninety feet (90′) on its east line, sixty feet on its south line and one hundred and four feet and seven tenths of a foot (104.7′) on its west line, the whole English measure."

With a house thereon erected bearing number 815 Valois Street, in the town of Brossard.

To be sold at the Registry Office for the county of Laprairie, 214 St. Ignace Street, in Laprairie, the SEVENTH day of AUGUST, 1969, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, June 27, 1969. 30052

NICOLET

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Nicolet

Cour Supérieure, No. 3385 { AUGUSTE LAMBERT, peintre de Nicolet, district de Nicolet, demandeur *vs* LES HÉRITIERS DE FEU CLAUDE LAMBERT, en son vivant de Sorel, district de Richelieu, défendeurs.

Un terrain situé en la paroisse St-Jean-Baptiste de Nicolet, à l'endroit appelé « Port St-François », connu et désigné comme étant la partie du lot numéro douze (ptie 12) du cadastre officiel de la paroisse St-Jean-Baptiste de Nicolet, comté de Nicolet; mesurant cent vingt-cinq pieds (125′) de largeur sur une profondeur de cent pieds (100′) mesures anglaises et plus ou moins; borné en front vers le sud-ouest par le chemin de front conduisant au quai du Port St-François, vers le sud-est à la partie du lot 12 appartenant à René Gibeault ou représentants, vers le nord-est à la partie du même lot appartenant à Oswald Pinard ou représentants et vers le nord-ouest à une partie du même lot appartenant à Omer Manseau ou représentants; moins et à distraire de ce terrain la partie vendue suivant l'acte

NICOLET

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Nicolet

Superior Court, No. 3385. { AUGUSTE LAMBERT, painter of Nicolet, district of Nicolet, plaintiff, *vs* THE HEIRS OF THE LATE CLAUDE LAMBERT, in his lifetime of Sorel, district of Richelieu, defendants.

A piece of land situated in the Parish of Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, at the place called "Port Saint-François", known and designated as being part of lot number twelve (p. 12) on the official cadastre for the parish of Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, County of Nicolet; measuring one hundred and twenty-five feet (125′) in width by a depth of one hundred feet (100′), English measure and more or less; bounded in front towards the southwest by the front road leading to the wharf of Port Saint-François, towards the southeast by the part of lot 12 belonging to René Gibeault or representatives, towards the northeast by the part of the same lot belonging to Oswald Pinard or representatives and towards the northwest by a part of the same lot belonging to Omer Manseau or representa-

enregistré à Nicolet, le 23 décembre 1960, sous le numéro 48635.

Avec toutes bâtisses dessus érigées dans leur état actuel et sujet à toutes les servitudes et droits de rente pouvant grever ledit immeuble.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division numéro 2, situé au Palais de Justice de Nicolet, district de Nicolet, MARDI, le DOUZIÈME jour d'AOÛT 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
GEORGES DOUCET.

Bureau du Shérif,
Nicolet, ce 2 juillet 1969. 30053-o

tives; less and to withdraw from the said piece of land the part sold according to the deed registered at Nicolet, on December 23, 1960, under number 48635.

With all buildings thereon erected in their present state and subject to all the servitudes and liens which might encumber the said immovable.

To be sold at the Registry Office for the Number 2 Division, situated at the Nicolet, Court House, District of Nicolet, TUESDAY the TWELFTH day of AUGUST, 1969, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DOUCET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Nicolet, July 2, 1969. 30053

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 32-072. CHRISTOPHE DESMARAIS, vendeur, domicilié et résidant au 1075, rue Charland, Québec, *contre* ANGELO BOIVIN, chauffeur de camion, domicilié et résidant au 46, boulevard Pie XI, Loretteville.

« Un emplacement situé en la paroisse St-Gérard de Majella, formant partie du lot connu et désigné sous le numéro dix-neuf A (Ptie 270-19-A) de la subdivision du lot originaire deux cent soixante-dix sur le plan et dans le livre de renvoi du cadastre pour la paroisse de St-Ambroise, de figure irrégulière, mesurant cent pieds (100′) de largeur en front sur le boulevard Pie XI et vingt-cinq pieds (25′) de largeur à l'arrière au sud-ouest, mesure anglaise, sur la profondeur comprise entre le boulevard Pie XI, qui borne cet emplacement au nord-est et le terrain de Armand Boutet qui le borne au sud-ouest, et joignant au nord-ouest le terrain de Guy Maheu et au sud-est le terrain de Armand Boutet, avec la maison dessus construite et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le TREIZIÈME jour d'AOÛT 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 8 juillet 1969. 30097-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 155-584. INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., corporation légalement constituée ayant une place d'affaires en la cité de Québec, à 2383, Chemin Ste-Foy, *contre* GILLES BÉLANGER, domicilié en la cité de Québec, au 215 rue des Bouleaux, app. 2 (ouest) Québec.

« Un terrain faisant partie des lots numéros cinquante-cinq et soixante (Ptie Nos 55 et 60) au cadastre officiel pour la paroisse de Château-Richer, comté de Montmorency; mesurant cent pieds (100′) dans ses lignes sud-ouest et nord-est sur une profondeur d'environ deux cent quinze pieds et demi (215½′), mesure anglaise; borné à l'est au lot numéro 54 appartenant à Monsieur Soucy, à l'ouest à la rue de H. Abel, vers le nord et vers le sud à des terrains faisant partie des mêmes lots, au sud à un terrain appartenant à Dame J. J. Lauzon et au nord à un terrain appartenant au Dr F. Martel, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances. Ce terrain lorsqu'il sera subdivisé, portera les numéros

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Provincial Court, No. 32-072. CHRISTOPHE DESMARAIS, salesman, domiciled and residing at 1075 Charland Street, Québec, *against* ANGELO BOIVIN, truck driver, domiciled and residing at 46 Pie XI Boulevard, Loretteville.

"An emplacement situated in the parish of St-Gérard de Majella, forming part of the lot known and designated under number nineteen A (P. 270-19-A) of the subdivision of original lot two hundred and seventy on the plan and book of reference of the cadastre for the parish of St-Ambroise, of an irregular figure, measuring one hundred feet (100′) in width in front on Pie XI Boulevard and twenty-five feet (25′) in width from the rear to the south-west, English measure, by the depth included between Pie XI Boulevard, which bounds this emplacement on the north-east and the land of Armand Boutet which bounds it on the south-west, and joining on the north-west the land of Guy Maheu and on the south-east by the land of Armand Boutet, with the house constructed thereon and dependencies."

To be sold at the Québec Registry Office, at Québec, on the THIRTEENTH day of AUGUST 1969, at TEN o'clock in the morning.

RAYMOND HAINS,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, July 8, 1969. 30097

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 155-584. INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., a corporation legally incorporated having a business place in the city of Québec, at 2383 St. Foy Road, *vs* GILLES BÉLANGER, domiciled in the city of Québec, at 215 des Bouleaux Street, Apt. 2 (West) Québec.

"A piece of land being part of lot numbers fifty-five and sixty (P. Nos 55 and 60) on the official cadastre for the parish of Château-Richer, county of Montmorency; measuring one hundred feet (100′) on its southwest and northeast lines by a depth of approximately two hundred and fifteen feet and one-half (215½′), English measure, bounded on the east by lot number 54 belonging to Mr. Soucy, on the west by H. Abel Street, on the north and south by the lands being part of the same lots, on the south by the land belonging to Mrs. J. J. Lauzon and on the north by a piece of land belonging to Dr. F. Martel, wth a building constructed thereon, circumstances and dependencies. This land when it will be

cinquante-cinq de la subdivision quinze (55-15) et soixante de la subdivision quinze (60-15) avec droit de passage dans la rue de H. Abel pour communiquer au chemin public. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Montmorency, à Château-Richer, comté de Montmorency, le QUINZIÈME jour d'AOÛT 1969 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 8 juillet 1969. 30098-o

subdivided, will bear numbers fifty-five of subdivision fifteen (55-15) and sixty of subdivision fifteen (60-15) with a right of way on H. Abel Street to communicate to the public road."

To be sold at the registry office of Montmorency, at Château-Richer, county of Montmorency, on the FIFTEENTH day of AUGUST, 1969, at TEN o'clock in the morning.

RAYMOND HAINS,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, July 8, 1969. 30098

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: JULIEN LECLERC, épicier demeurant et résidant à Pont-Rouge, Comté de Portneuf, district de Québec,
CourProvinciale, No: 32-843.
vs MARC ANDRÉ BLOUIN, demeurant au 56½ Georges Muir, Notre-Dame des Laurentides, district de Québec.

Partie du lot 449 du cadastre pour la paroisse de Charlesbourg, mesurant 75 pieds du nord au sud, et 100 pieds dans ses lignes est-ouest, bornée au nord par Antonio Fortier, à l'ouest par Roméo Williamson, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Étant également connu comme propriété sise au numéro civique 56½ Georges Muir, Notre-Dame des Laurentides, district de Québec.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le QUATORZIÈME jour d'AOÛT 1969 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 8 juillet 1969. 30099

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: JULIEN LECLERC, grocer domiciled and residing at Pont-Rouge, County of Portneuf, District of Québec,
Provincial Court, No. 32 843.
vs MARC ANDRÉ BLOUIN, residing at 56½ Georges Muir, Notre-Dame des Laurentides, District of Québec.

Part of lot 449 of the cadastre for the Parish of Charlesbourg, measuring 75 feet from north to south, and 100 feet on its east-west lines, bounded on the north by Antonio Fortier, on the west by Roméo Williamson, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Also known as the property situated at the civic number 56½ Georges Muir, Notre-Dame des Laurentides, District of Québec.

To be sold at the Québec Registry, at Québec, on the FOURTEENTH day of AUGUST, 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, July 8, 1969. 30099

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: PAGÉ LIMITÉE, société légale ayant une place d'affaires à Charlesbourg, *contre* JACQUES TREMBLAY,
Cour Provinciale, No 39-563.
domicilié au 25, Charles-Garnier, Loretteville, faisant affaires à 7562, 3e Ave Ouest, Charlesbourg, sous les nom et raison sociale de « Moderne Construction Enr. ».

« Un immeuble connu et désigné comme étant la subdivision numéro quatre-vingt-un du lot originaire numéro six cent soixante-neuf (669-81) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, division d'enregistrement de Québec, avec maison y érigée, circonstances et dépendances.

« La subdivision quatre-vingt du lot originaire numéro six cent soixante-neuf (669-80) du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, contenant en superficie huit mille cent soixante-huit pieds carrés (8,168 p.c.).

« La resubdivision trente-trois de la subdivision trois du lot originaire sept cent quarante et un (741-3-33) du cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise, division d'enregistrement de Québec, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le TREIZIÈME jour d'AOÛT 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 8 juillet 1969. 30100-o

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: PAGÉ LIMITÉE, legal association, having a place of business at Charlesbourg,
Provincial Court, No. 39-563.
against JACQUES TREMBLAY, domiciled at 25 Charles-Garnier, Loretteville, carrying on business at 7562, 3rd Ave. West, Charlesbourg, under the name and style of "Moderne construction Enr.".

"An immovable known and designated as being subdivision number eighty-one of original lot number six hundred and sixty-nine (669-81) on the official cadastre for the parish of Charlesbourg, registration division of Québec, with the house erected thereon, circumstances and dependencies.

"Subdivision eighty of original lot number six hundred and sixty-nine (669-80) on the official cadastre for the parish of Charlesbourg, having an area of eight thousand one hundred and sixty-eight square feet (8,168 sq. ft.).

"Resubdivision thirty-three of subdivision three of original lot seven hundred and forty-one (741-3-33) on the official cadastre for the parish of St-Ambroise, registration division of Québec, with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold in the Québec Registry Office, in Québec, on the THIRTEENTH day of AUGUST 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, July 8, 1969. 30100

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 60 031. } LES COMMISSAIRES D'ÉCOLE pour la municipalité de L'Annonciation d'Oka, corporation légalement constituée, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans la municipalité d'Oka, district de Terrebonne, demandeur, *vs* L'IMMOBILIÈRE D'OKA, corporation légalement constituée ayant son siège social à 215, ouest rue St-Jacques, chambre 215, à Montréal, district de Montréal, a/s Me Lionel Leroux, notaire de Montréal, district de Montréal, défendeur.

Les immeubles ci-après désignés et en la possession du défendeur plus haut mentionné.

« Les lots de terre connus et désignés sous les numéros suivants:

Le lot numéro cent quatre-vingt-douze de la subdivision du lot numéro cent quarante-sept (147-192), le lot numéro dix-huit de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-96-18), le lot numéro dix-neuf de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-96-19), le lot numéro vingt de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-96-20) du numéro cent quatre-vingt-onze de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-191) le lot numéro vingt et un de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-96-21) le lot numéro cent quatre-vingt-dix de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-190), le lot numéro vingt-deux de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-96-22) du lot numéro yingt-trois de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-96-23) le lot numéro cent quatre-vingt-neuf de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-189), le lot numéro vingt-cinq de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-96-25), le lot numéro vingt-six de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-96-26), le lot numéro vingt-sept de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-seize de la subdivision du lot numéro cent quarante-sept (147-96-27), le lot numéro cent quatre-vingt-huit de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-188) le lot numéro cent quatre-vingt-sept de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-187), le lot numéro vingt-huit de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-96-28), le lot numéro cent soixante-dix-neuf de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-179) le lot numéro cent quatre-vingt de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-180), le lot numéro cent quatre-vingt-un de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-181).

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 60 031. } THE SCHOOL COMMISSIONERS for the municipality of L'Annonciation d'Oka, a corporation legally incorporated, having its head office and its principal place of business in the municipality of Oka, district of Terrebonne, plaintiff, *vs* L'IMMOBILIÈRE D'OKA, a corporation legally incorporated having its head office at 215 St. James Street West, Room 215, Montreal, district of Montreal, c/o Me Lionel Leroux, notary of Montreal, district of Montreal, defendant.

The immovables hereafter designated and in the possession of the defendant hereabove mentioned.

"The lots of land known and designated under the following numbers:

Lot number one hundred and ninety-two of the subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-192), lot number eighteen of the subdivision of lot number ninety-six of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-96-18), lot number nineteen of the subdivision of lot number ninety-six of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-96-19), lot number twenty of the subdivision of lot number ninety-six of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-96-20) of number one hundred and ninety-one of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-191), lot number twenty-one of the subdivision of lot number ninety-six of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-96-21) of lot number one hundred and ninety of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-190), lot number twenty-two of the subdivision of lot number ninety-six of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-96-22) of lot number twenty-three of the subdivision of lot number ninety-six of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-96-23), lot number one hundred and eighty-nine of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-189), lot number twenty-five of the subdivision of lot number ninety-six of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-96-25), lot number twenty-six of the subdivision of lot number ninety-six of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-96-26), lot number twenty-seven of the subdivision of lot number ninety-six of the subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-96-27), lot number one hundred and eighty-eight of the offiicial subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-188), lot number one hundred and eighty-seven of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-187), lot number twenty-eight of the subdivision of lot number ninety-six of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-96-28), lot number one hundred and seventy-nine of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-179), lot number one hundred and eighty of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-180), lot number one hundred and eighty-one of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-181).

Le lot numéro cent soixante-neuf de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-169), le lot cent soixante-quatre de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-164, le lot numéro cent treize « A » d'une partie de la subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-quinze) Ptie 195-113-A) une partie de la subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-quinze (Ptie 195) le lot numéro cent quatre-vingt-quinze d'une partie de la subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-quinze (Ptie 195-195) les lots numéros trente-quatre, trente-deux, trente, vingt-neuf, de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-96-34-32-30-29) les lots numéros cent quatre-vingt-deux, cent soixante-trois, cent cinquante-neuf, cent soixante et cent quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-182-163-159-160-196) le lot numéro cinquante-neuf de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-96-59), les lots numéros cent quatre-vingt-dix-huit, cent quatre-vingt-dix-sept, quatre-vingt-douze et cent soixante-sept de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-198-197-92-167), le lot numéro cent cinquante-sept de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept, (147-157) le lot numéro vingt-quatre de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-96-24), le lot numéro cent quatre-vingt-quinze de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-195), le lot numéro six de la subdivision du lot numéro vingt de la subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-quinze (195-20-6), le lot numéro seize de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-sept (147-96-16) tous des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de L'Annonciation d'Oka.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté des Deux-Montagnes, situé à Ste-Scholastique, MARDI le DOUZIÈME jour d'AOÛT 1969 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le shérif intérimaire,
GABRIELLE FOURNELLE.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 27 juin 1969. 30054-o

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 61 100. { FELMORE INVESTMENT CORP., corporation légalement constituée ayant un bureau d'affaires, à Montréal, district de Montréal, demanderesse *vs* BERNARD CAYER, domicilié en la paroisse de St-Eustache, district de Terrebonne, défendeur et LE REGISTRATEUR DU BUREAU D'ENREGISTREMENT DU COMTÉ DES DEUX-MONTAGNES, mis-en-cause.

L'immeuble ci-après désigné et en la possession du défendeur, savoir:

« Un emplacement connu et désigné sous le numéro quarante-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente (30-42) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Eustache, mesurant quatre-vingt-quatre pieds de largeur par une profondeur de cent pieds, le

Lot number one hundred and sixty-nine of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-169), lot one hundred and sixty-four of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-164), lot number one hundred and thirteen "A" of a part of the official subdivision of lot number one hundred and ninety-five (P. 195-113-A), a part of the official subdivision of lot number one hundred and ninety-five (P. 195), lot number one hundred and ninety-five of a part of the official subdivision of lot number one hundred and ninety-five (P. 195-195), lot numbers thirty-four, thirty-two, thirty, twenty-nine of the subdivision of lot number ninety-six of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-96-34-32-30-29), lot numbers one hundred and eighty-two, one hundred and sixty-three, one hundred and fifty-nine, one hundred and sixty and one hundred and ninety-six of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-182-163-159-160-196), lot number fifty-nine of the subdivision of lot number ninety-six of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-96-59), lot numbers one hundred and ninety-eight, one hundred and ninety-seven, ninety-two and one hundred and sixty-seven of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-198-197-92-167), lot number one hundred and fifty-seven of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven, (147-157), lot number twenty-four of the subdivision of lot number ninety-six of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-96-24), lot number one hundred and ninety-five of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-195), lot number six of the subdivision of lot number twenty of the official subdivision of lot number one hundred and ninety-five (195-20-6), lot number sixteen of the subdivision of lot number ninety-six of the official subdivision of lot number one hundred and forty-seven (147-96-16) all on the official plan and book of reference of the parish of L'Annonciation d'Oka.

To be sold at the Registry Office of the county of Two Mountains, situated at Ste-Scholastique, TUESDAY, the TWELFTH day of AUGUST, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

GABRIELLE FOURNELLE,
Interim Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, June 27, 1969. 30054

Canada — Province of Québec
District of Terrebonne

Superior Court, No 61 100. { FELMORE INVESTMENT CORP., a corporation legally incorporated having a business place in Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* BERNARD CAYER, domiciled in the Parish of St-Eustache, district of Terrebonne, defendant, and THE REGISTRAR OF THE REGISTRY OFFICE OF THE COUNTY OF TWO MOUNTAINS, mis-en-cause.

The immovable hereafter designated and in the possession of the defendant, to wit:

"An emplacement known and designated under number forty-two of the official subdivision of original lot number thirty (30-42) on the official plan and book of reference of the Parish of St-Eustache, measuring eighty-four feet in width by a depth of one hundred feet, the whole English

tout mesure anglaise plus ou moins, et avec les bâtisses dessus construites et portant le numéro civique 102, 31ième avenue, paroisse de St-Eustache. »

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement du Comté des Deux-Montagnes, situé à Ste-Scholastique, MARDI le DOUZIÈME jour d'AOÛT 1969 à TROIS heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le shérif intérimaire,
GABRIELLE FOURNELLE.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 4 juillet 1969. 30101-o

measure more or less, and with buildings constructed thereon bearing civic number 102, 31st Avenue, Parish of St-Eustache."

To be sold at the Registry Office of the County, of Two Mountains, situated at St. Scholastique, TUESDAY, the TWELFTH day of AUGUST, 1969, at THREE o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

GABRIELLE FOURNELLE,
Interim Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, July 4, 1969. 30101

Ventes pour taxes

Ville de Rivière-du-Moulin

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Rivière-du-Moulin que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique en la salle des délibérations du conseil municipal, à l'Hôtel de ville de la susdite municipalité, 5, avenue Jean-Langevin, JEUDI, le TRENTE ET UNIÈME jour de JUILLET 1969 à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et intérêts, plus les frais encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Sales for Taxes

Town of Rivière-du-Moulin

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the town of Rivière-du-Moulin, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the deliberations hall of the municipal council in the Town Hall of the above-mentioned municipality, 5 Jean-Langevin Avenue, on THURSDAY the THIRTY-FIRST day of JULY 1969, at TEN o'clock in the forenoon for non payment of municipal and school taxes and interest.

Noms des propriétaires Owner's Name	Numéro des cadastre Cadastral Numbers	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Int.	Total
1. Laurent Boivin a/s Boivin & Fils Auto 31 Jacques-Cartier, est-east St. Chicoutimi, Québec	P. 21-A-24, 32, 45, 46 et-and 47, du 2e rg-on the 2nd rg. N.E. Chemin Syd. Road, cad. offic. de la par. de-official cad. of the parish of Chicoutimi, P.Q.	$ 7.14	$ 5.78	$ 3.43	$ 16.35
2. Robert Desbiens, 36 rue St-Martin St. St-Jean-Eudes, comté de-county of Chicoutimi P.Q.	21-B-51 du 2e rg-on the 2nd rge N.E. Chemin Syd. Road	26.13	13.39	4.21	43.73
3. Mme Gaspard Bouchard, 3 rue Sacré-Coeur St. Rivière-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi P.Q.	P. 21-B du 2e rg-on the 2nd rge N.E. Chemin Syd. Road ect	23.53	49.92	1.55	75.00
4. Mme Jean-Paul Daneault, 567 Boul. Talbot Blvd. Chicoutimi P.Q.	P. 20-A et-and 20-D du 2e rg-on the 2nd rge N.E. Chemin Syd. Road etc	49.12	144.39	1.64	195.15
5. Réginald Lajoie, 22 avenue Perron Ave Rivière-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi P.Q.	P. 19-A-2-33 du 2e rg-on the 2nd rge N.E. Chemin Syd. Road etc	547.53	368.29	9.35	925.17
6. Joseph Savard (prop.) 6-A rue Sacré-Coeur rés. rg 6, St-Honoré, comté de-county of Dubuc P.Q.	19-A-2-95, P. 19-A-2-96 et-and 133, du 2e rg-on the 2nd N.E. Chemin Syd. Road etc	243.12	126.93	5.73	375.78

N.B. Autorisation de la Commission municipale de Québec de faire une énumération abrégée des numéros cadastraux d'immeubles à être mis en vente pour non paiement des taxes, le 27 mars 1969.

Copie certifiée,

Donné à Rivière-du-Moulin, ce 30e jour de juin 1969.

Le secrétaire-trésorier,
MARTIAL TREMBLAY O.M.A.

30027-28-2-o

N.B. Authorization by the Québec Municipal Commission to make an abbreviated enumeration of the cadastral numbers of immovables to be sold for non-payment of taxes, on March 27, 1969.

Certified Copy,

Given at Rivière-du-Moulin, this 30th day of June 1969.

MARTIAL TREMBLAY O.M.A.,
Secretary-Treasurer.

30027-28-2-o

Cité de Chicoutimi

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la susdite municipalité, que les propriétés ci-après décrites seront vendues à l'enchère publique en la salle des délibérations du conseil, à l'Hôtel de Ville de la cité de Chicoutimi, MERCREDI le SIXIÈME jour d'AOÛT 1969, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au

City of Chicoutimi

Public notice is hereby given by the undersigned, clerk of the above-mentioned municipality that the properties hereinafter described will be sold by public auction, in the meeting hall of the council, at the Town Hall of the city of Chicoutimi, WEDNESDAY the SIXTH day of AUGUST, 1969, at TEN o'clock, a.m., to

paiement des taxes dues à la cité de Chicoutimi et à la commission des écoles catholiques de Chicoutimi, avec les intérêts et les frais plus les frais subséquemment encourus, à moins que lesdites taxes, les intérêts et les frais ne soient payés avant la vente.

satisfy the payment of taxes due to the city of Chicoutimi and to the Catholic School Commission of Chicoutimi, with the interest and costs, plus the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs shall have been paid before the sale.

Nom des propriétaires Name of Proprietors	Numéro des lots et cadastre Number of Lots and Cadastre	Description contenue dans acte d'enregistrement No Description contained in registration deed No.
Beaulieu, Claude 412, rue Gaudreault Street	(P.) 115 et-and (P.) 117 Ville de-Town of Chicoutimi	178,429
Bergeron, Léon 42, St-Hubert	(P.) 499, (P.) 499-6, Ville de-Town of Chicoutimi	113,619
Bergeron, J.-Edmond 68, Ste-Monique	P. 2-B, 15 S.O.C.S., Paroisse de-Parish of Chicoutimi	131,822
Bernier, Patrick Rue Chopin Street	1-B-40, 8 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Bilodeau, Raoul 87, Duvernay	669-19, Ville de-Town of Chicoutimi	—
Blackburn, J.L. 106, Champlain	643-48, Ville de-Town of Chicoutimi	—
Blackburn, Raymond 1079 Desaulniers,	68-50, 1 N.E.C.S., Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Blanchette, Armand Côte Réserve	1-B-7, 14 S.O.C.S., Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Boivin, Raymond 59, Dubuc	607-6, 608-11 et-and 608-12, Ville de-Town of Chicoutimi	—
Bouchard, Mme Vve-Mrs. Widow Arthur 381, Lemieux	(P.) 404, Ville de-Town of Chicoutimi	85,931
Boutin, Paul 80, Taillon	P. 6-B, 8 S.O.C.S., Paroisse de-Parish of Chicoutimi	198,724
Brassard, Romuald 1044, Lavoie	3-A-18, 15 S.O.C.S., Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Cabot Const. Kénogami, Rue Père-Lacasse Street	70-77, 1 S.O.C.S., Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Cabot Const. Kénogami Rue Père-Lacasse Street	70-76, 1 S.O.C.S., Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Chamberland, Jean-David 818, rue Nio Street	(P.) 1177-5, Ville de-Town of Chicoutimi	169,901
Cie d'Entrepreneur en Const. Rue Lavoie Street	2-B-23, 15 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Cie d'Entrepreneur en Const. Rue Lavoie Street	P. 2-B, P. 3-A, 15 S.O.C.S., P. 2-B, P. 3-A, 14 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	221,895
Couture, Grégoire Ave St-Arthur Ave.	1169-16 et ½ S.O., 1169-17, Ville de-Town of Chicoutimi	—
Couture, Grégoire Ave St-Arthur Ave.	1169-18 et-and ½ N.E., 1169-17, Ville de-Town of Chicoutimi	—
Couture, Jules 971, rue Boily Street	679-30, 680-75 et-and 681-45, Ville de-Town of Chicoutimi	—
Couturier, J. A. 392, Labrecque	191-45, Ville de-Town of Chicoutimi	—
Credit M.G. Inc.	(P.) 890-36, (P.) 890-37, (P.) 890-26, (P.) 890-27, Ville de-Town of Chicoutimi	213,544
Deschênes, Léo 549, Delâge	(P.) 839, Ville de-Town of Chicoutimi	205,547
Deschênes, Rémi 100, Ste-Monique	P. 2-B, 15 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Drolet, Rosaire 634 Taché	875-15-2, 875-38 et-and (P.) 875-16, Ville de-Town of Chicoutimi	—
Fortin, Nil 167 Crémazie	646-52 Ville de-Town of Chicoutimi	—
Gallant, Claude	(P.) 1198 Ville de-Town of Chicoutimi	200,766
Garage Alger, 1596 boul. Talbot Blvd.	P. 4-B, 8 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	180,234
Gaudreault, J.-Paul	1142-1, 1143-9 et-and 1153-3 Ville de-Town of Chicoutimi	—
Gaudreault, J.-Paul	1143-8 et-and 1153-2 Ville de-Town of Chicoutimi	—
Gauthier, Marcel 128 est-east, J. Cartier	365-2-1 et-and 1223 Ville de-Town of Chicoutimi	—
Gingras, Paul, Syndic 1529 boul. Talbot Blvd.	P. 4, 7 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Girard, Bertrand 125 rue Gilbert Street	(P.) 803 et-and (P.) 805, (P.) 806 Ville de-Town of Chicoutimi	171,376
Gosselin, Mme-Mrs. Bernard, née-born Gaétane Chamberland	4-12, 9 S.O.C.S., P. 4-21, 10 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	216,123
Guay, Mme-Mrs. André, née-born Lisette Catoule Chamberland		

Un terrain formé des lots Nos. 65-36 et 65-37 du 1er rang S.O.C.S. du cadastre de la paroisse de Chicoutimi, sauf la partie du lot No. 65-37 No. 196,248.

A piece of land formed of lot Nos. 65-36 and 65-37 of Range 1 S.O.C.S. of the cadastre of the Parish of Chicoutimi, save the part of lot No. 65-37 No. 196,248.

Nom des propriétaires Name of Proprietors	Numéro des lots et cadastre Number of Lots and Cadastre	Description contenue dans acte d'enregistrement No Description contained in registration deed No.
Harvey, Lucien St-Paul	P. 7-A, 10 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	161,103
Harvey, Roland 322 St-Vallier	85-85 Ville de-Town of Chicoutimi	—
Hudson, Peter Rue Price Street	5-B-16-1, P. 5-B-16-3, 14 S.O.C.S., 5-B-16-2, 5-B-31-1, 5-B-31-3, 5-B-58, 5-B-59, 5-B-60, 5-B-61, 5-B-62 et-and 5-B-63, 14 S.O.C.S.	

Un terrain formé des lots ci-dessus mentionnés du cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, sauf à distraire la partie du lot No. 5-B-16-3 décrite dans l'acte enregistré sous le No. 147,454.

A piece of land formed of the lots hereabove mentioned on the official cadastre of the Parish of Chicoutimi, save to withdraw the part of lot No. 5-B-16-3 described in the deed registered under No. 147,454.

Hudson, Peter Rue Price Street	5-B-64, 5-B-65, 5-B-81 et-and 5-B-82, 14 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Hudson, Mme-Mrs. Peter 476 Price	982-1, 983-2, 984-2, (P.) 982, (P.) 984, (P.) 990, (P.) 991 et-and (P.) 992 Ville de-Town of Chicoutimi	—
Imbeault, Raymond	P. 2-B, 15 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	201,238
Immeuble Lagacé		

Un terrain formé de toute la partie non-subdivisée du lot No. 70-101 du premier rang S.O.C.S. du cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi.

A piece of land formed of the entire unsubdivided part of lot No. 70-101 of the first range S.O.C.S of the official cadastre of the Parish of Chicoutimi.

Immeuble Médical de Chicoutimi 158 ouest-west rue Price Street	720-2 et-and 730-3 Ville de-Town of Chicoutimi	—
Immeuble Murdock (C.J.P.M.)	5-A-58 et-and 5-A-59, 9 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicouimi	—
Inconnu-Unknown		

Un terrain formé d'une partie du lot No. 3-A pour le 15ième rang S.O.C.S. du cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi borné à l'est à Roland Paris, nord à la Rivière Sagueay, à l'ouest à Léonidas Gagnon et au sud au boulevard St-Ignace.

A piece of land formed of a part of lot No. 3-A for the 15th range S.O.C.S. of the official cadastre of the Parish of Chicoutimi, bounded on the east by Roland Paris, north by Saguenay River, on the west by Léonidas Gagnon and on the south by St-Ignace Boulevard.

Jean, Mme-Mrs. Jean-Marc 327 Bégin	(P.) 99 et-and (P.) 100 Ville de-Town of Chicoutimi	118,933
Lajoie, Mme-Mrs. Vve Alfred 434 Dréan	(P.) 1101 Ville de-Town of Chicoutimi	31,604
Lapointe, Charles 763 St-Paul	(P.) 1172 Ville de-Town of Chicoutimi	168,590
Lavoie, Gérard 168 rue Renald Street	870-23 Ville de-Town of Chicoutimi	—
Maltais, Jean-Marie rue Taillon Street		—

Un terrain formé d'une partie du lot No. 6-B du Sième rang S.O.C.S. du cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi environ 65 pieds par 120 pieds, borné au sud-est par le boulevard Talbot, au sud-ouest par Dollard Maltais, au nord-est par Leon Sheehy et au nord-ouest ar le résidu du lot No. 6-B.

A piece of land formed of a par of lot No. 6-B of the 8th range S.O.C.S. of the official cadastre of the Parish of Chicoutimi, approximately 65 feet by 120 feet, bounded on the southeast by Talbot Boulevard, on the southwest by Dollard Maltais, on the northeast by Leon Sheehy and on the northwest by the remainder of lot No. 6-B.

Maltais, J.-Marie boul. Talbot Blvd.		—
Maltais, Mme-Mrs. Omer née-born Lauriette Gauthier rue Lavoie Street	3-A-21, 15 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Maltais, Omer 276, Le Doré	(P.) 825 Ville de-Town of Chicoutimi	209,403
Maltais, Omer 597, St-Cyrille	875-32 Ville de-Town of Chicoutimi	—
Martineau, Mme-Mrs. Léo née-born Denise Crevier, 466-east J. Cartier	(P.) 85, (P.) 105 et-and (P.) 106 Ville de-Town of Chicoutimi	179,029
Martineau, Mme-Mrs. Léo née-born Denise Crevier, rue Garnier Street		

Un terrain formé du lot No. 4-5 du 9ième rang S.O.C.S. et du lot No. 4-17 du 10ième rang S.O.C.S. au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, sauf à distraire la partie du lot No. 4-17 décrite dans l'acte enregistré sous le No. 214,524.

A piece of land formed of lot No. 4-5 of the 9th range S.O.C.S. and of lot No. 4-17 of the 10th range S.O.C.S. on the official cadastre of the Parish of Chicoutimi, save to withdraw the part of lot No. 4-17 described in the deed registered under No. 214,524.

Martineau, Mme-Mrs. Léo née-born Denise Crevier Chemin St-Paul Rood	4-6, 9 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Martineau, Mme-Mrs. Léo née-born Denise Crevier, Chemin St-Paul Rood	4-7, 9 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Martineau, Mme-Mrs. Léo née-born Denise Crevier Chemin St-Paul Rood	4-8, 9 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Martineau, Mme-Mrs. Léo née-born Denise Crevier Chemin St-Paul Rood	4-9, 9 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Martineau, Mme-Mrs. Léo née-born Denise Crevier, rue Garnier Street		—

Un terrain formé du lot No. 4-10 du 9ième rang S.O.C.S. et du lot No. 4-18 du 10ième rang S.O.C.S. au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, sauf à distraire la partie du lot No. 4-18 décrite dans l'acte enregistré sous le No. 214,524.

A piece of land formed of lot No. 4-10 of the 9th range S.O.C.S. and of lot No. 4-18 of the 10th range S.O.C.S. on the official cadastre of the Parish of Chicoutimi, save to withdraw the part of lot No. 4-18 described in the deed registered under No. 214,524.

Nom des propriétaires Name of Proprietors	Numéro des lots et cadastre Number of Lots and Cadastre	Description contenue dans acte d'enregistrement No Description contained in registration deed No.
Morin, Ls.-Henri rue Albert Street	1-G-73, 15 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Morin, Ls.-Henri rue Albert Street	1-G-67, 15 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Nault & Girard Inc 29 Price Est-East	408-1-A et-and 408-2 Ville de-Town of Chicoutimi	215,178
Perron, Chs. Édouard 242 Dubuc	875-27 et-and (P.) 875-30 Ville de-Town of Chicoutimi	184,477
Perron, Mme-Mrs. Chs. Édouard née-born Gilberte Boivin 527 Taché	(P.) 830 et-and (P.) 831 Ville de-Town of Chicoutimi	118,770
Poitras, Fernand 564 St-Thomas	(P.) 74-A-2-9 et and (P.) 74-A-2-10, 1 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	72,805
Poitras, Mme-Mrs. Gilles née-born Yolande Pineault rue Ls. Francoeur Street	3-B-363, 8 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Poitras, Mme-Mrs. Gilles née-born Yolande Pineault 30 St-Hubert	(P.) 502-6 Ville de-Town of Chicoutimi	197,861
Régis, Mme-Mrs. Raymond née-born Camille Gaudreault 744 St-Arthur	1169-6 Ville de-Town of Chicoutimi	—
Simard, Mme-Mrs J. Baptiste née-born Carmen Tremblay 1069 St-Paul	4-31, 9 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Talbot, Mme-Mrs. Bruno née-born Jeannine Tremblay 421 Ste-Anne	459-3 Ville de-Town of Chicoutimi	—
Tremblay, Vve-Widow Adélard Succ.Estate rue Harry Street	2-A-47, 15 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Tremblay, Antonelli rue Fradette Street	65-A-5, 64-A-17, 1 N.E.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Tremblay, Denis 1056 Lavoie	(P.) 3-A-14, 15 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	196,296
Tremblay, Gaétan rue Harry Street	1-G-23 et-and 2-A-63, 15 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Tremblay, Gaston rue Hertel Street	1-A-1-1-3, 14 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Tremblay, Gaston 117 Champlain	(P.) 644-28 et-and (P.) 644 Ville de-Town of Chicoutimi	148,606
Tremblay, Georges-H. 792 des Eudistes		—

Un terrain formé du lot no. 647-66 du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, sauf à distraire la partie décrite dans l'acte enregistré sous le No. 108,822.

A piece of land formed of lot No. 647-66 of the official cadastre of the Town of Chicoutimi, save to withdraw the part described in the deed registered under No. 108,822.

Tremblay, Jos. Émile 416 Laurier	(P.) 470 et-and (P.) 471 Ville de-Town of Chicoutimi	154,525
Tremblay, Jean-Paul 621 Montcalm	572-6 Ville de-Town of Chicoutimi	—
Tremblay, Julien rue Eva Street	1-G-40 et-and 2-A-90, 15 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Tremblay, Mme Olivette 418 Réserve	(P.) 1122 Ville de-Town of Chicoutimi	205,759
Tremblay, Paul rue René Goupil Street	(P.) 6-A-36, 14 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Tremblay, Thomas rue Lavoie Street	(P.) 3-A-21, 15 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	198,599
Turcotte, Mme-Mrs. Joseph St-Vincent	536-7 Ville de-Town of Chicoutimi	—
Vaillancourt, Renald rue Lavoie Street	(P.) 3-A, 15 S.O.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Verville, Maurice rue Dubé Street	633-29 Ville de-Town of Chicoutimi	—
Villeneuve, Patrick 410 rue Lévis Street	(P.) 132-7, 135-1 et-and (P.) 1277	195,129
Inconnu-Unknown		

Figure irrégulière, borné vers le nord-est par les lots Nos: 1155-1-6 et 1154-1-15 ave Legrand, vers l'est les lots Nos: 1154-1-20 et 1154-1-19; vers le sud-ouest par les lots Nos: 1157 et 1158 vers le nord-ouest par les lots Nos: 1155-1-10, 1155-1-9 et 1155-1-8.

An irregular figure, bounded on the northeast by lot Nos: 1155-1-6 and 1154-1-15 Legrand Avenue, on the east lot Nos: 1154-1-20 and 1154-1-19; on the southwest by lot Nos: 1157 and 1158, on the northwest by lot Nos: 1155-1-10, 1155-1-9 and 1155-1-8.

Inconnu-Unknown	827-11 Ville de-Town of Chicoutimi	—
Hamel, J.A. Rivière du Moulin	(P.) 65-A 1 N.E.C.S. Paroisse de-Parish of Chicoutimi	—
Inconnu Unknown re: rue Ste-Anne Street	567-9	

L'énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles a été autorisée par la Commission Municipale de Québec en date du 17 juin 1969, conformément aux dispositions de l'article 550 de la Loi des Cités et Villes.

The abrogated enumeration of the cadastral numbers of the immovables was authorized by the Québec Municipal Commission dated June 17, 1969, in conformity with the provisions of section 550 of the Cities and Towns Act.

Donné à Chicoutimi, ce 8e jour de juillet 1969.
Le greffier,
30102-28-2-o BENOIT SIMARD.

Given at Chicoutimi, this 8th day of July, 1969.
BENOIT SIMARD,
30102-28-2 *Clerk.*

INDEX No 28

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

1745 — Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique (*Preuve photographique*) 3868
1745 — Canadian Pacific Railway Company (*Photographic proof*) 3868
1853 — Drapeau officiel de la province sur les écoles 3866
1853 — Official Provincial Flag on schools 3866
1910 — Alimentation, Chicoutimi 3859
1910 — Food products, Chicoutimi 3859
1913 — Permis transitoire de circulation pour certaines catégories de véhicules automobiles .. 3856
1913 — Temporary traffic permit for certain classes of motor vehicles 3856
1916 — Immatriculation de véhicules automobiles construits ou modifiés par une personne autre qu'une entreprise spécialisée en la matière 3857
1916 — Registration of motor vehicles built or altered by a person other than an enterprise specializing in the matter 3857
1917 — Permission spéciale accordée en vue de permettre la circulation sur les routes de la Province de certains véhicules automobiles immatriculés ailleurs qu'au Québec 3858
1917 — Special leave granted to permit the travelling, on the Province's highways, of certain motor vehicles registered elswhere than in Québec 3858
1918 — Immatriculation de petits véhicules automobiles munis de roues et destinés principalement à circuler dans des endroits autres que les chemins publics 3859
1918 — Registration of small motor vehicles equipped with wheels and destined mainly to travel in places other than highways 3859
1966 — Règlements de la Loi de l'enseignement privé 3860
1966 — Regulations under the Private Education Act 3860
2000 — Soustraction au jalonnement de claims miniers sur certains terrains situés dans le comté de Gaspé-Sud 3867
2000 — Withdrawal from staking of mining claims on certain lands situated in the county of Gaspé-South 3867

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notices***

Chevaliers de Colomb de l'Assomption, Conseil No 3096 (*Régl.*) 3886
Chevaliers de Colomb de Crabtree Mills inc., Conseil No 4729 (*Régl.*) 3886
Knights of Columbus of l'Assomption, Council No. 3096 (*By-laws*) 3886
Knights of Columbus of Crabtree Mills Inc., Council No. 4729 (*By-laws*) 3886

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — ***CHANGE OF NAME — Act***

Gingras, Joseph Marie-Louis Charles Maurice (*Dem.-Appl.*) 3884
Harisay, Navilio, Constantin (*Dem-Appl.*) 3884
Shtull, Melvin (*Dem.-Appl.*) 3885
Zavelansky, Max (*Dem.-Appl.*) 3884

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and credit unions***

Caisse d'Épargne et d'Entraide Économique de Laval (*Formation*) 3887

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des Autorisées à faire des affaires — ***Notices relative to the Act of Licensed to do Business***

Connors Drilling Ltd. 3885
Gulf American Corporation of Arizona. 3885
Union Speditionsgesellschaft m.b.H. 3885

Chartes — demandes d'abandon de — ***Charters — Application for Surrender of***

Association des Marchands Détaillants d'Alma inc. (L') 3878
Beacon Construction Corp. 3876
Béland (Onias) inc. 3877
Boucher (Paul) limitée 3876
Chartier (A.) Construction inc. 3876
Cie Gaspésienne de Draggage inc. (La). 3875
Cie de Ventes Electromaid (La) 3876
Couga Construction ltée 3876
École Secondaire « Beauchamp » inc. .. 3878
Electromaid Sales Corporation 3876
Gaspesia Dragging Company Limited .. 3875
Gourmet's Pastry Delicatessen Inc. .. 3877
Hôpital d'Youville de Sherbrooke (L'). 3876
Martin Enterprises Ltd. 3877
Patricia Properties Limited 3877
Scenic Art Studio (The) 3878
Studio d'Art Scénique inc. (Le) 3878
Var-Luc Holdings Ltd. 3877
Wilden Inc. 3877

Divers — ***Miscellaneous***

Académie Michèle Provost inc. (*Règl.-By-law*) 3868
Aerosol Fillers Inc. (*Nom-Name ch.*) ... 3868

Divers (suite) — **Miscellaneous** (continued)

Armenian General Benevolent Union of Montreal Inc. (*By-laws*) 3874
Aigles de St-Jean inc. (Les) (*Règl.-By-law*) 3869
Ajustement Provincial inc. (*Dir.*) 3874
Association des propriétaires du lac Bleu inc. (L') (*Règl.-By-laws*) 3869
Bedford Realties Ltd. (*Dir.*) 3873
Benefit Services Incorporated (*Dir.*) 3873
Bonhomme (L.) & Fils ltée (*Dir.*) 3869
Buywell Food Markets Ltd. (*Dir.*) 3869
Canada Waste Paper Company (*Nom-Name ch.*) 3869
Cavendish Investment Ltd. (*Dir.*) 3873
Chambre d'Immeuble de Montréal (*Règl.*) 3875
Clair Foyer inc. (*Dir.*) 3870
Clair Foyer inc. (*Règl.-By-laws*) 3869
Club de Trafic de Montréal inc. (Le) (*Nom ch.*) 3869
Club Récréatif des Érables inc. (*Dir.*) (*Règl.–By-laws*) 3874
Coffrage Dominion ltée (*Nom ch.*) 3870
Damascus Art Flowers Limited (*Dir.*) 3870
Desautels (Roger) Limited (*Dir.*) 3870
Desautels (Roger) limitée (*Dir.*) 3870
Dominion Form Work Ltd. (*Name ch.*) 3870
Eastern Wood Corporation (*Nom-Name ch.*) 3870
Entreprises Aiglon inc. (Les) (*Nom-Name ch.*) 3875
Gagnier & Gagnier Assurances inc. (*Dir.*) 3871
Gallant Fashions Inc. (*Nom-Name ch.*) 3870
Golf Métropolitain inc. (*Dir.*) 3871
Groupe Prêt et Revenu (*Règl.*) 3873
Hellenic Fisheries Ltd. (*Dir.*) 3874
Hellenic Poultry Co. Ltd. (*Dir.*) 3874
Jolicoeur & Associés inc. (*Nom-Name ch.*) 3870
Karaiskakis (George) Roumeliotian Society of Montreal (*Règl.–By-laws*) 3871
Kebekoto Leasing Inc. (*Dir.*) 3871
Lalumière (Guy) & Associés inc. (*Nom-Name ch.*) 3871
Lajoie, Deshaies & Associés inc. (*Nom-Name ch.*) 3871
Lavoie (Richard) inc. (*Nom-Name ch.*) 3871
Lesage, Proteau (Montréal) ltée (*Dir.*) 3875
Lesage, Proteau (Montreal) Ltd. (*Dir.*) 3875
Location Kebekoto inc. (*Dir.*) 3871
Maislin Bros. Transport Limited (*Dir.*) 3875
Maislin Transport Ltd. (*Name ch.*) 3872
Maislin Transport ltée (*Nom ch.*) 3872
Mangate Inc. (*Dir.*) 3874
Mantex Ltd. (*Dir.*) 3872
Metropolitan Golf Inc. (*Dir.*) 3871
Montreal Real Estate Board (*By-laws*) 3875
Morgan's Rockland Centre Inc. (*Dir.*) 3873
New Forum Restaurant Inc. (*Dir.*) 3873
Philip Manufacturing Co. (*Dir.*) 3873
Planned Investments Corporation (*Dir.*) 3872
Programmes d'investments capitalisés, ltée (*Dir.*) 3872
Promofina inc. (*Nom-Name ch.*) 3872
Pron-To Construction inc. (*Nom–Name ch.*) 3875
Provincial Adjustment Inc. (*Dir.*) 3874
Restaurant Nouveau Forum inc. (*Dir.*) 3873
Richler (M.) & Associates Ltd. (*Nom–Name ch.*) 3872
Rivard (J. Émile) incorporée (*Nom–Name ch.*) 3872
Savings and Investment Group (*By-laws*) 3873
Sepp's Sausages & Delicatessen Inc. (*Dir.*) 3872
Terkel de Paris inc. (*Nom-Name ch.*) 3875
Traffic Club of Montreal Inc. (The) (*Name ch.*) 3869
Union Générale Arménienne de Bienfaisance de Montréal inc. (*Règl.*) 3874
Vogue Belts & Novelties Mfg. Co. Ltd. (*Dir.*) 3873
Wertek Incorporated (*Dir.*) 3874

Lettres patentes — ***Letters Patent***

Acton Plastics Inc. 3842
Auberges « Léo Lagrange » inc. (Les) 3842
Boulangerie La Brioche inc. 3843
Centre de secours d'urgence du Grand Montréal 3843
Club de tir Montmorency inc. 3844
Corporation du Cimetière de St-Eustache (Le) 3844
Corporation Régionale du Cimetière de Ste-Thérèse inc. (La) 3844
Couzina inc. 3845
Croquet St-Barnabé inc. 3845
Cuckoo Nature Foods Inc. 3845
Delorimier Investments Inc. 3850
Dubois (O.) inc. (*Correction*) 3851
Dumont (F. & R.) construction inc. 3846
Dostie (Marcel) Racing Stables, Ltd. 3846
Écuries Marcel Dostie, ltée (Les) 3846
Entreprises Populaires de Shawbridge inc. (Les) 3846
Four Hundred and Ten West Inc. (The) 3852
Gauma inc. 3847
Geist (John F.) Corp. 3847
Guertin (Laurent) inc. 3847
Immeubles Jean Rathé inc. (Les) 3848
J.V.R. limitée 3848
Joropa Business Holdings Limited 3848
Jouvin et Rioux inc. 3849
Kineco Laboratories Inc. 3849
Kivic inc. 3849
Laboratoires Kineco inc. 3849
Lait du Québec inc. (Le) 3850
Leclerc Dye & Chemicals Ltd. 3850
Placements Delorimier inc. 3850
Placements Jean Rathé, ltée (Les) 3851
Produits de beauté Perfection inc. 3851
Quatre cent dix ouest inc. (Le) 3852
Québec Milk Inc. 3850
Raîche (J. M.) inc. 3852
Restaurant Alaska inc. 3852
Richelieu Auto Location ltée 3853
Robitaille (Yves) inc. 3853
Salon de barbier Des Chênes inc. 3853
Société d'administration des plans de bien-être (plombiers) (La) 3854
Société Teci ltée 3854
Stationnement Labelle inc. 3854
Verdun automobile inc. 3855
Ville-Émard sport inc. 3855
Welfare Plan Administration Board (Plumbers) 3854
Worrell (H. G.) Consultants Ltd. 3855

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Self Serv Valet (Canada) Inc. 3856

Sièges sociaux — ***Head Offices***

A-M-D- Automation Mold & Die Ltd. 3882
Anwal Limited 3878
Barca Food Services Ltd. 3882

Sièges sociaux *Head Offices*
(suite) *(continued)*

Bourbonnais (Maurice) ltée 3882
Boutique du Cuir inc. (La) 3883
Canadian Guild of Crafts, Québec 3883
Champoux (J.-Roland) inc. 3878
Corporation d'Épargne et de Placement Nationale 3883
Dorais (Jean) inc. 3883
Eagle Toys Export Corp. 3881
Eagle Toys Limited 3881
Entreprises Marsolais inc. (Les) 3879
Entreprises Neuve-France inc. (Les) ... 3879
Entreprises René Caron inc. (Les) 3881
Exploitation des Cuivre Lemieux ltée (Les) 3879
Franchise Group Limited (The) 3884
Guilde Canadienne des Métiers d'Art, Québec 3883
Habitations Caprice inc. (Les) 3884
Imagination Plus Inc. 3881
Jean-Pierre Coiffure inc. 3883
Lemieux Copper Explorations Ltd. 3879
Lesage, Proteau (Montréal) ltée 3882
Lesage, Proteau (Montreal) Ltd. 3882
M.B. Automobiles ltée 3880
Marsolais Enterprises Inc. 3879
Mayward Industries Limited 3879
Molina Fer Ornemental ltée 3884
Molina Ornemental Iron Ltd. 3884
National Savings and Investment Corporation 3883
Oak-Mount Limited 3882
Pescatore Seafood Restaurant Ltd. 3880
Pratte & Laforme inc. 3880
Presse Rapide limitée 3880
Rapid Press Limited 3880
St-Félicien Jobbing inc. 3880
Santos Investment Corp. 3881
Services d'Alimentation Barca ltée (Les) 3882
Trans-Canada Wire & Metal Products Ltd. 3882

LIQUIDATION *WINDING*
avis de *up Notices*

Pilion Holdings Ltd. *et al vs* Stevens *et al.* 3897

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*

Éducation *Education*

Municipalité scolaire de: *School Municipality of:*

Dugal (*Dem.-Appl.*) 3886

Industrie et Commerce *Industry and Commerce*

Avis de pêche aux coques 3886
Shell fishing notice 3886

RÉGIE des marchés agricoles du Québec *QUÉBEC Agricultural Marketing Board*

Producteurs de tomates du Québec (*Plan conjoint*) 3887
Québec Tomato Growers' (*Joint Plan*) . 3887

SOUMISSIONS *TENDERS*

Brossard, ville-town 3894
Dolbeau, ville-town 3889
Dorval, c.s.c. 3895
Lauzon, cité-city 3890
Sainte-Julie, par. 3887
Shawinigan-Sud-South, ville-town 3892

VENTES *SALES*

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Beauce *Beauce*

Grondin *vs* Poisson 3897

Gaspé *Gaspé*

Hydro-Québec *vs* Dubé 3897

Hauterive *Hauterive*

Racien *vs* Desbiens 3898

Joliette *Joliette*

Broeckaert *vs* Broeckaert 3898
Leclerc *vs* Parent 3899

Mégantic *Mégantic*

Roy *vs* Boily 3899
St-Pierre *vs* Nadeau 3900

Montréal *Montreal*

Granby Finance Corporation *vs* Paquet. 3900
Industrial Acceptance Corporation Limited *vs* Valliar 3901

Nicolet *Nicolet*

Lambert *vs* Heirs-Héritiers Claude Lambert 3901

Québec *Québec*

Desmarais *vs* Boivin 3902
Interprovincial Building Credits Ltd. *vs* Bélanger 3902
Leclerc *vs* Blouin 3903
Pagé limitée *vs* Tremblay 3903

Terrebonne *Terrebonne*

Felmore Investment Corp. *vs* Cayer 3905
Oka, c.s.-s.c. *vs* Immobilière d'Oka 3904

Taxes *Taxes*

Chicoutimi, cité-city 3906
Rivière-du-Moulin, ville-town 3906

IMPRIMÉ AU CANADA PRINTED IN CANADA